

هكذا من لامل

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

■ Canal Plus parie
sur les sitcoms
■ Des CD-ROM
pour la rentrée



DIMANCHE 13 - LUNDI 14 SEPTEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16681 - 7,50 F - 1,13 EURO

Le rapport qui affole l'Amérique

● Dans son récit détaillé des relations sexuelles entre Monica Lewinsky et Bill Clinton, le procureur Starr s'acharne à démonter les mensonges du président ● Sous la menace d'une procédure de destitution, Bill Clinton joue son avenir face au peuple américain ● « Le Monde » publie l'essentiel de ce document et de l'argumentaire de la Maison Blanche

Algérie : Liamine Zeroual écourte son mandat de président

LE PRÉSIDENT algérien Liamine Zeroual a annoncé, vendredi 11 septembre au cours d'une allocution radio-télévisée, qu'une élection présidentielle anticipée serait organisée avant la fin du mois de février 1999. Le chef de l'Etat a ajouté qu'il ne briguerait pas un second mandat afin de « concrétiser le principe de l'alternance ». Le mandat du président Zeroual n'aurait à échéance qu'en novembre 2000. Davantage que des raisons médicales, les querelles entre la présidence et certains clans militaires semblent à l'origine d'une décision qui a pris de court l'ensemble de la classe politique algérienne. Ces dernières semaines, le chef de l'Etat avait été visé par une violente campagne de presse dirigée d'abord contre le général Betchine, son plus proche conseiller et ami.

Lire page 27



Notre cahier spécial contient l'essentiel du rapport du procureur Starr sur les relations entre Monica Lewinsky et Bill Clinton, ainsi que les éléments clés de la défense du président des Etats-Unis. Ces textes et leur version intégrale en anglais sont disponibles sur notre site www.lemonde.fr

LE RAPPORT du procureur indépendant Kenneth Starr sur les relations entre Monica Lewinsky et Bill Clinton a été rendu public vendredi 11 septembre via Internet. Cette publication avait été décidée par un vote de la Chambre des représentants.

Le texte du procureur contient onze accusations que le procureur considère comme autant de motifs possibles pouvant conduire à une procédure de mise en accusation puis, éventuellement, de destitution du président américain. Il accuse notamment Bill Clinton de « mensonges sous serment », « pressions sur un témoin », « obstructions à la justice » et « abus de l'autorité que lui confère la Constitution américaine ».

Kenneth Starr s'acharne à démonter les « mensonges » présidentiels tout au long d'un récit extrêmement détaillé et cru des relations sexuelles entre Bill Clinton et Monica Lewinsky. Avant même la publication du rapport Starr, la Maison Blanche s'est efforcée, dans un do-



cument de 73 pages, de réfuter l'argumentation du procureur. Les avocats du président accusent le procureur de rendre publiques « des allégations scabreuses et sa-laces » dans le seul but « de l'humilier et de le forcer à démissionner ». Bill Clinton a prononcé, vendredi, un nouveau discours de repentir devant les dirigeants religieux du pays. Le président a demandé pardon à l'Amérique entière, sans oublier « Monica Lewinsky et sa famille ». Dans la soirée de vendredi, le président américain a tenté de donner, lors d'une cérémonie biéno-américaine, l'image d'un chef d'Etat détendu, aux côtés d'Hillary Clinton, elle aussi en apparence très décontractée et riant parfois aux éclats.

La publication du rapport a provoqué un véritable choc aux Etats-Unis où Internet a battu tous ses records de connexions.

Lire pages 2 et 3,
notre éditorial page 19
et notre cahier spécial

■ « L'Huma » fait la fête

A l'occasion de la fête du Parti communiste français, Robert Hue réclame du gouvernement une politique « plus marquée à gauche ».

p. 6

■ Les Bosniaques aux urnes

Le sort des réfugiés qui n'ont pu regagner leur foyer reste le principal obstacle à une Bosnie unitaire. Elections les 12 et 13 septembre.

p. 4

■ Formule Prost

A la veille du Grand Prix de F1 d'Italie, à Monza, portrait du quadruple champion du monde, reprenant de l'écurie Ligier : « Le jour où je gagnerai comme constructeur, ce sera ma plus belle victoire ».

p. 10

■ Antibiotiques : des bactéries résistent

Les bactéries résistent de plus en plus aux antibiotiques, en raison probablement de la surconsommation de ces médicaments.

p. 22

■ Grands pianistes du XX^e siècle

Philips met en vente, lundi, les vingt premiers volumes d'une encyclopédie sonore qui réunira des enregistrements de 72 pianistes sur 100 doubles CD. Un événement.

p. 24

■ Au « Grand Jury »

Jean-Claude Gayssot est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 9 F ; Autriche, 25 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 12 £ ; Grèce, 400 DR ; Hongrie, 240 F H ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 45 F L ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 F L ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 200 Kčs ; Suède, 200 S ; Suisse, 2,50 S ; Turquie, 1,5 TL ; USA, 1971, 2 \$; USA (international), 2,50 \$.

M 0146-913-7.50 F



La crise russe vue d'un sous-marin nucléaire : dix morts

MOSCOU

Le jour où le monde politique moscovite, délaissant qu'il avait trouvé une solution à sa crise politique, les Russes, menacés d'un hiver de privations extrêmes, étaient tenus en haleine par l'évolution d'un autre drame, servi toutes les heures sur les écrans de télévision. Celui d'une prise d'otages d'un type nouveau. Elle s'est produite vendredi 11 septembre dans la base de Skalski, près de Mourmansk, à 100 kilomètres de la Norvège. Et plus exactement, dans le local étanche du sous-marin servant aux tirs de torpilles.

Les premiers bulletins d'information parlaient d'un marin de dix-neuf ans qui devait finir son service dans trois mois, Alexandre Kouzminykh. Il serait sorti, la nuit, de sa cabine, aurait tué un garde à qui il volé son arme automatique. Puis Alexandre Kouzminykh aurait tué six marins qui dormaient dans une cabine, avant d'en prendre deux autres en otages et de s'enfermer avec eux

dans le local aux torpilles. De là, il aurait menacé de faire exploser le sous-marin. Le ministre de la Défense fut alerté et des commandos antiterroristes envoyés sur place, ainsi que des psychologues, un prêtre et la mère d'Alexandre, femme de ménage à Saint-Petersbourg. Le forcé aurait accepté de parler à sa mère, mais refusé de se rendre et demandé qu'on le « laisse dormir ». Il aurait déjà tué ses deux otages. Comme à l'accoutumée, le fin mot de l'histoire ne sera sans doute jamais connu. « A 0 h 18, samedi 12 septembre, fut achevée l'opération visant à désarmer le marin qui avait tué huit de ses camarades. Le marin fut tué au cours de l'opération », annonce un communiqué cité par l'agence Interfax.

De source officielle, on affirme que le sous-marin de combat, de classe Akula (requin), ne portait « que des armes conventionnelles ». Les Akula, outre leurs torpilles, sont toujours dotés de missiles de croisière nucléaires ou classiques. Les télévisions montraient vendredi que les sous-marins qui mouillaient aux

côtés de celui où se déroulait le drame avaient quitté les lieux.

Ces sous-marins nucléaires de combat sont théoriquement servis par des forces d'élite et leurs recrues rigoureusement choisies. Mais seuls 50 % des officiers prévus seraient en service et le caviar n'aurait pas de rigueur au menu depuis longtemps disparu. En mai dernier, ordre fut donné de prolonger la durée de vie, arrivée à terme, des missiles des sous-marins, rapportait, désespéré, un vétéran du contrôle de leur sécurité dans le quotidien Izvestia.

Aucun début de solution n'a jamais été apporté au problème des centaines de « cer-cueils atomiques » qui mouillent au large de la presqu'île de Kola et ailleurs - il faudrait dépenser des milliards de dollars pour les désarmer - ni à celui des recrues qui, poussées à bout, commettent crimes sur crimes sans raisons bien définies, généralement pour tenter de fuir leurs bases.

Sophie Shihab

La fin des grands hommes ?

QUE SONT les grands hommes devenus ? Ces chefs d'Etat, ces présidents, dont l'action personnelle pesait tant sur le cours de l'histoire ? Bill Clinton s'enfonce dans l'affaire Lewinsky, ses amis commencent à le lâcher et l'International Herald Tribune s'interroge dans un titre de première page sur son aptitude à gouverner. Sans

doute encouragés par les nouvelles d'Amérique, des députés russes songent à engager une nouvelle procédure de destitution contre Boris Eltsine, tsar de plus en plus timbant et impuissant. De Gaulle est mort depuis maintenant longtemps, mais le gaullisme est en train d'en faire autant. La cote exceptionnelle de popula-

rité du président de la République ne s'explique certes pas par son appartenance à une famille politique aujourd'hui divisée comme jamais, mais par son aptitude à cohabiter avec un premier ministre socialiste, à vibrer avec la foule à la victoire des Bleus, à vendre à l'étranger les produits de l'industrie française.

Jean Paul II et Nelson Mandela continuent de tenir encore la vedette. Mais le premier nommé ne survit manifestement qu'à force de volonté et le second s'apprête à prendre sa retraite. Superbe figure des dernières années du communisme, Vaclav Havel n'est plus que l'ombre de lui-même. Fidel Castro, Hassan II et Yasser Arafat sont toujours en place, mais l'un a soixante et onze ans et les deux autres soixante-neuf. La fatigue se lit sur leurs traits et l'on peut être assuré qu'ils n'auront pas avant longtemps de remplaçants à leur hauteur. Le Français moyen serait bien en peine de citer les noms des actuels successeurs de Mao ou d'Indira Gandhi ; les premiers ministres se suivent au Japon sans parvenir à imprimer leur marque, et le fils de Kim Il-sung vient de donner à son père, mort depuis quatre ans, le titre sans précédent de président éternel, se présentant en quelque sorte comme un intérimaire. Helmut Kohl semble en bout de course. Tony Blair et Lionel Jospin doivent une bonne part de leur popularité à leur modestie, à leur simplicité, aux antipodes pour l'un de la dame de fer, pour l'autre non seulement d'Alain Juppé mais aussi de François Mitterrand.

André Fontaine

Lire la suite page 19

La pub investit l'école

TOUS les prétextes sont bons : de l'hygiène bucco-dentaire à l'équilibre alimentaire, de la sécurité domestique à l'école, les grandes entreprises offrent leurs services aux enseignants. Moyennant force maquettes pédagogiques, échantillons, CD-ROM, etc., les grandes marques investissent le milieu scolaire. Les murs de nombreux établissements sont recouverts par des panneaux publicitaires. Les tarifs sont variables - de 4 000 à 160 000 francs par an -, de quoi aménager l'ordinaire des trésores. Pour le SNES, un tel phénomène « porte atteinte à la neutralité scolaire et place les établissements dans une logique de privatisation ».

Lire page 8

Le look social de PSA



JEAN-MARTIN FOLZ

LE SUCCESSEUR de Jacques Calvet à la tête de PSA, Jean-Martin Folz, commence à imprimer sa marque. Après le nettoyage des comptes, M. Folz se lance dans la négociation sur les 35 heures. Ce revirement illustre le désir de redorer le blason social de PSA, mais aussi, et surtout, la volonté d'adapter le groupe automobile soumis à une demande subsonique et à une pyramide des âges très défavorable. Conséquences : des départs en préretraite, l'embauche de jeunes et une meilleure organisation du travail.

Lire page 20

International	2	Placements	71
France	6	Aujourd'hui	22
Société	8	Météorologie, Jours	23
Carnet	9	Culture	24
Horizons	10	Guide culturel	25
Entreprises	20	Radio-Télévision	26

« MONICAGATE »

Les 445 pages du rapport du procureur indépendant Kenneth Starr sur « l'affaire Lewinsky » ont été rendues publiques, vendredi 11 septembre, sur

Internet. Le texte contient onze accusations que le magistrat considère comme les fondements possibles d'une procédure de destitution du président américain. ● BILL CLINTON

avait auparavant prononcé un étonnant discours de repentir, lors de sa rencontre annuelle avec les principaux dirigeants religieux du pays. Il a demandé pardon à l'Amérique, sans

oublier « Monica Lewinsky ». ● LA PROCÉDURE D'IMPEACHMENT du chef de la maison Blanche, encore lointaine, est entre les mains du Congrès. Elle constitue une menace

politique, à la veille des élections parlementaires du 3 novembre, et du scrutin présidentiel de l'an 2000. (Lire aussi notre éditorial page 19 et notre cahier en pages centrales.)

L'Amérique entre la stupéfaction et l'écœurement

Le rapport de Kenneth Starr a été diffusé sur Internet par le Congrès. La Maison Blanche réfute l'argumentation du procureur indépendant, qui a formulé onze accusations constituant selon lui, les fondements d'une possible destitution du président

NEW YORK

de notre correspondant
« Ce que nous dit ce rapport, c'est qu'il y avait bien du sperme sur la robe et que ce sperme était celui du président ».

« Oui... Et ça, ça veut dire quoi, ça, Greta ? »

Il est 14 heures, heure de Washington, vendredi 11 septembre sur CNN, et les médias américains abordent une nouvelle ère du reportage politique. Les premiers exemplaires du rapport Starr circulent au Congrès, mais le texte n'est pas encore diffusé sur Internet. Greta Van Susteren, avocate et experte en chef des questions juridiques sur CNN, s'est vu confier les premières pages. Somme d'en tirer rapidement la substance modeste pour des téléspectateurs tenus en haleine depuis deux jours, elle rapporte cette importante découverte. La question embarrassée de la journaliste qui présente l'émission va donner le

ton de l'ensemble des médias pour le reste d'une journée tour à tour historique, sordide, surréaliste et franchement déprimante.

La journée avait commencé dans le repentir et la ferveur religieuse, par un acte de contrition apparemment sincère et douloureux prononcé par le président Clinton, lors de sa traditionnelle rencontre annuelle avec les dirigeants religieux du pays. Le Congrès, pendant ce temps, votait fiévreusement la résolution permettant de rendre public le rapport Starr. Quelques heures plus tard, le repentir biblique de Bill Clinton semblait dans les détails graves déchargés non seulement au Congrès mais sur les ordinateurs du monde entier par les promesses de la technologie moderne et l'acharnement d'un procureur indépendant déterminé à ne rien épargner à un président sur lequel il enquête depuis plus de quatre ans.

« Je ne crois pas qu'il y ait une façon plaisante de dire que j'ai péché », avait avoué Bill Clinton vendredi matin. Le reste de la journée allait en effet être consacré à ses péchés, et de façon plutôt déplaisante. Incontestablement, le premier choc du rapport, autant sur les membres du Congrès que sur les journalistes chargés d'en faire le compte-rendu, est celui des révélations sexuelles. On en attendait, certes, mais pas aussi vives.

A la Maison Blanche, l'avocat du président, David Kendall, contre-attaque : « Les accusations salaciales (contenues dans le rapport) ont simplement pour but d'humilier, d'embarrasser et de nuire politiquement au président ». lance-t-il. Sourd à toute cette fièvre, le président, accompagné de la première dame, continue sur la voie de la rédemption à la cathédrale de Washington, lors d'un hommage aux victimes de l'atten-

tat de Nairobi. Madeleine Albright, la secrétaire d'État, en profite pour rappeler devant quelques caméras sa « confiance totale dans le leadership du président, dans ces moments tristes et difficiles ». Au moment où le rapport arrive sur Internet, vers 14 h 45, Hillary Clinton prononce, imperturbable, un discours sur l'aide à l'enfance malheureuse.

« JAMAIS RIEN VU DE PAREIL »

Au Congrès, le sénateur républicain Orrin Hatch, après avoir lu 20 % du rapport, fait, très sombre, cet aveu à la presse : « Ce que j'ai lu jusqu'ici n'est pas bon du tout ». De retour à la Maison Blanche, M^{me} Clinton, radieuse et souriante, et son mari, un peu moins radieux, se font acclamer par un rassemblement à la gloire de l'amitié américano-irlandaise.

C'est l'heure du grand journal télévisé du soir sur les réseaux : « Une soirée dont on se souviendra,

une soirée qui fait frémir, annonce gravement Tom Brokaw en ouvrant son journal sur NBC. Dans l'histoire de la présidence des États-Unis, on n'a jamais rien vu de pareil ».

La soirée avançant, la discussion s'éloigne un peu des détails sordides pour se concentrer sur les motifs de destitution du président avancés par Kenneth Starr. Que recouvre exactement l'expression constitutionnelle très ancienne « hauts crimes et infractions » sur laquelle se fonde l'impeachment ? C'est là, bien sûr, toute la question, car aucune définition précise n'existe. Mais plusieurs membres du Congrès, démocrates comme républicains, interrogés à la télévision, avouent leur trouble : comment, en partant d'une liaison certes coupable avec une stagiaire, arrive-t-on à ces « hauts crimes » de l'État ?

« Des motifs de destitution ? Je ne vois pas. Des motifs de divorce ? Ça,

oui ! », commente l'homme de la rue à New York. Très recherché ce soir, l'homme de la rue s'exprime assez peu, il veut rentrer chez lui pour en savoir plus et lire le rapport ce week-end. Une fois de plus, le destin de Bill Clinton est entre les mains de l'opinion américaine, de ces fameux habitants de Peoria, Illinois, la ville théocratiquement la plus représentative de l'Amérique profonde, qui expliquent à CNN qu'ils ont besoin d'un peu de temps pour digérer cette avalanche de révélations et d'accusations.

« Réveillez-moi lundi matin, quand ce cauchemar sera terminé », ironise un commentateur sur NBC. En réalité lundi, le cauchemar ne fait que commencer. Pour la plupart des experts, des auditions au Congrès sur une procédure de destitution paraissant, vendredi soir, inéluctables.

Sylvie Kauffmann

Onze accusations de parjure, subornation de témoin, obstruction à la justice et abus de pouvoir

NEW YORK

de notre correspondant

Parjure, subornation de témoins, obstruction à la justice et abus de pouvoir : sous ces quatre catégories, le procureur indépendant Kenneth Starr énumère onze accusations qu'il considère comme les fondements possibles d'une procédure de destitution du président Clinton, dans son rapport de 445 pages adressé, le 9 septembre, au Congrès et rendu public vendredi 11 septembre.

Bien que concluant quatre ans d'une enquête centrée au départ sur d'éventuelles malversations financières commises par le président à l'époque où il était gouverneur de l'Arkansas, le rapport n'a retenu contre le chef de l'exécutif américain que le tout dernier épisode de cette enquête, celui qui concerne la liaison extraconjugale de M. Clinton avec une ancienne stagiaire de la Maison Blanche, Monica Lewinsky, et les tentatives du président pour cacher cette relation à la justice.

La première partie du rapport, consacrée au descriptif des faits, relate en détails extrêmement crus cette liaison épicurienne que le président a entretenue avec Monica Lewinsky, âgée à l'époque de vingt-deux ans, pendant dix-huit mois à partir de novembre 1995. Essentiellement sur la foi de la déposition de la jeune femme devant le grand jury convoqué par M. Starr dans le cadre de son enquête, le rapport décrit, sur plus de cinquante pages, chacune des

dix rencontres au cours desquelles M. Clinton et M^{me} Lewinsky ont eu des contacts sexuels, dans une annexe du bureau ovale, dans la salle de bains ou dans le couloir y menant.

VERSIONS DIFFÉRENTES

La plupart de ces contacts ont consisté en fellations pratiquées par la jeune femme ; à aucun moment, il n'y a eu pénétration sexuelle. Mais le rapport souligne la contradiction entre les versions présentées par les deux partenaires : pour le président, le type de contacts sexuels qui sont intervenus ne répond pas à la définition des relations sexuelles telle qu'elle lui a été donnée par le juge lors d'un premier interrogatoire, le 17 janvier 1998, dans le cadre de l'affaire Paula Jones, une employée de l'État d'Arkansas qui poursuivait à l'époque M. Clinton pour harcèlement sexuel. Lors de cet interrogatoire, M. Clinton avait en effet affirmé qu'il n'avait pas eu de relations sexuelles avec M^{me} Lewinsky, au sens précis où l'entendait le juge.

M^{me} Lewinsky, en revanche, souligne par multiples détails le rôle actif pris par M. Clinton lors de leurs rencontres intimes et fait état de contacts physiques du président avec les organes génitaux de la jeune femme, ce qui correspond cette fois à la définition des relations sexuelles précédemment citée. Aucun témoin ne vient corroborer la description de ces contacts sexuels faite par M^{me} Lewinsky, mais le rap-

port confirme que les tests génétiques en laboratoire ont établi qu'une tache de sperme prélevée sur une robe de la jeune femme provenait de M. Clinton.

Monica Lewinsky reconnaît que leur relation n'a commencé qu'après des mois de « flirt intense » dont elle avait pris l'initiative, et qu'après leur dernière rencontre intime, le 24 mars 1997, elle a continué à poursuivre le président. Elle affirme avoir été motivée par un réel attachement sentimental à l'égard du président, qui, lui, avoue, lors de sa déposition du 17 août devant M. Starr et son équipe, la gêne et les regrets que cette liaison lui a inspirés.

« J'en ai été malade », dit-il. La deuxième partie du rapport développe « les informations substantielles et fiables » sur lesquelles M. Starr se fonde pour affirmer que « le président Clinton a commis des actes susceptibles de servir de base à une destitution ». Dans cet argumentaire juridique, le rapport accuse le président d'avoir menti cinq fois sous serment, d'avoir par quatre fois fait obstruction à la justice, de s'être rendu coupable de subornation de témoin et d'abus de pouvoir.

M. Clinton, affirme le rapport, a menti sous serment en niant avoir eu des relations sexuelles avec Monica Lewinsky, lorsqu'il a été interrogé dans le cadre de l'affaire Paula Jones, le 17 janvier 1998 ; il a menti sous serment lorsqu'il a dissimulé la vraie nature de ses relations sexuelles avec

M^{me} Lewinsky lors de son interrogatoire devant le grand jury, le 17 août 1998 ; il a menti sous serment, le 17 janvier, en déclarant ne pas se rappeler avoir été seul dans son bureau avec M^{me} Lewinsky et le nombre de cadeaux échangés avec elle ; il a menti sous serment en ne livrant pas la tenue exacte, toujours le 17 janvier, de ses discussions avec M^{me} Lewinsky sur la citation à comparaître de cette dernière dans l'affaire Paula Jones ; et il a menti sous serment en dissimulant la réalité de ses conversations avec son ami Vernon Jordan sur la citation à comparaître de Monica Lewinsky dans l'affaire Paula Jones.

ENTENTE ET DISSIMULATION

Les accusations d'obstruction de la justice portent sur la manière dont, selon M. Starr, M. Clinton et M^{me} Lewinsky se sont mis d'accord pour cacher leur liaison, y compris à la justice, et dissimuler leurs échanges de cadeaux, ainsi que sur des encouragements prodigués par le président à la jeune femme pour qu'elle signe une déclaration niant toute relation sexuelle avec lui. Ces accusations portent également sur l'aide apportée par M. Clinton à M^{me} Lewinsky pour qu'elle trouve un emploi à New York, au moment où elle était convoquée comme témoin dans l'affaire Paula Jones.

Enfin, M. Starr considère que le président a de nouveau fait obstruction à la justice en refusant pendant sept mois de

déposer devant le grand jury et en mentant à ses proches collaborateurs à la Maison Blanche, sachant qu'ils se feraient l'écho de ces fausses déclarations lorsqu'ils seraient convoqués devant le grand jury. Les dépositions de ces collaborateurs et la façon dont M. Clinton lui-même a menti sur ses relations avec M^{me} Lewinsky sont publiées dans le rapport à l'appui de ces accusations.

M. Clinton est accusé de subornation de témoin pour avoir tenté d'influencer le témoignage de sa secrétaire, Betty Currie, en lui suggérant notamment qu'il ne s'était jamais trouvé seul avec M^{me} Lewinsky dans le bureau ovale.

La dernière accusation, et sans doute la plus grave et la plus surprenante, concerne l'abus de pouvoir constitutionnel : en « mentant au public et au Congrès », en janvier 1998, sur l'état de ses relations avec M^{me} Lewinsky et, à nouveau, le 17 août 1998, en refusant par six fois d'être interrogé devant le grand jury et en invoquant le privilège de l'exécutif pour tenter d'empêcher l'un de ses conseillers, Bruce Lindsey, et ses gardes du corps d'être convoqués devant le grand jury, M. Clinton s'est, selon le rapport, rendu coupable d'abus de pouvoir. Ces manœuvres, conclut M. Starr, constituaient en réalité « un effort visant à entraver, empêcher et détourner une éventuelle enquête du Congrès des États-Unis ».

S. K.

Kenneth Starr, moine-soldat du conservatisme

WASHINGTON

de notre correspondant
« Ken » Starr est une sorte de chevalier teutonique, un moine-soldat du conservatisme égaré

PORTRAIT

Homme de discipline et puritain acharné, il est prêt à tout pour défendre la morale

dans une Amérique dont il exerce une certaine permisivité des mœurs, et que Bill Clinton, selon lui, incarne. Ce « procureur indépendant », né au Texas et âgé de cinquante-deux ans, n'a rien d'apolitique : ses attaches avec l'aile la plus radicale du Parti républicain,

son affiliation à la Federalist Society, qui regroupe avocats et juges conservateurs, l'attestent. Mais ses convictions politiques ne sont pas son ressort essentiel : outre que son professionnalisme est reconnu par ses pairs, on ne peut comprendre le personnage moral de son combat. C'est, fondamentalement, un homme habité d'une « mission » et pénétré de son devoir. Ce fils d'un pasteur de l'Eglise du Christ lit la Bible tous les matins, ne boit ni ne fume, et, dit-on, n'a jamais prononcé un juron. C'est un homme de discipline, un puritain, apparemment parfaitement insensible à son impopularité, qui est grande.

Le procès des excès de Kenneth Starr est facile à instruire, mais il est juste de lui reconnaître des circonstances atténuantes : l'institution du « procureur indépendant » est devenue incontrôlable, mais elle est avant tout le produit d'une réforme que l'Amérique tout entière appelle de ses vœux. Après que Richard Nixon, en octobre 1973, eut congédié Archibald Cox, procureur spécial trop consciencieux dans l'affaire du Watergate, il est apparu urgent de créer un corps de magistrats totalement indépendants de l'exécutif.

Kenneth Starr pousse-t-il le zèle jusqu'à la caricature ? La chrysalide de la loi de 1978 créant de tels justi-

ciers aux pouvoirs exorbitants a-t-elle engendré une sorte de « monstre » ? Probablement. Pourtant, en 1994, en dépit de l'exploitation du scandale Whitewater, Bill Clinton sera le premier à souhaiter la prolongation pour cinq ans d'une législation devant « permettre au travail du gouvernement d'être de l'avant, avec la confiance des citoyens ». Que l'intéressé soit peu à peu devenu un électron libre, que, de facto, affranchi de la tutelle d'une hiérarchie lui laissant la main sur le coup par crainte de se voir reprocher une chasse aux sorcières, il ait pu sans contrainte étendre indéfiniment son enquête, dépensant sans compter des millions de dollars au nom des contribuables, on ne peut qu'en convenir.

MÉTODES À LA RUSSIANE

De là à dire qu'il s'agit d'un « homme maléfique » qui « recherche la boue », et dont les motivations ne seraient que « politiques », comme l'a affirmé Hillary Clinton, c'est tomber dans les excès dont on l'accuse. Or ceux-ci se suffisent à eux-mêmes. Dans l'affaire Paula Jones, cette jeune femme qui accusait Bill Clinton de harcèlement sexuel, le procureur a soumis les agents chargés de la sécurité de l'ancien gouverneur de l'Arkansas à un interrogatoire en régie sur la vie intime de leur patron, afin de démontrer que, dans

ce domaine, M. Clinton est « un récidiviste ». Dans l'affaire Whitewater, il n'hésitera pas à maintenir Susan McDougal (l'amie du couple Clinton) en prison pendant deux ans, parce que celle-ci refuse de coopérer à son enquête. Dans l'affaire Monica Lewinsky, il demandera à un témoin, Linda Tripp, de se prêter à une véritable opération clandestine pour arracher les confidences de « Monica ». Il a la loi pour lui, et ses méthodes à la russe, cet acharnement suspect, ont été employés par d'autres.

En février 1997, lassé d'une traque qui ne mène nulle part, il annonce cependant tout de go qu'il accepte la chaire de doyen de la faculté de droit de l'université Pepperdine de Californie. Las ! Le principal bailleur de fonds de ce programme n'est autre que le milliardaire Richard Mellon Scaife, un adversaire acharné de Bill Clinton. Le département de la justice fait objection. De toute façon, chez les républicains, l'annonce du retrait de Kenneth Starr provoque un tollé. Kenneth Starr se ravise, annonce que son enquête est loin d'être achevée, et repart à la détermination. On veut qu'il aille jusqu'au bout ? Il ne décevra pas son public, quitte à jouer son va-tout, à prendre tous les risques.

L. Z.

Internet bat ses records de trafic sans embouteillage

SITÔT le rapport de Kenneth Starr disponible sur plusieurs sites de la Toile, à 20 h 45 (heure française), les internautes du monde entier se sont rûs sur leurs ordinateurs pour le télécharger rapidement. Internet a ainsi subi un test sans précédent de résistance à un pic de demandes simultanées.

Pour éviter un engorgement prévisible, le Congrès avait placé les 445 pages du rapport sur quatre sites différents de l'administration américaine et fourni des copies électroniques aux principaux journaux américains. De plus, les députés avaient demandé à Netscape, fournisseur du populaire logiciel de navigation Communicator, dont le site peut traiter deux millions de téléchargements par jour, de publier également le rapport.

Des précautions efficaces, puisque les internautes ont pu rapidement prendre connaissance du texte. Si neuf internautes sur dix n'ont pu se connecter à la Chambre des représentants, la moitié des tentatives d'accès aux sites commerciaux ont réussi. CNN a ainsi battu le record de 320 000 consultations par minute, établi, lundi 31 août, lors de la baisse brutale des Bourses mondiales, avec 340 000 tentatives si-

multanées par minute de téléchargement du rapport. Matt Drudge, le célèbre spécialiste des ragots sur Internet, n'a pas connu le bûlage que son site avait subi le 17 janvier lorsqu'il avait révélé l'affaire Lewinsky.

INFORMATION BRUTE

La résistance dont Internet a fait preuve démontre son aptitude à diffuser une information qu'aucun autre média n'est en mesure de publier intégralement et immédiatement. Le contenu des 445 pages du rapport est en effet incompatible avec la télévision, plus adaptée à l'image qu'au texte, et même avec la presse écrite qui ne peut imprimer un tel volume de papier qui s'apparente à celui d'un livre.

Internet démontre également le rôle qu'il peut jouer comme outil de diffusion d'une information brute et non filtrée par les médias traditionnels. Certains s'en inquiètent tandis que d'autres estiment qu'il s'agit d'un nouvel atout pour la démocratie. Grâce au réseau mondial, les internautes accèdent aux mêmes sources d'informations que les journalistes de la télévision ou de la presse écrite.

Michel Alberganti

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Tous les produits de la Maison
MATELAS & SOMMIERS
Tous les produits de la Maison
SWISSFLAX, TREDIA, EFFIO, SODAS
DUMDIPLO, BULTER, PIRELLI, ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
SWISS, COLOM, DUMDIPLO, SUDEN, ETC.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
217, rue de la République 93100 La Plaine
01.42.08.71.00



Bill Clinton tente de manier contrition et contre-attaque politique

WASHINGTON
de notre correspondant
Se repentir, inlassablement, puisque tel est le souhait des Américains, mais faire preuve d'une détermination intacte, afin de montrer que l'homme politique et l'homme d'Etat reste capable de diriger le pays. L'équilibre subtil entre ces deux impératifs a constitué la trame de l'extraordinaire discours prononcé, vendredi 11 septembre au matin, par Bill Clinton, dans un salon de la Maison Blanche où avaient été conviés les principaux leaders religieux (protestants, catholiques, juifs et musulmans) du pays.

Ses propos ont illustré la profonde empreinte de la religion aux Etats-Unis. Cela explique les mea culpa répétés de M. Clinton qui sait que son chemin de Damas passe par la contrition et le pardon. Il sait qu'il lui faut agir vite, qu'il en est encore temps, de contrebalancer l'effet désastreux des détails pornographiques contenus dans le rapport de Kenneth Starr.

Pour la première dans ce discours, le chef de la Maison Blanche, en demandant pardon à l'Amérique entière, n'a pas oublié « Monica Lewinsky et sa famille », l'ancienne stagiaire à laquelle, il y a peu, il faisait référence un peu dédaigneusement en parlant de « cette femme ».

Ce discours est important enfin, parce qu'il marque nettement que le président n'est pas à terre, que même sévèrement blessé, il n'a rien perdu de sa pugnacité politique et qu'il amorce sa contre-attaque. Il suit donc les conseils que lui ont prodigués ses conseillers et tous les responsables du parti démocrate : « Je ne pense pas qu'il y ait une manière élégante de dire que j'ai péché », a-t-il souligné.

« Il est important pour moi, a-t-il dit, que tous ceux qui ont été blessés sachent que les regrets que j'éprouve sont sincères, d'abord et avant tout, ma famille, mes amis, mes collaborateurs, les membres de mon cabinet, Monica Lewinsky et sa famille, et le peuple américain. A tous, j'ai demandé pardon. Mais je crois que, pour être pardonné, il faut d'abord reconnaître le regret. Au moins deux autres choses : d'abord, un vrai repentir, une détermination à changer et à réparer ce dont je suis responsable. Je me suis repenti. »

Ensuite, a poursuivi M. Clinton, ce qui est nécessaire, c'est ce que ma Bible appelle un « esprit brisé », ce qui veut dire que je dois comprendre que j'ai besoin de l'aide de Dieu pour être celui que je veux être, et aussi (que je dois avoir) une volonté d'accorder le même pardon que je sollicite. Une renonciation, a encore souligné le président, à l'orgueil et à la colère, qui trouble le jugement. Voilà pour l'acte de contrition.

L'« esprit brisé »

Quand Bill Clinton parle de l'« esprit brisé », il fait référence au verset 19 du psaume 51 de David (Ancien Testament). David, qui a délivré Israël de Goliath, se fait remettre en récompense, Mikal, fille du roi Saül, qu'il épouse. Devenu roi, il trompera Mikal avec Bethsabée. Le prophète Nathan est alors envoyé par Dieu à David, pour que celui-ci prenne conscience de son crime d'adultère, ce qu'il fait en écrivant le psaume 51 : « Mon sacrifice, c'est un esprit brisé ; d'un cœur brisé, brisé, tu n'as point de mépris. »

tion. Place à la stratégie dans laquelle celui-ci vient s'inscrire, et qui se décline en trois volets : « Tout d'abord, a expliqué M. Clinton, je vais demander à mes avocats d'engager une défense vigoureuse, en utilisant tous les arguments disponibles et appropriés. »

Le Clinton politicien revient-il trop vite à la surface ? Le « pécheur » se comble aussitôt : « Mais le langage juridique ne doit pas dissimuler le fait que j'ai eu tort. » Parallèlement, le chef de l'exécutif va continuer à faire amende honorable, y compris en s'entourant d'un « soutien pastoral » de la part de personnes qui pourront répondre de ses nouveaux engagements. Le porte-parole de la Maison Blanche a pris soin de préciser que Bill Clinton « ne suit pas de traitement pour une quelconque condition psychiatrique ou médicale ». Le président faisait référence à des « hommes de foi », a précisé Mike McCurry.

« Cela veut dire perdre la face. Cela veut dire repartir à zéro. Et c'est toujours douloureux »

Enfin, a insisté le chef de l'exécutif, « je vais intensifier mes efforts pour conduire notre pays et le monde vers la paix et la liberté, la prospérité et l'harmonie ». Bill Clinton est cependant reconnaissant envers ceux qui, comme lui, ont souligné que, s'agissant de l'affaire Monica Lewinsky, « les limites de la vie privée ont été dépassées de manière excessive » peu judicieuse. Mais, décidément conciliant, il ne veut pas s'y attarder : « De toute façon, dans ce cas, ce peut être une grâce, puisque j'ai malgré tout péché. Aussi, si mon repentir est sincère et continu, et si je peux maintenir à la fois un « esprit brisé » et un cœur fort, alors du bien peut sortir de tout cela, pour notre pays aussi bien que pour moi et ma famille. »

Ce chemin du remords et du repentir, Bill Clinton n'a pas caché qu'il était pénible : « Cela veut dire perdre la face. Cela veut dire repartir à zéro. Et c'est toujours douloureux. Cela veut dire « je suis désolé ». Ce sont des choses très difficiles à réaliser. Quel peut être l'impact d'un tel discours ? Si l'Amérique se limitait à l'auditoire religieux (prêtres, rabbins et imams) auquel s'est adressé le président, elle serait sans doute encline à absoudre son président. Pour le révérend Jesse Jackson, figure historique du parti démocrate en même temps que conseiller spirituel régulier de M. Clinton, celui-ci s'est livré à « une émouvante confession de ses péchés, il a placé son âme au-dessus de sa vie politique ». « Même sur la croix, un homme peut obtenir la rédemption », a-t-il souligné.

Mais de nombreux leaders religieux disposant d'une forte influence dans l'« Amérique profonde » ne se laisseront pas convaincre aussi facilement par ce thème mea culpa présidentiel. Ainsi Imar Schorsch, président du séminaire théologique juif, pour qui l'autorité morale de Bill Clinton a été « détruite », ou Richard Greth, évêque du diocèse épiscopal de New York : « Je pense que son influence morale dans le pays a été si

severement atteinte qu'il ne peut plus le diriger. » Sans compter la propre Eglise baptiste de Bill Clinton, dont plusieurs responsables envisagent très sérieusement d'engager une procédure d'expulsion contre le plus fameux de ses paroissiens.

Il va de soi que les associations familiales et religieuses proches du parti républicain et, dans une moindre mesure, une partie des organisations féministes, condamnent sans appel l'aventure sexuelle du président. Gary Bauer, président du Family Research Council, adversaire de toujours du couple Clinton et aspirant candidat républicain à la Maison Blanche en 2000, estime que l'attitude présidentielle « enseigne à nos enfants que mentir ne pose pas de problèmes, que la fidélité est une notion dépassée et que la moralité n'a pas d'importance ». C'est cet amalgame entre jugements moraux et religieux et arrière-pensées politiques qui est dangereux pour M. Clinton.

Le chef de la Maison Blanche ne dispose cependant pas d'autre stratégie. Ann Lewis, directrice de la communication à la Maison Blanche, a déclaré sur CNN vendredi : « M. Clinton pense qu'il a fait de bonnes choses pour ce pays, et il ne va pas abandonner son job. Il est là pour rester. » Tom Daschle, chef de la minorité démocrate au Sénat, lui a adressé ce conseil : le président doit « continuer à faire preuve de contrition », « coopérer avec le Congrès et ne pas [lui] répondre de façon évasive », enfin « faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre un terme à tout ceci ».

Laurent Zecchini

Huit mois de rebondissements

- 7 janvier 1998 : Monica Lewinsky, une ancienne stagiaire de la Maison Blanche, interrogée dans le cadre de l'affaire Paula Jones, affirme sous serment qu'elle n'a « jamais » eu de relation sexuelle avec Bill Clinton.
- 12 : une ex-employée de la Maison Blanche et confidente de M^{lle} Lewinsky, Linda Tripp, remet au procureur indépendant Kenneth Starr des enregistrements sur lesquels la jeune femme raconte sa liaison avec M. Clinton et affirme qu'il lui a conseillé de rayer leur relation.
- 16 : M. Starr obtient du département de la Justice le feu vert pour enquêter sur ce qui va devenir « l'affaire » Lewinsky.
- 17 : interrogé par les avocats de Paula Jones, M. Clinton nie sous serment avoir eu une liaison avec l'ancienne stagiaire.
- 21 : la presse « sort » l'affaire Lewinsky. Immédiatement, M. Clinton dément publiquement toute relation sexuelle avec la jeune femme.
- 22 : l'ami personnel du président, Vernon Jordan, dément avoir conseillé à M^{lle} Lewinsky de mentir à la justice mais reconnaît l'avoir aidé à trouver du travail.
- 30 avril : un juge fédéral décide que M. Clinton ne peut invoquer le « privilège de l'exécutif » pour empêcher le témoignage de ses plus proches conseillers.
- 2 juin : M^{lle} Lewinsky se sépare de son avocat et s'adresse à deux témoins du barreau de Washington, Jacob Stein et Plato Cacheris.
- 17 juillet : la Cour suprême juge que les gardes du corps de M. Clinton ne sont pas dispensés de témoigner. Le même jour, M. Starr

envoie au président une citation à comparaître devant le grand jury. Une première dans l'histoire des Etats-Unis, qui sera « annulée ». M. Clinton acceptant finalement de témoigner volontairement.

- 27 : M^{lle} Lewinsky répond pour la première fois aux questions des enquêteurs de M. Starr.
- 28 : M^{lle} Lewinsky obtient l'immunité totale en échange de son témoignage.
- 29 : M. Clinton fait savoir qu'il témoignera volontairement le 17 août.
- 6 août : Monica Lewinsky témoigne devant le grand jury.
- 17 : Bill Clinton témoigne devant le grand jury. Le soir même, il avoue à la télévision avoir entretenu une « relation qui n'était pas convenable » avec M^{lle} Lewinsky. Mais il rejette les accusations de parjure et d'obstruction de la justice, affirmant que ses déclarations de janvier étaient juridiquement correctes.
- 2 septembre : interrogé à Moscou, Bill Clinton demande à nouveau aux Américains de le « laisser retourner à son travail pour le pays ».
- 4 : à Dublin, Bill Clinton se déclare « profondément désolé » pour son attitude et admet avoir « commis une grave erreur ».
- 9 : Bill Clinton demande une nouvelle fois pardon publiquement, en déclarant : « J'ai laissé tomber ma famille, j'ai laissé tomber ce pays » et promet de s'efforcer de « regagner la confiance » des Américains. Le rapport de Kenneth Starr est remis au Congrès.
- 11 : le rapport Starr est rendu public, via Internet.

La Maison Blanche réfute la thèse du procureur et veut préserver l'avenir de la fonction

WASHINGTON
de notre correspondant
La parole est désormais aux Américains. Ce sont eux qui, au bout du compte, vont décider de

ANALYSE
« Impeachment » ou pas ? La réponse dépendra de la cote de popularité du président.

L'avenir politique du chef de la Maison Blanche. S'ils sont convaincus que les onze chefs d'accusation formulés à l'encontre de Bill Clinton par Kenneth Starr sont suffisamment graves pour justifier la mise en route d'une procédure d'impeachment visant à destituer leur président, ils vont peu à peu lui retirer leur soutien. S'ils ne sont pas plus impressionnés par les menaces de celui-ci à la justice, au pays et à ses plus proches collaborateurs, que par les détails particulièrement scabreux de l'aventure sexuelle du chef de l'exécutif avec Monica Lewinsky, les sondages resteront favorables.

Dans le premier cas, les républicains vont s'embarquer et les élus démocrates seront euilés à « lâcher » peu à peu leur chef naturel. La perspective de l'« empêchement » du président, aujourd'hui encore lointaine, se préciserait alors. Dans le second, le Grand Old Party ne prendra pas le risque de se lancer dans ce qui apparaît comme une offensive purement partisane contre un président populaire, parce qu'une telle fuite en avant équivaudrait à un suicide politique : d'abord à l'occasion des élections parlementaires du 3 novembre, ensuite lors du scrutin présidentiel de 2000.

Le rapport de M. Starr ne concerne que l'affaire Lewinsky, ce qui signifie que les autres scandales qui ont mobilisé le procureur indépendant depuis plus de quatre ans – ainsi que l'argent des contribuables – tout en lassant les Américains, ne méritent apparemment pas de figurer dans le procès de Bill Clinton pour abus de pouvoir et obstruction à la justice que le magistrat souhaite voir s'ouvrir au Congrès. La Maison Blanche, dans un argumentaire de plus de soixante-dix pages destiné à réfuter de façon préventive les accusations dont le chef de l'exécutif fait l'objet, n'a pas manqué de le souligner : ce n'est pas devenu le scandale Whitewater, ceux des « dossiers du FBI » et de « Travéligate » ?

Ce point souligné, reste l'essentiel : cinq chefs d'accusation pour avoir menti sous serment ; quatre pour avoir fait obstruction à la justice, un chef d'accusation pour avoir suborné un témoin, un autre pour avoir abusé de son autorité constitutionnelle en mentant à la nation américaine et au Congrès à propos de sa relation avec Monica Lewinsky. La charge est dévastatrice pour l'hôte de la Maison Blanche, à qui ses concitoyens demandent aussi d'être un exemple.

Que M. Clinton soit un menteur récidiviste et peut-être involontaire, nul ne l'ignore. Que le récit minutieux de ses rencontres sexuelles entre deux portes avec la jeune stagiaire ressemble parfois à un roman pornographique, que la plupart des Américains, dans leur vie quotidienne, s'efforceraient de mettre hors de portée des regards juvéniles, aucun doute. Mais, depuis une certaine « petite robe de cocktail de couleur bleue », dont il est désormais avéré qu'elle portait la signature génétique de Bill Clinton, l'Amérique n'est-elle pas délaissée à propos des turpitudes sexuelles de son président ?

RISQUE DE DÉGOÛT
La thèse défendue par M. Starr tout au long des quelque cinq cents pages de son rapport n'apporte donc rien de fondamentalement nouveau s'agissant d'une saga qui fait les gros titres de la presse américaine depuis huit mois. Sa force réside dans la démonstration selon laquelle, pour dissimuler l'existence de sa liaison avec Monica Lewinsky, M. Clinton n'a pas hésité à mentir à tout le monde, mais surtout à la justice, en utilisant toutes les ressources du pouvoir présidentiel.

La thèse de M. Starr est qu'un président qui a recours à de tels expédients n'est pas digne des responsabilités que lui ont confiées le peuple américain. Pour étayer ses dires, le procureur n'épargne aucun de ces détails salaces qui vont retentir à coup sûr l'attention de la presse, mais peuvent aussi provoquer le « dégoût des Américains » : « Ken » Starr risque alors d'apparaître comme un magistrat instructeur qui se délecte de boue pornographique, et d'être condamné en retour par la vox populi.

Le procureur, qui a senti le danger, explique que tout ceci était nécessaire pour faire tomber l'hypocrisie légaliste d'un Bill Clinton qui a longtemps affirmé que, stricto sensu, et selon une définition juridique isolée, son aventure avec Monica Lewinsky ne peut être ass-

milée à des « relations sexuelles », puisqu'il s'agissait de fellations. En quelque sorte, M^{lle} Lewinsky a eu des relations sexuelles avec le président, mais celui-ci n'en a pas eu avec la jeune femme... Curieusement, la Maison Blanche continue de se fourvoyer sur ce point, adoptant une ligne de défense qui relève souvent du juridisme étroit (le président se serait contenté d'apporter des « réponses restrictives à des questions ambiguës »).

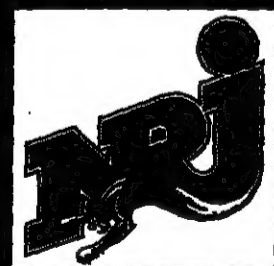
Pour le reste, David Kendall, l'avocat personnel de Bill Clinton, se livre à une réfutation en règle des accusations présumées de Kenneth Starr, sans se montrer plus convaincant que le procureur. Il est mieux inspiré lorsqu'il souligne que le président a reconnu et confessé une faute dans sa vie privée, laquelle n'est pas aisément assimilable aux cas prévus par l'article 2, section 4, de la Constitution américaine pour justifier l'impeachment : « trahison, concussion, crime contre la chose publique ou délit grave ».

Si, malgré tout, les Américains retiennent leur confiance à M. Clinton, celui-ci devra être jugé. Le problème, bien sûr, est que la Chambre des représentants, pas plus que le Sénat, ne sont des tribunaux impartiaux : les « jurés » représentent tous une formation politique et le parti républicain est nettement majoritaire au Congrès. Le président de la commission des affaires judiciaires de la Chambre, Henry Hyde, qui va devoir, dans un premier temps, décider si les faits reprochés à M. Clinton relèvent bien de l'impeachment, a beau affirmer qu'il conduira ses travaux avec équité, cela ne le rend pas apolitique pour autant.

Quant à la Chambre des représentants dans son ensemble, c'est la même, sous la conduite de son bouillant speaker (président), Newt Gingrich, qui se proposait, en 1994, de mener à bien une « révolution conservatrice ». Cette ambition ne constitue pas précisément une garantie de neutralité. Le garde-tou du processus en cours, c'est la pérennité de l'institution présidentielle : destituer un président pour un motif auquel les pères fondateurs de la Constitution américaine ne songaient pas en prévoyant la procédure de l'impeachment, c'est rendre périlleuse la tâche de tous les successeurs de Bill Clinton. Les républicains soulignent que ce risque est présent à leur esprit. Mais l'avenir appartient aux sondages...

L. Z.

La vie sans tabac, vous commencez quand ?
du 10 septembre au 6 novembre 1998, avec



Pour arrêter de fumer, commençons par en parler !



à l'initiative de

L'Assurance Maladie

CFES

Evgueni Primakov souligne le « danger d'éclatement » en Russie

Le premier ministre a été investi par la Douma

MOSCOU
de notre envoyé spécial
L'été par l'ensemble presque unanime des députés russes comme étant « l'homme de l'apaisement » et du « consensus », le chef sortant de la diplomatie russe, Evgueni Primakov, a été investi, vendredi 11 septembre, au poste de premier ministre. A la Douma, la Chambre basse dominée par les communistes, il a recueilli une forte majorité : 315 voix pour, 63 contre, 15 abstentions. Ce vote met fin à trois semaines de paralysie politique en Russie. Depuis le 23 août, date du limogeage du premier ministre « réformateur » Sergueï Kirilenko, « entiché » par la dévaluation du rouble, le pays était sans gouvernement. L'arrivée de M. Primakov marque une pause dans la confrontation entre le Kremlin et l'opposition communiste. Sur le plan économique, la question des moyens à mettre en œuvre pour sortir de la crise reste entière. M. Primakov a prévenu, à ce sujet, qu'il ne fallait pas s'attendre à des « résultats rapides ».

« L'ÉTAT DOIT INTERVENIR »
Dans un discours prononcé devant les députés avant le vote, le premier ministre pressenti a cité comme priorité la défense de « l'unité » de la Fédération russe. Il a évoqué un « sérieux danger d'éclatement » du pays, soulignant que cette question n'était « ni théorique ni hypothétique ». Plusieurs régions ont récemment voulu remédier à la hausse des prix par des déclarations d'« état d'urgence économique » jugées « anticonstitutionnelles » à Moscou. Des « mesures strictes » seront prises, a annoncé M. Primakov, contre « ceux qui n'obéissent pas

à la Constitution et au pouvoir (central) ». Déclarant, à l'attention de ses critiques, qu'il savait « quelque chose dans le domaine de l'économie », M. Primakov a déclaré : « Les réformes seront menées, car autrement, il n'y aura pas de sortie de la situation actuelle. » « L'État doit intervenir, réguler, a poursuivi M. Primakov ; il ne s'agit pas d'un retour au système d'administration commandée. Personne n'a dénoncé les États-Unis quand Roosevelt, après la grande dépression, a décidé une période de régulation étatique de l'économie. (...) Devons-nous accepter le capitalisme sauvage ? »

Évoquant les soutiens financiers internationaux à la Russie, M. Primakov a affirmé que le pays « peut et doit recevoir des crédits, en particulier des prêts à des taux d'intérêt intéressants, des prêts bon marché, qui vont dans le sens de nos intérêts ». Il a toutefois laissé entendre qu'un accord plus fort serait cependant mis sur « les ressources internes », sans fournir plus de détails. « La Russie ne peut dépendre des crédits étrangers comme d'une drogue », estime M. Primakov. Concernant la composition du nouveau cabinet, le troisième depuis le début de l'année, M. Primakov a indiqué vouloir un gouvernement de « professionnels » qui n'agiraient pas « en tant que représentants de partis politiques ».

Mais en fin de journée, après l'annonce de plusieurs décrets présidentiels confirmant des nominations redoutées par les milieux libéraux, aucun « réformateur » n'était cité au gouvernement. Au contraire, deux personnalités considérées comme passablement rétrogrades entrent dans l'équipe dirigeante, relançant dans les milieux financiers la crainte de voir la Russie glisser vers l'hyperinflation. Le communiste Viktor Gueratchchenko, ancien gouverneur de la Gosbank (Banque d'État) soviétique, prend, sur proposition de Boris Eltsine et après approbation vendredi de la Douma, la tête de la Banque centrale russe, où il a l'intention de procéder à des « émissions contrôlées ».

UN NUMÉRO DEUX COMMUNISTE
Un autre communiste, Iouri Maslounov, ancien chef du Gosplan, la planification soviétique, favorable à un soutien massif de l'État pour redresser le complexe militaro-industriel, devient le numéro deux du gouvernement, au poste de premier vice-premier ministre. Les ministères de l'intérieur et de la défense restent dirigés respectivement par Sergueï Stepanov et Igor Sergueïev. M. Primakov se fait en outre remplacer au ministère des affaires étrangères par son bras droit, Igor Ivanov.

Alors que le démocrate anti-élitiste Grigori Iavlinski excluait toute participation de son parti, Labioko, au gouvernement (tout en votant l'investiture), le chef des communistes, Guennadi Ziouganov, a déclaré vendredi que sa formation soutiendrait « l'équipe Primakov-Maslounov - Gueratchchenko », saluant un « changement de qualité » et une « solution de consolidation ». Il faut « arrêter l'incendie financier », a-t-il mis en garde, ajoutant que son parti accordait « deux mois » au nouveau gouvernement pour faire ses preuves. Les communistes ont par ailleurs annoncé qu'ils maintiendraient leur mot d'ordre de grève nationale et de manifestations pour le 7 octobre.

Natalie Nougayrède

Les Bosniaques vont aux urnes dans un pays qui reste profondément divisé

Le problème des réfugiés reste l'un des plus graves échecs de la paix de Dayton

Les Bosniaques sont appelés aux urnes les 12 et 13 septembre pour une série de scrutins organisés par la communauté internationale. L'un des

enjeux principaux est le sort des dirigeants actuels, considérés comme modérés, de l'entité serbe. Le principal obstacle à la restauration

d'une Bosnie unitaire reste celui des réfugiés qui, contrairement aux accords de Dayton, n'ont pour la plupart pas pu regagner leur foyer.

SARAJEVO

de notre correspondant
L'enjeu majeur des élections générales qui se déroulent ce week-end en Bosnie est le suivant : les électeurs de la République serbe (RS, une des deux composantes de la Bosnie-Herzégovine avec la Fédération croato-musulmane) reconduiront-ils à la tête de leur entité Biljana Plavsic et Milorad Dodik, respectivement présidente et premier ministre en exercice ?

Installé en début d'année aux commandes de la RS, avec le soutien de la communauté internationale, le tandem, qui proclame son attachement aux accords de Dayton, a brisé la politique d'obstruction systématique prônée par les ultranationalistes. Le haut-représentant civil en Bosnie, l'Espagnol Carlos Westendorp, a pu ainsi imposer cette année une série de mesures - un même passeport pour tous, un drapeau commun, des plaques communes pour les automobiles - visant à redonner à la Bosnie une unité qui demeure pourtant de façade. Lors d'un entretien au Monde, le haut-représentant estime que le retour aux affaires des partis ultranationalistes signifierait « un bond en arrière de deux ans ».

DES GARANTIES INSUFFISANTES

Un échec des modérés est cependant peu probable. Ils ont à leur actif d'avoir ouvert les portes de la RS aux organisations internationales et engagé le processus de normalisation avec la Fédéra-

tion croato-musulmane. Un afflux de dollars est venu récompenser cet effort ; la RS reçoit aujourd'hui un quart de l'aide étrangère octroyée à la Bosnie, contre 3 % auparavant.

Autre succès : la redistribution de l'argent qui est passée par une haute farouche contre la corruption. Les salaires sont versés, le parler de la ménagère est mieux gardé ; c'est probablement le meilleur atout de M^{me} Plavsic et M. Dodik. L'argument selon lequel M^{me} Plavsic aurait vendu les inté-

une force démocratique mais celle-ci ne s'exerce que sur leur peuple. Les minorités sont exclues des instances dirigeantes et les réfugiés croates et musulmans ne peuvent toujours pas rentrer. Elles doivent savoir qu'elles peuvent faire face à des sanctions économiques si elles tardent à instaurer le pluralisme et continuent de bloquer le retour des minorités sur leur sol.

IMMATURETÉ SOCIALE-DÉMOCRATIQUE
En Fédération croato-musulmane, les deux pôles nationalistes

De multiples scrutins

2 750 000 électeurs enregistrés étaient appelés à se rendre aux urnes lors du scrutin des 12 et 13 septembre organisé par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Quarante-cinq candidats politiques sont engagés (cinquante-huit partis, dix candidats indépendants, dix coalitions et cinq alliances). Les électeurs devaient choisir les trois représentants à la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine (un Musulman, un Serbe, un Croate), élus pour quatre ans, et les quarante-deux représentants du Parlement de Bosnie-Herzégovine qui siègeront deux ans.

Les électeurs de la Fédération croato-musulmane voteront aussi pour désigner les représentants à leur Parlement fédéral, ceux de dix assemblées cantonales et de douze conseils municipaux. En République serbe, on votera également pour désigner un nouveau président et un nouveau vice-président et pour les représentants de l'Assemblée nationale.

réts serbes aux Américains, que ne cessent de rabâcher les durs de Pale, l'ancien chef de Radovan Karadzic, ne semble plus peser. « Reste que les garanties que nous ont offertes les nouvelles autorités serbes ne sont pas encore suffisantes », prévient Carlos Westendorp. Elles se présentent comme

devraient, une nouvelle fois, rassembler la majorité des suffrages. A Sarajevo, les coalitions réunies autour du SDA, le parti du président bosniaque Alija Izetbegovic, partent favorites. Les courants sociaux-démocrates, qui représentent la seule alternative démocratique, ont fait preuve d'une

étonnante immaturité. Pressés par le haut-représentant de fusionner, ils se sont montrés incapables de faire alliance. Le SDA de Zlatko Lagumdžija, qui avait obtenu de bons résultats lors des élections municipales de 1997, pourrait néanmoins doubler son score. « Les monolithes nationalistes sont cassés, avance un observateur. Un processus de destruction a été engagé dans l'entité serbe qui va contribuer à fragiliser les nationalistes musulmans et croates. »

Du côté croate, le HDZ (Union démocratique croate) n'est plus homogène. Kreimir Zubak, l'élus croate à la présidence collégiale bosniaque, a lancé la Nouvelle initiative croate (NHZ). Ce transfuge du HDZ a suivi les conseils de Carlos Westendorp, qui souhaitait « instaurer plus de pluralisme ». Zagreb, qui n'a pas perdu toute préférence d'annexion politique, l'Herzégovine (région sud-ouest de la Bosnie, à majorité croate), a flairé le danger. La télévision officielle de Croatie n'a diffusé des images que des rassemblements préfectoraux du HDZ. Le haut-représentant a sanctionné ce traitement partiel de l'information en rayant quinze candidats du HDZ. Zagreb a contre-attaqué en menaçant d'appeler la communauté croate de Bosnie à boycotter le scrutin à venir. « Franjo Tudjman (le président croate) est peut-être le protecteur des Croates de Bosnie mais pas son leader politique. Cette ingérence est inacceptable », déclare le haut-représentant.

Christian Lecomte

Le combat des réfugiés de Klisa contre l'absurdité

SAPNA (nord-est de la Bosnie) de notre envoyé spécial
Depuis plus d'un mois, deux cent cinquante réfugiés, des Bosniaques musulmans, vivent sous

REPORTAGE

« Dayton dit que l'on peut rentrer, même si nos maisons sont en territoire serbe »

des tentes, près de Sapna, un bourg du nord-est de la Bosnie. Une cuisine collective a été aménagée dans les gravats, des câbles déroulés jusqu'à une usine défilent chaque jour un peu d'électricité. Les campeurs savent qu'ils sont là probablement pour longtemps, « tant que nos revendications légitimes ne seront pas satisfaites », assure Hassan Alic, leur porte-parole. Tous sont originaires du village de Klisa, situé à sept kilomètres en amont de Sapna. En 1992, Klisa a été entièrement rasé par les milices serbes et la population, à large majorité musulmane, en a été chassée.

La Bosnie-Herzégovine est, selon les accords de paix de Dayton, composée de deux entités, la Fédération croato-musulmane et la République serbe. Sur la carte, Klisa apparaît aujourd'hui en République serbe et les villageois subissent les conséquences de ce découpage « malheureux ». « Nous serions que le retour serait difficile, mais pas à ce point, poursuit Hassan Alic. Dayton a donné Klisa aux Serbes, nous avons admis ce choix puisqu'il s'agissait de faire

la paix. Mais Dayton dit aussi que l'on peut rentrer chez nous, même si nos maisons sont désormais en territoire serbe. »

L'annexe 7 de ces accords prévoit que les réfugiés et les personnes déplacées peuvent réintégrer leur domicile d'origine. Mais sur les quelque deux millions de réfugiés et personnes déplacées à la fin du conflit (près de la moitié de la population bosniaque d'avant-guerre), 1,5 million sont toujours dans l'attente, selon les chiffres du HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés). Le demi-million de personnes qui ont retrouvé leur habitation ont pu le faire uniquement parce qu'elles vivent dans des régions où leur communauté est majoritaire.

Toute tentative de retour dans une zone où elles seraient minoritaires est vouée le plus souvent à l'échec. Les villageois de Klisa ont à plusieurs reprises osé franchir le pas et ont été accueillis par des jets de pierres. « Ils nous ont traités à chaque fois de "sales Turcs". Ils criaient que nous n'avions plus rien à faire ici parce qu'ici, c'était maintenant un territoire serbe », lâche Enisa, une vieille femme.

LA HAINE ENTRETIENNE

Las de brandir la fameuse annexe 7, dont ils connaissent par cœur chacun des paragraphes, les habitants de Klisa ont monté un campement, avec, sculpe-t-elle, la bénédiction des responsables du SDA (le parti du président bosniaque Alija Izetbegovic), ravis d'observer la tournure prise par les choses, avant l'échéance électorale de ce week-end. Chaque

jour, des camions déversent au pied des tentes des sacs de ciment et des stères de bois. « Nous sommes prêts à reconstruire notre village, nous n'avons pas besoin pour cela de l'argent de la communauté internationale, explique Hassan Alic. J'étais réfugié en Allemagne, j'avais un salaire et les autorités allemandes nous ont versé une somme d'argent pour nous aider à nous réinsérer. »

Le campement a été dressé à cent mètres de la ligne inter-entités qui, aux yeux des réfugiés, s'est muée en frontière. De l'autre côté, les villageois serbes vaguent dans les champs, le dos tourné à leurs anciens voisins. « Si deux retournent aujourd'hui, il y en aura dix demain, cent après-demain ! S'exclame un homme. Chez nous aussi, il y a des réfugiés. Ils vivront-ils si les musulmans reviennent ? » « Moi, renchérit une vieille paysanne, je suis de Brnjica près de Tuzla. Des musulmans se sont installés chez moi. Qu'on me laisse rentrer et ceux de Klisa rentreront. » A Brnjica, des familles originaires de l'ancienne enclave de Srebrenica ont emménagé dans les maisons serbes, et à Srebrenica les Serbes de Sarajevo ont repeuplé la ville.

Les dirigeants actuels sont accusés à des degrés divers de fixer leur communauté dans les territoires qu'ils contrôlent. « Les nationalistes ont mené cette guerre dans le but affiché d'homogénéiser les régions. Ils perdraient toute crédibilité en laissant les populations se réinstaller. Ils entretiennent donc la haine, la défiance, et laissent entendre que le sort des réfugiés est

lié à une espèce de fatalité. Ce qui est faux. Lorsqu'il y aura une volonté politique d'enclencher le mécanisme du retour, une dynamique se mettra en marche », avance Srdjan Dizdarevic, du Comité d'Herzégovine pour les droits de l'homme.

Sarajevo, qui, pendant les années du conflit, agissait le symbole du multi-ethnisme en Bosnie, est elle-même montrée du doigt. Le HCR avait fixé cette année un objectif chiffré : 20 000 retours de non-musulmans. Ils sont un peu plus d'un millier à avoir regagné la capitale.

MAISONS BRÛLÉES OU MINÉES

De son côté, le tandem Plavsic-Dodik installé aux commandes de la République serbe par le haut-représentant civil en Bosnie fait preuve, selon la formule consacrée, de « modération » en soutenant les accords de Dayton, mais seuls 2 500 non-Serbes ont franchi la ligne inter-entités depuis 1996. En Herzégovine (sud-ouest), bastion croate, quarante maisons appartenant à des musulmans relégués ont été brûlées ou minées depuis mars 1998.

A la veille des élections, les villageois de Klisa ont engagé une épreuve de force et tentent de focaliser l'attention des observateurs. « Les réfugiés sont des gens qui se taisent, qui sont partout mais que l'on ne voit pas, que l'on n'entend pas, résume Hassan Alic. Ici, vous pouvez peut-être mieux comprendre le drame de pays dans lequel nous vivons. »

Christian Lecomte

TUNISAIR

REPORT DE DATE
APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL
N° 21/98

Vente de sept avions
B-727-200
et de leur stock
de rechanges

La Société Tunisienne de l'Air « TUNISAIR » informe les soumissionnaires intéressés par l'appel d'offres international n° 21/98 « Vente de sept avions B-727-200 et de leur stock de rechanges », que le dernier délai pour la réception des plis est reporté au 10 novembre 1998.

Les dossiers doivent parvenir sous pli postal fermé et recommandé à l'adresse de TUNISAIR - « Secrétaire permanent des commissions des marchés » - Boulevard 7 Novembre 1987 - Tunis-Carthage. L'enveloppe extérieure doit porter la mention : « A ne pas ouvrir - Appel d'offres International n° 21/98 - « Ventes avions ».

Le club de la presse.

présenté par Jean-Pierre Elkhabbach avec
Jean-Louis Gambeaud, Franz-Olivier Giesbert et Serge July
Pour participer, posez vos questions sur internet : <http://www.Europe1.fr>

Dimanche 13 septembre à 18 heures :
Dominique Strauss-Kahn
sur **Europe 1**
rediffusé à 23 h

aux urnes dans un profondément divisé

L'Iran promet de venger ses diplomates tués par les talibans

NEW-DELHI. Les talibans poursuivaient ce samedi 11 septembre leur avance sur Bamian, dernière place forte des chiites du Hezb-i-Wahdat, au centre de l'Afghanistan. Selon certaines sources, des avions israéliens se seraient posés dans la nuit de jeudi à vendredi sur la piste en terre battue de Bamian, sans doute pour évacuer les dirigeants du Hezb-i-Wahdat et, peut-être, aussi quelques conseillers militaires iraniens qui aidaient la milice chiite.

Cette avance des talibans sur la cuvette montagneuse de Bamian intervient alors que l'ONU a continué à son tour des massacres de Hazara chiites lors de la prise de Mazar-i-Sharif, le 8 août. Cette confirmation, qui survient après la reconnaissance par les talibans de l'assassinat de neuf des onze iraniens (dix diplomates et un journaliste) disparus à Mazar-i-Sharif, ne risque pas de calmer Téhéran, qui a promis vendredi de « venger le martyr de ses enfants ». « Nous ne pouvons laisser passer cela, mais nous agissons le moment venu avec des plans et des objectifs précis », a précisé l'ancien président Ali Akbar Hachémi-Rafsanjani, qui a exclu toute action « précipitée ».

Oussama ben Laden aurait été placé en résidence surveillée

LONDRES. Oussama ben Laden, l'islamiste accusé d'avoir commandité les attentats contre les ambassades américaines en Afrique de l'Est, a été placé en résidence surveillée par les talibans au pouvoir à Kaboul, a affirmé samedi 12 septembre le directeur du quotidien arabe al-Qods al-Arabi. Abdel-Bari Atwan, dont le journal est basé à Londres, a affirmé dans un entretien à la BBC, qu'il venait de parler au téléphone avec Ben Laden et que ce dernier lui avait dit qu'il était en résidence surveillée près de Kandahar, au sud de l'Afghanistan.

Le régime de Kaboul a toujours refusé de le remettre aux Américains, affirmant qu'il était un invité d'honneur dans leur pays. Le chef suprême des talibans, le moollah Mohammed Omar, avait cependant critiqué Oussama ben Laden pour avoir réitéré ses menaces contre les intérêts des États-Unis dans le monde. (AFP)

La deuxième boîte noire de l'avion de la Swissair a été récupérée

HALIFAX. Les plongeurs ont réussi vendredi 11 septembre à récupérer la deuxième boîte noire de l'appareil de la Swissair qui s'est abîmé en mer la semaine dernière au large de la Nouvelle-Écosse, faisant 229 victimes, a annoncé la marine canadienne. Cette deuxième boîte noire contient les enregistrements des conversations à l'intérieur du cockpit. Les enquêteurs espèrent qu'elle leur donnera des indications sur les dernières minutes du vol de la Swissair. L'enregistreur de données, la première boîte noire, était resté silencieux sur ces derniers moments. Il est en cours d'étude dans un laboratoire spécialisé d'Ottawa. La transcription des conversations à l'intérieur du cockpit ne sera pas rendue publique, car il s'agit de conversations privées protégées par la loi, à la différence des informations qui seront jugées importantes pour l'enquête. (AFP)

Les négociations sur la crise au Congo n'ont toujours pas abouti

LES NÉGOCIATIONS d'Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, où siège l'Organisation de l'unité africaine, sur la crise qui sévit en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) depuis le 2 août, n'ont toujours pas permis de conclure un cessez-le-feu entre le régime de Kinshasa soutenu par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie et la coalition des rebelles congolais épaulés par l'Ouganda et le Rwanda. Réunis à Addis-Abeba depuis jeudi 10 septembre, les représentants des pays impliqués militairement en RDC se sont séparés sur un constat de désaccord. Ils avaient auparavant participé à un sommet régional à Victoria Falls, au Zimbabwe, qui s'était achevé sur un échec.

Le chef de l'Etat sud-africain, Nelson Mandela, président en exercice de la Communauté de développement des pays d'Afrique australe (SADC), a décidé que le sommet annuel de l'organisation, qui devait se dérouler samedi et dimanche à Port-Louis, capitale de l'île Maurice, serait essentiellement consacré à la situation en RDC, qui a été admise au sein de la SADC après la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila. Quatorze pays sont membres de la SADC, qui en temps normal se préoccupe essentiellement de questions économiques et de relations commerciales. Sur le terrain, la rébellion a transféré son état-major de Goma (est) à Kisangani, la troisième ville du pays, tandis que les Forces armées congolaises (FAC) et leurs alliés ont installé le leur à Kinshasa, principale ville du Maniema, plus proche des zones occupées par les rebelles que ne l'est la capitale Kinshasa.

DÉPÊCHES

■ **BAHREIN** : l'Organisation américaine des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a appelé vendredi 11 septembre les autorités bahrénaïses à désigner une commission indépendante pour enquêter sur « des cas de torture et de morts en détention » dans ce pays. (AFP)

■ **SYRIE** : deux organisations humanitaires internationales, Amnesty International et Reporters sans frontières (RSF), ont demandé vendredi 11 septembre la libération d'un militant des droits de l'homme, Nizar Nayyout, détenu en Syrie depuis 1992, pour lui permettre de suivre un traitement susceptible de le guérir du cancer dont il est atteint. (AFP)

La Bourse brésilienne se redresse

APRÈS PLUSIEURS SÉANCES de très fortes baisses, la Bourse de Sao Paulo s'est redressée, vendredi 11 septembre (+13,39 %), soutenue par les déclarations du secrétaire américain au Trésor. Robert Rubin a affirmé que la stabilité financière et la prospérité du Brésil sont « d'une importance vitale pour les États-Unis et plus généralement pour l'économie mondiale ». M. Rubin a indiqué qu'il avait téléphoné au président brésilien Fernando Cardoso pour « discuter des récents développements sur les marchés financiers mondiaux et exprimer le soutien des États-Unis pour les mesures prises, jusqu'à présent, par le Brésil en réponse à ces tensions ».

De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé vendredi qu'il était prêt à renforcer son soutien financier aux pays d'Amérique latine si cela était nécessaire. « Les fuites de capitaux et les primes de risques massives qui ont affecté à différents degrés la plupart des pays de la région ne prennent apparemment pas en compte soit les progrès réalisés par ces économies, soit les perspectives futures », a indiqué le FMI dans un communiqué. (AFP, Bloomberg, Reuters)

Le chef spirituel du Hamas assure qu'Israël paiera « très cher » la mort de ses deux militants

Les proches des victimes mettent en cause la sécurité palestinienne

Le chef spirituel du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Cheikh Ahmed Yassine, a assuré vendredi 11 septembre qu'Israël

paiera « très cher » la mort, vendredi matin, de deux responsables de la branche militaire de son mouvement, éliminés par des services de

sécurité israéliens. Les responsables israéliens se sont publiquement félicités du succès de l'opération.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Trente-six heures après la mort des frères Adel et Imad Awadallah, deux responsables de la branche militaire du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) tués près d'Hébron par une unité antiterroriste de la police israélienne, les autorités de Jérusalem se sont efforcées, samedi 12 septembre, de limiter au plus près la divulgation des détails sur le déroulement de l'opération. Un juge a ainsi fait droit à la demande de l'armée d'interdire la publication d'informations susceptibles de constituer un danger pour la sécurité du pays. Vendredi soir, cependant, la télévision a diffusé quelques rares images fournies par l'armée. Au gré des plans, on distingue les corps des deux victimes enveloppés dans des sacs blancs, des per-rues et des armes, des munitions, et un immense drapeau du Hamas déployé sur l'un des murs de leur cache.

Si aucun autre détail n'a été fourni de source officielle, les « sources bien informées » ex-

pliquent, elles, que les deux frères, dont l'identité était alors ignorée, étaient en fait surveillés depuis trois jours, à la suite d'informations faisant état d'un comportement suspect. Lorsque la police est passée à l'action, il y aurait eu un bref échange de coups de feu au cours duquel les frères Awadallah auraient trouvé la mort.

VERSIONS DIFFÉRENTES

Cette version est pourtant loin de faire l'unanimité. Pour de nombreux Palestiniens, comme pour beaucoup d'Israéliens, les deux frères Awadallah ont été purement et simplement liquidés, comme l'avaient été, avant eux, plusieurs responsables militaires de Hamas accusés par Israël d'être les instigateurs de sanglants attentats perpétrés contre des civils depuis 1996. Vendredi après-midi, à El Bireh, dans la banlieue de Ramallah, la famille des victimes, entourée des voisins venus, femmes d'un côté, hommes de l'autre, manifester leur sympathie avec un père et une mère qui venaient de perdre deux de leurs quatre fils, ne disait

pas autre chose.

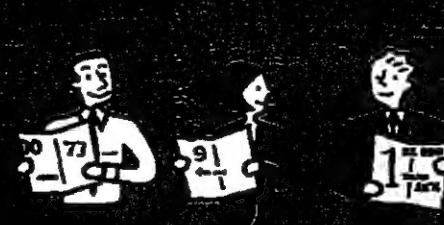
Frère des victimes, Amer Awadallah avait été libéré quelques heures auparavant d'une prison de l'Autorité palestinienne où il avait été placé depuis le mois d'avril. Lui et ses deux frères avaient été soupçonnés par les services de Yasser Arafat d'avoir été mêlés à l'assassinat de Mohiedine El Sharif, artificier du Hamas disparu dans des circonstances restées obscures (le Monde du 11 septembre). Pour Amer Awadallah, sympathisant affirmé du Hamas, ses deux frères ont été tués au cours d'une opération israélienne longuement préparée et qui n'a été rendue possible que grâce à la collaboration de la police palestinienne.

Les responsables israéliens n'ont d'ailleurs pas caché leur satisfaction devant la mort des frères Awadallah, donnant ainsi quelque crédit à la thèse de l'élimination planifiée. Tandis que le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, se félicitait une fois encore de ce succès, Karmi Gilon, ancien responsable du service de sécurité inté-


rieure israélien, le Shin Beth, affirmait à la télévision que « quelque chose » avait contribué à « la chance » des forces de l'ordre.

En dépit de manifestations à Gaza, et de quelques affrontements avec l'armée à Ramallah, la journée de vendredi a été calme dans les territoires qui sont demeurés cependant bouclés. Par la voix de Cheikh Ahmed Yassine, son chef spirituel, Hamas a assuré qu'Israël paierait « très cher » la mort des frères Awadallah. Durement touché - il a perdu en deux ans cinq de ses responsables militaires -, le Hamas n'aura peut-être pas tout de suite les capacités opérationnelles de mettre en œuvre sa vengeance. Mais tous les observateurs reconnaissent qu'il ne faut pas prendre la menace à la légère. Pour autant, aucun ne s'interroge sur l'avantage réel d'une opération qui, outre les risques de nouveaux attentats contre des civils, ne simplifie pas les discussions, toujours dans l'impasse, avec les Palestiniens.

Georges Marion



POUR GÉRER VOS ACTIFS,
RIEN NE REMPLACE NOS MANAGERS.



Tel : 0 803 800 100

DERRIÈRE LES CHIFFRES, IL Y A LES HOMMES.

13 septembre 1998
Strouss-Kahn
Europe

GAUCHE La fête de L'Humanité, à La Courneuve jusqu'à dimanche 13 septembre, a été précédée, jeudi, par un dîner entre dirigeants du Parti communiste et du Parti communiste

français. Ces derniers ont vu dans la déclaration de Lionel Jospin, le 30 août à La Rochelle, appelant à « une synthèse politique nouvelle », une petite déclaration de guerre.

● ROBERT HUE, qui peine à se faire comprendre de sa base, a réclamé, vendredi, des mesures « plus marquées à gauche ». ● LES PORTE-PAROLE de l'extrême gauche, Arlette

Laguiller et Alain Krivine, seront à La Courneuve. M^{me} Laguiller s'est déclarée, pour la première fois, favorable à une liste commune avec la LCR pour les élections européennes.

● HENRI WEBER, secrétaire national du PS chargé de la formation, invite le PCF à poursuivre sa mutation mais écarte « à court terme » une réunification.

Le PCF récusé la « synthèse politique nouvelle » proposée par M. Jospin

La fête de « L'Humanité », à La Courneuve, permet à la majorité « plurielle » de se retrouver. Mais Robert Hue, qui réclame des mesures « plus marquées à gauche », se méfie d'un projet « commun » qui aboutirait à la disparition de la pluralité

C'EST un dîner entre responsables des deux partis, comme la Place du Colonel-Fabien et la Rue de Solferino en organisent dans des périodes stratégiques. Ou tendues. Jeudi 10 septembre, à la veille de l'ouverture de la fête de L'Humanité, qui se tient jusqu'au dimanche 13 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), les socialistes François Hollande et Jean-Christophe Cambadélis, les communistes Robert Hue et Pierre Biotin ont dîné ensemble. En toute discrétion. Certes, un « buffet » est prévu, dimanche, à l'heure du déjeuner, pour marquer la présence du premier secrétaire du PS et de sa délégation à la fête de L'Humanité. Mais les choses importantes ne peuvent se dire sous les feux des caméras. Il faut une explication en formation restreinte.

Robert Hue et Pierre Biotin n'ont pas goûté le « projet commun de la gauche » évoqué par Lionel Jospin, le 30 août, à La Rochelle. Ils n'ont pas apprécié cette « synthèse politique nouvelle », formule qui leur

évoque les congrès socialistes. Pour eux, pour leurs militants, c'est presque une petite déclaration de guerre. Les dirigeants communistes n'ont pas oublié que, il y a quelques mois déjà, après les mouvements de chômeurs, M. Jospin avait souhaité « en vain » qu'on ne dise plus « gauche plurielle ». Ils se souviennent que, après le congrès de Brest, en novembre 1997, certains socialistes avaient souhaité « un congrès de Tours à l'envers ». Même si, répond M. Cambadélis, le premier ministre, pour sa part, n'a jamais employé ces termes.

« On voit bien où vous voulez en venir : parler de synthèse, c'est organiser la disparition de la pluralité. Les partis politiques n'existent plus. Jospin vient de théoriser l'idée d'un gouvernement qui est devenu le bureau politique de cette gauche plurielle », lance Pierre Biotin, jeudi soir. Face à leurs convives, MM. Hollande et Cambadélis se font alors les interprètes de la pensée du premier ministre. A La Rochelle, il a voulu donner du sens à

son action gouvernementale. Mais M. Jospin, assurent-ils, a « reçu cinq sur cinq », au début de l'été, les accusations d'« hégémonie » adressées par le PCF et les Verts au PS. « On ne peut pas faire le rapproche de l'hégémonie en juillet et quand, en août, on vous parle de synthèse, nous dire qu'on va vous cannibaliser », expliquent les socialistes. Les quatre hommes se quittent. Bons amis mais pas convaincus.

Ainsi va la majorité « plurielle » en cette deuxième rentrée des classes gouvernementales. « La thématique de la majorité, l'année dernière, c'était : l'identité mais l'union. En 1998, c'est : l'union mais l'identité », a expliqué récemment M. Cambadélis. Le Mouvement des citoyens (MDC), qui loue les « réelles qualités d'homme d'Etat » de M. Jospin, et le Parti radical de gauche, qui salue la « méthode » d'un premier ministre « déterminé, consensuel, réaliste », apparaissent comme les deux bons élèves de la classe. A mille lieux des « cartons

jaunes » adressés, il y a un an, au gouvernement dans lequel ils venaient d'entrer. Les Verts ont aussi acquis une certaine « maturité », s'est félicité Dominique Voynet, le 29 août.

La « radicalité constructive » avancée par le secrétaire national a été très mal comprise par la base du parti

Le Parti communiste français, lui, peine à se faire comprendre de ses militants. La « radicalité constructive » avancée par M. Hue à La Seyne-sur-Mer, le 23 août – un adjectif soigneusement choisi pour

qu'on n'interprète pas cette radicalité que les militants réclament comme un « virage à gauche » –, a été très mal comprise par la base du parti. Le malaise est relayé par les cadres, qui contestent l'appel à « un rythme plus soutenu » pour le « changement ». Depuis, M. Hue a rectifié le tir (Le Monde du 8 septembre). Vendredi soir, sur TF1, le secrétaire national a réitéré « des mesures plus nettes, plus marquées à gauche », « des réformes profondes », et a ajouté : « Nous sommes dans notre rôle, dans notre vocation. Nous ne sommes pas les socialistes, nous sommes différents. »

Ce jeu s'inscrit, bien sûr, dans la bataille des élections européennes de juin 1999. Pour chacune des formations de la gauche française, cette échéance constitue un pari important. Le PCF saura, en observant le score de l'extrême gauche, si cette « radicalité » et ce « mouvement social » invoqués en chœur par la gauche non socialiste depuis les grèves de novembre-décembre 1995, a un avenir. M. Hue jouera,

pour sa part, sa ligne politique sur ces élections – rarement favorables aux forces institutionnelles –, à six mois de son congrès, en janvier 2000.

Au sein de la gauche « plurielle », les cartes pourraient, en outre, se trouver redistribuées. Depuis quelques semaines, des dirigeants écologistes, comme Noël Mamère ou Daniel Cohn-Bendit, candidat pour mener la liste des Verts aux européennes, ont clamé haut et fort leur volonté de « dépasser » le PCF et de devenir « la seconde force de la gauche plurielle ». En cas de succès, la force écologiste pourrait revendiquer une autre place au sein du gouvernement. Les dirigeants des Verts scrutent avec la plus grande attention, hors de l'Hexagone, les préparatifs électoraux – comme en Allemagne ou en Finlande –, où l'axe rose-vert qui pourrait se mettre en place témoigne naturellement, selon eux, de l'avenir de leur mouvement.

« L'axe PS-PC reste central », avait dit M. Jospin aux députés communistes, en juillet 1997, juste après sa installation à Matignon. La présence de responsables socialistes à la fête de L'Humanité, comme Dominique Strauss-Kahn, samedi, pour débattre de « la crise du capitalisme », ou de Sylviane Agacinski, l'épouse du premier ministre, sont là pour montrer à la Place du Colonel-Fabien que l'axe demeure. M^{me} Voynet, elle-même, a adressé une lettre à Daniel Cohn-Bendit, le 9 septembre, pour lui demander une rapide rencontre : la ministre n'appréhende pas la campagne anticommuniste de son collègue Grünen. Quant au député Yves Cochet, il a convié M. Hue aux Journées parlementaires du parti écologiste, le 25 septembre, à Bouffémont (Val-d'Oise). Après que les radicaux ont critiqué le comportement inamical des Verts à l'égard du PCF (Le Monde du 8 septembre), les communistes peuvent au moins apprécier la solidarité des amis de la fameuse « synthèse ».

Ar. Ch.

Ariane Chemin

La « gauche rouge » se fait inviter à La Courneuve

A FRANCE-CULTURE, on n'en est pas encore revenu. Quand, il y a quelques jours, la rédaction de l'auguste radio prend contact avec la direction du Parti communiste français pour organiser un débat à la fête de L'Humanité, vendredi 11 septembre, et demande qui pourrait représenter la « ligne » de Robert Hue, on propose Nicole Borvo. Pour dire la parole, fondatrice, Guy Hermier ou Roger Martelli sont toujours disponibles. Pour porter la contestation, France-Culture tient à Maxime Gremetz. Mais le nom du député de la Somme ne semble guère enchanter la Place du Colonel-Fabien. « Pourquoi vous ne prenez pas Krivine ? », suggère alors le responsable communiste à l'animateur ébriété.

C'est que la fête de L'Humanité, cette année, est aussi l'occasion, à l'intérieur de la gauche, de s'adresser des messages. Messages de soutien, messages de défiance, messages obscurs ou biaisés, messages d'esbroufe pour bluffer le PS ou le « mouvement social », messages, en tout cas, politiques en diable. Neuf mois avant les

élections européennes de juin 1999, la « gauche rouge » jauge l'état de ses forces, menace, se déclare. A La Courneuve, ce week-end, elle s'est invitée, ou s'est fait inviter, sans bistrots ni cartons officiels. Plus de deux ans après le forum de Bercy, où, assis à l'estrange d'une gauche « plurielle » encore en gestation, il avait surclassé Robert Hue à l'applaudimètre, Alain Krivine, le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) réapparaît par la petite porte radiophonique.

Vendredi soir, le débat n'est pas tendre. Le communisme ? « C'est un mot magique », dit Nicole Borvo, sénatrice de Paris. « C'est un humanisme », préfère Maxime Gremetz. « C'est un rêve indispensable, discrédité par l'usurpation d'une série de sociétés mises en place dans les pays de l'Est, un cauchemar pour des millions de gens », bougonne le camarade trotskiste. Puis, tandis que les journalistes de France-Culture s'amuse de ces drôles de mots qui courent dans la bouche des participants, le dirigeant de la LCR ironise : « Depuis quelque temps, on prend des mots pour

d'autres. Par exemple, on dit « dépasser » le capitalisme au lieu de le renverser, on dit « visée communautaire » pour société. Le nouveau terme à la mode, au PCF, c'est « radicalité », qui n'a, bien sûr, rien à voir avec les radicaux de gauche. » Le ton est donné. « Maxime, la question c'est de savoir si vous allez voter ce budget, ou non », lance M. Krivine. « La question n'est pas là. En l'état, il est tout à fait inacceptable, mais nous allons voir si nous sommes capables de passer », répond M. Gremetz. « Mais, Maxime, il n'y a pas de place pour deux partis gestionnaires de gauche. Nos voisins européens l'ont montré. Le plus gros bouffera le plus petit. »

« TROUVER UN AXE POLITIQUE » Il n'y a guère que sur Arlette Laguiller que le consensus s'établit. « A Saint-Bernard, elle est venue très tard », lance M. Borvo. « Elle communique seulement à venir aux mouvements sociaux », renchérit M. Krivine. N'empêche : les dirigeants de la LCR tentent d'emmener leurs troupes vers une alliance électorale, en juin 1999,

avec Lutte ouvrière : un ticket Laguiller-Krivine auquel le PCF voudrait bien ne pas croire et qui le conduit, cette semaine, à quelques gestes inédits.

Pendant que, sur France-Culture, le second explique qu'un accord avec le PCF ne pourra se faire « que sur une base commune, qui refuse les privatisations, les mesures antisociales, l'application par le gouvernement des conséquences de Maastricht », la première, sur France-Info, lâche, pour la première fois, que LO souhaite « un accord avec la LCR. Nous pensons qu'on peut trouver un axe politique pour définir quelle doit être l'internationalisation des travailleurs face à l'internationalisation du capitalisme ».

Samedi, la porte-parole de LO sera à La Courneuve, à son initiative. Vendredi soir, Pierre Biotin est venu saluer Alain Krivine. Geste préparé. Comme le message : dimanche, Robert Hue croiserait volontiers le porte-parole de la LCR, pour une poignée de main. Ou plus, si affinités ?

Henri Weber, secrétaire national du PS chargé de la formation

« Rien ne sert de fixer la réunification comme objectif à court terme »

« Quel espace le Parti communiste français, compte tenu de ses divisions, peut-il occuper aujourd'hui au sein de la majorité "plurielle" ?

– La gauche est plurielle parce que sa base sociale est plurielle. Le Parti communiste s'efforce d'exprimer et de représenter une fraction de cette base sociale, celle qui se trouve le plus dure-

ment frappée par les mutations de notre société, liées à la mondialisation et à la révolution technologique. Il dispute cette base sociale au Front national, qui cherche à exploiter son désarroi, et à l'extrême gauche sectaire. En cela, il joue un rôle utile.

– Comment le PCF peut-il s'inscrire dans la « synthèse politique nouvelle » de la gauche préconisée par Lionel Jospin ? – Toutes les formations de la gauche sont confrontées au même défi : comment, dans le nouveau rapport de forces entre le capital et le travail, défendre, consolider, approfondir notre démocratie, comment assurer la maîtrise de notre avenir collectif. Le PC a renoncé à ses réponses traditionnelles : la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique, depuis longtemps, mais aussi la nationalisation des entreprises et la planification.

– La social-démocratie européenne reconnaît que son propre modèle, qui a fait merveille pendant cinquante ans, est désormais obsolète et qu'il doit être remplacé. Les Verts veulent dépasser leur positionnement environnemental et recherchent un programme global.

– Chaque composante de la gauche plurielle exprime les intérêts et les aspirations d'une catégorie particulière d'un peuple de gauche qui est divers et même divisé par des intérêts contradictoires. Chacune incarne aussi une tradition historique, une culture spécifique. La synthèse politique

nouvelle dont parle Lionel Jospin n'est pas un objectif artificiel. La politique du gouvernement doit tenir compte de tous ces intérêts et aspirations légitimes, ceux des chômeurs et des précaires comme ceux des salariés sous contrat à durée indéterminée.

– Ce n'est pas la lecture qu'en fait Robert Hue...

– Robert Hue n'a pas compris qu'il ne s'agissait pas de la recherche du plus petit dénominateur commun ou d'un compromis radical négre-blanc. Les formations qui représentent le peuple de gauche ont à inventer la gauche du siècle prochain, à partir de leurs spécificités et de leurs traditions. Il serait très utile que Robert Hue dise en quoi consiste le dépassement du capitalisme qu'il appelle de ses vœux, en quoi consiste précisément le communisme authentique, aux antipodes du stalinisme, auquel il se dit toujours attaché, qu'il donne un contenu à cette nouvelle radicalité dont il se veut le héros. Ce serait sa contribution à la définition de la gauche du XXI^e siècle.

– Autour d'un Parti socialiste dominant ?

– Sans doute, c'est une constatation de fait, mais avec un Parti socialiste lui-même en recherche et nullement dominant. Je dirais plutôt autour d'un PS qui est la force principale en raison du choix des électeurs et de l'évolution historique.

– A moyen terme, quel est l'avenir du PCF ? Est-il condamné à un congrès de Tours à

l'envers, à devenir un courant du PS ?

– Tout dépend de lui-même. Aura-t-il assez de force intérieure pour mener à bien sa mutation, en cours et même en bonne voie, mais loin d'être achevée ? Il y a deux pôles au sein du Parti communiste. D'une part, une tendance aux années 30 et 50 – anticapitalisme de principe, ouvriérisme, attitude essentiellement protestataire, sectarisme antisocialiste ; c'est la tentation du petit parti du grand refus, mais cet espace est déjà occupé, depuis longtemps, par Arlette Laguiller et Alain Krivine. Ici aussi, la copie ne vaudra jamais l'original. Et il y a une tendance à la rénovation idéologique et politique, s'appuyant surtout sur le « communisme municipal », les grands maîtres et certains syndicalistes ; cette tendance peut accepter le challenge proposé par Lionel Jospin.

– Les clivages qui ont divisé le mouvement ouvrier en 1920 au congrès de Tours n'existent plus. L'histoire a tranché. Mais d'autres leur ont succédé, et rien ne sert de fixer la réunification comme objectif à court terme. Il y a une diversité sociale et culturelle de la gauche. L'essentiel est de développer l'unité entre ses composantes dans l'action de transformation de la société et la redéfinition d'un grand dessein pour la France et l'Europe.

Propos recueillis par Michel Noblecourt

MASTERS ESG

12 formations de 3ème cycle en alternance pour titulaires Bac+4 et plus et cadres

- FINANCES
- ADJOINT ET CONTRÔLE DE GESTION
- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- ASSURANCES ET PENSIONS
- FISCALITÉ, DROIT DES AFFAIRES
- GESTION DES ENTREPRISES
- MARKETING
- COMMERCE INTERNATIONAL
- TOURISME ET LOISIRS
- EUROPEAN MBA
- AMERICAN MBA
- LATIN AMERICAN MBA

Ecole Supérieure de Gestion
11, rue de la République - 93011 La Courneuve
25, rue Saint-Ambroise 75011 Paris
Tél : 01 53 36 44 00
Fax : 01 43 55 73 74
Internet : http://www.esg.fr

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde-30

JEAN-CLAUDE GAYSSOT

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE) ET PIERRE-LUC SÉGUILLON (ICI)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

Ne laissez pas tomber vos CHEVEUX

L'ORÉAL

Philippe Séguin invite l'opposition à refuser la « capitulation mentale »

Il fustige l'« inaction » du premier ministre

« L'OPPOSITION n'est pas encore morte », affirme Philippe Séguin dans un article publié par *Le Figaro* dans son édition du samedi 12 septembre. Le président du RPR répond ainsi à un article de l'académicien Jean d'Ormesson qui, dans *Le Figaro* du 7 septembre, posait la question : « Faut-il devenir socialiste ? » M. Séguin estime qu'il suffit « d'une chose » à l'opposition : « pour revivre et pour gagner : qu'elle se souvienne qu'elle est l'opposition et qu'elle a pour vocation, à très brève échéance, de gouverner la France. Mais pas de la gouverner à la manière des socialistes, pour les sondages et la galerie. De la gouverner vraiment ».

Pour M. Séguin, la question de M. d'Ormesson est « typique d'un certain état d'esprit : celui de la droite des salons. Son idée fixe, son horizon indépassable, c'est l'union. Mais au-delà du slogan, les choses deviennent plus confuses ». « C'est clair, le spectacle qu'offre aujourd'hui l'opposition est tout sauf glorieux. Il est même carrément lamentable », écrit le président du RPR, pour qui le thème de « la bêtise de la droite » n'est pas nouveau. « Mais, ajoute-t-il, je parierais fort que ce complexe d'infériorité aura la vie dure, qu'il faudra toujours plus ou moins faire avec : la couche de bêtise est effectivement très, très épaisse ».

« On nous dit que la France va bien, ou qu'elle ne va pas si mal, souligne M. Séguin. Mensonge. La France va mal. Les socialistes, partagés entre leur goût structurel pour l'immobilisme et leurs innombrables maladresses dogmatiques, la laissent s'enfoncer dans la quèude d'une triple peine : démocratique, économique et morale ».

Pour le député des Vosges, « les formations de l'opposition doivent très vite mettre sur pied un programme crédible. Elles doivent montrer qu'elles ont fait en la France, en son avenir, et qu'elles ne se préparent pas seulement à administrer son déclin. Ce n'est pas tant un problème d'union qu'une question de volonté. Que la volonté se manifeste, qu'elle s'ajuste clairement dans les discours et les projets, et l'union suivra ».

« POUVOIR AUX YEUX »

Répétant que Jean-Marie Le Pen est « l'objet objectif des socialistes et de leur majorité plurielle », « C'est cela la vérité. Le reste n'est que poudre aux yeux à destination des gogos. Pour les socialistes, le Front national est une assurance tous risques contre les déboîtes électorales », affirme-t-il. M. Séguin invite la droite à en finir « avec les querelles d'état-major, qui n'intéressent personne et qui ne concerneront bientôt plus que quelques généraux sans troupes. Il n'est plus temps de geindre, de gémir, ni d'accuser ».

Le président du RPR, après avoir fustigé la « douce inaction » du premier ministre, invite l'opposition à se révolter « contre ce climat de capitulation mentale ». Il revient aussi sur l'idée d'une fusion des formations politiques de l'opposition : « Vieille rengaine encore que celle-là, écoutez. Mais, en l'état, et plus que jamais nous ne ferions qu'additionner nos faiblesses ». M. Séguin estime, à propos de l'Alliance, que « les démentis de certaines de ses composantes iraient au plus haut point » et qu'« il nous reste à éviter l'ornière classique des partis déclinatoires ».

Le plan de Louis Le Pensec déçoit les éleveurs de porcs bretons

Le ministre de l'agriculture est attendu mercredi 16 septembre à Rennes

Les mesures d'aide aux éleveurs de porcs annoncées, vendredi 11 septembre, par le ministre de l'agriculture, Louis Le Pensec, n'ont pas mis fin aux mouvements. Le

dirigeant de la FDSEA du Finistère Jeff Trébaol se disait « très déçu ». De nouvelles manifestations ont eu lieu, vendredi soir, dans les Côtes-d'Armor.

RENNES

de notre correspondante régionale

Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche, a fait connaître, vendredi 11 septembre, comme prévu, ses propositions d'aides en faveur des producteurs de porcs touchés par une grave chute des cours (*Le Monde* du 11 septembre). M. Le Pensec a pu s'en entretenir en direct avec des représentants d'éleveurs à Quimper, préfecture du Finistère. Les rencontres se sont déroulées dans le calme. Mais de nouvelles manifestations, à l'appel de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Côtes d'Armor (FDSEA), ont eu lieu dans la soirée, sans provoquer d'incidents. La Confédération paysanne se montrait, en revanche, plutôt soulagée de constater que les mesures ministérielles ciblaient en priorité les exploitations familiales.

Ainsi sur l'enveloppe de 420 millions de francs prévue pour soulager les trésoreries des éleveurs sous forme d'avances remboursables, les montants sont supé-

rieurs pour les exploitations qui livrent moins de 750 porcs par an. L'aide accordée à chaque producteur est, de toute façon, plafonnée à 60 000 francs dans la limite de 1 500 porcs par an. D'autres soutiens spécifiques sont destinés aux éleveurs familiaux ayant investi récemment pour créer ou étendre « légalement » une exploitation. La précision est importante dans une filière où beaucoup de professionnels dépassent le nombre de porcs autorisés. Enfin, le ministre envisage de faire bénéficier certains agriculteurs en difficulté d'un report de paiement des cotisations sociales. Pour les éleveurs les plus fragiles, une enveloppe de 100 millions de francs est prévue. En outre, une future cellule de crise devrait se pencher sur le sort des éleveurs les plus âgés prêts à cesser leur activité.

A l'issue de sa rencontre avec M. Le Pensec, Jeff Trébaol, responsable de la section porcine de la FDSEA du Finistère, se déclarait « très déçu ». Il se plaisait à souligner que l'Etat apportait « seule-

ment » 72 millions de francs sur les 420 millions d'avances remboursables (le reste dépendant d'un ensemble de banques), plus 100 millions de francs d'aides spécifiques destinées aux entreprises les plus vulnérables. Les éleveurs regardent aussi vers la Commission européenne, où un comité de gestion doit se tenir mardi 15 septembre.

EXCÈDENTS POUR LA RUSSIE

Cette crise sévère permettra peut-être de redéfinir les règles du jeu communautaire, dans un marché européen où la surproduction est générale. En attendant, certains espèrent obtenir de la Commission le doublement des subventions à l'exportation et souhaitent qu'une partie des tonnes de porcs en excédent parte vers la Russie, en guise d'aide alimentaire. Le ministre de l'agriculture avait lui-même évoqué cette idée le matin même.

Les adhérents de la FDSEA ont répété leur déception devant ce qu'ils appellent le « manque d'ambition » des mesures annoncées par M. Le Pensec. Conclusion de M. Trébaol : il va falloir « reformuler nos demandes ». Le ministre de l'agriculture est attendu de pied ferme, mercredi 16 septembre, au Space, un important Salon agricole qui se tient à Rennes. Quant à la municipalité de Quimper, elle n'est peut-être pas au bout de ses peines. Avant la manifestation de jeudi soir, par mesure de précaution, elle avait fait démonter les Abribus, feux tricolores et autres parcmètres aux abords de la préfecture.

Manifestations dans les Côtes-d'Armor

Près de quatre cents producteurs de porcs se sont réunis, dans la soirée du vendredi 11 septembre, à la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor, à Saint-Brieuc, pour protester contre la chute des cours et marquer leur déception après l'annonce par Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture, de plusieurs mesures en leur faveur.

« Bruxelles ne bougera pas sans la pression. C'est pourquoi nous poursuivons les actions jusqu'au 15 », date de la prochaine réunion au plan européen, a affirmé Anne-Marie Croais, présidente de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) des Côtes-d'Armor. Les manifestants se sont scindés, vers 22 h 30, en trois groupes qui se sont rendus chacun devant les trois sous-préfectures du département, Guingamp, Lambion et Dinan, où ils ont allumé des feux avant de se disperser dans le calme aux environs de l'heure.

DÉPÊCHES

MEDECINS SPECIALISTES : le ministère de l'emploi et de la solidarité a rendu publics, vendredi 11 septembre, les résultats de l'enquête réalisée sur la représentativité des syndicats de médecins spécialistes. Selon celle-ci, quatre syndicats ont répondu aux critères de représentativité et regroupent au moins 5 % des cinquante mille spécialistes : la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) et l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français (UCCSF). Cette enquête a été demandée après l'annulation, fin juin, par le Conseil d'Etat, de la convention régissant les relations entre les caisses d'assurance-maladie et les spécialistes : celle-ci avait été signée, en mars 1997, par la seule UCCSF, qui, comptant moins de mille adhérents lors de la signature, ne pouvait, selon le Conseil d'Etat, être considérée comme représentative.

CHEVÈNEMENT : M. Jospin, qui recevait, vendredi 11 septembre, au ministère de l'Intérieur, les préfets, s'est « réjoui » de l'amélioration de l'état de santé de Jean-Pierre Chevènement, tout en soulignant qu'« il convient de préserver autant que possible le caractère privé de l'événement ». « Certes, a-t-il déclaré, la vie personnelle d'un homme public ne peut être totalement soustraite à la curiosité des médias. Mais il me semble qu'en de telles circonstances il doit être possible de faire preuve de retenue ».

PICARDIE : le conseiller régional de Picardie Alain Gest a annoncé, vendredi 11 septembre, qu'il quittait Démocratie libérale (DL), jugeant « moralement inacceptables » et « politiquement suicidaires » certaines déclarations du président de DL, Alain Madelin, sur le Front national. Proche du député de la Somme et maire d'Amiens, Gilles de Robien, qui a démissionné de DL le 14 août, M. Gest, ancien député, est l'un des trois opposants UDF-RPR à Charles Baur, élu président de la région Picardie grâce aux voix du Front national.

BRUNO L. JOUR - Martine Vailo

GRAND DU
RTL - Le Monde

JEAN-CLAUDE
GAYSSO

Ne laissez pas
tomber
vos CHEVEUX...

L'ORÉAL PEUT VOUS AIDER.

L'ORÉAL
PROGRESS
H O M M E



SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 SEPTEMBRE 1998

CONSUMMATION La phénoménologie n'est pas naissante mais il s'accroît : les grandes marques investissent les bancs de l'école de plus en plus fréquemment. ● LES ENTRE-

PRISES puissantes se sont dotées de départements pédagogiques et diffusent divers produits : maquettes pédagogiques, échantillons gratuits. ● DES MURS de collèges et de lycées

accueillent quant à eux des panneaux publicitaires, ce qui procure des ressources aux établissements. ● L'ÉCLOSION du phénomène va conduire l'éducation nationale à la-

belliser les meilleurs produits pédagogiques produits par les entreprises. ● PLUSIEURS CIRCULAIRES interdisent pourtant les « pratiques commerciales dans les établissements

publics d'enseignement ». ● POUR UN RESPONSABLE d'une agence de communication, quand l'intérêt de l'entreprise rejoint celui de la collectivité, il n'y a pas de problème.

Les entreprises mènent une offensive publicitaire sur l'école

Les grands groupes, notamment ceux du secteur de l'agroalimentaire et de l'hygiène, multiplient leurs activités en milieu scolaire à l'aide d'une panoplie diversifiée allant de la mallette pédagogique à l'affichage classique

L'EURO, une chance pour les entreprises ? Dans leur stratégie d'approche des enfants en milieu scolaire, en tous cas, le doute n'est pas permis. Après l'équilibre alimentaire, l'hygiène bucco-dentaire, le respect de l'environnement et la sécurité domestique, la future monnaie européenne est devenue le dernier thème à la mode des maquettes pédagogiques que les grandes sociétés offrent ou vendent à bas prix aux enseignants comme supports de cours.

L'éducation nationale tarde à doter écoles et collèges de documents sur la monnaie unique ? Qu'importe, banques et enseignants de la grande distribution s'en chargent. Selon une enquête parue dans le dernier numéro de 60 millions de consommateurs, le mensuel de l'Institut national de la consommation, les documents produits par le Crédit mutuel, la Société générale, la Caisse d'épargne, le Crédit agricole et le groupe Leclerc connaissent un « succès impressionnant » auprès des enseignants. Les deux tiers des directeurs d'écoles élémentaires auxquels Leclerc avait fait un an proposé un kit pédagogique sur l'Euro ont répondu positivement. Plus de 12 000 maquettes « En route pour l'Euro », « dossier pédagogique réalisé à l'initiative des centres Educard Leclerc », ont trouvé preneur depuis le mois de mai.

Sous couvert de sensibilisation à quelque grande thématique de vie quotidienne au programme des écoliers et collégiens, les grandes

entreprises, secteurs agroalimentaire et hygiène-beauté en tête, multiplient les actions en milieu scolaire, arguant d'une mission citoyenne. Toujours plus sophistiquées, comprenant diapositives, cassette-védo, cahiers d'exercices ou de jeux pour les élèves, guide pour

qualité et gratuité. Le kit de Vivendi, un « mini-laboratoire permettant de nombreuses expériences autour de l'eau », dont le prix de revient avoisine les 1 000 francs, est distribué gratuitement aux écoliers des communes desservies par cette société. Ces documents, « que l'on re-

çoit pas de souligner que les enseignants sont souvent demandeurs de ces matériels pédagogiques sponsorisés, qui pallient un manque. « L'attitude des instituteurs a évolué. Les jeunes sont moins réticents à notre égard, veulent enseigner avec des supports plus vivants, plus ludiques », note-t-on chez Colgate, où l'on se dit en permanence sollicité par les enseignants et infirmières scolaires. Les fédérations FCFE et PEEP de parents d'élèves reconnaissent volontiers que ces kits répondent à un besoin, et estiment les enseignants suffisamment vigilants pour ne pas les utiliser qu'avec précaution. L'affaire est en effet « délicate » selon Christian Huard, de l'Adéf-Fen, l'association de consommateurs de la FEN : « On ne veut pas sanctionner l'école. A l'extérieur, les enfants sont soumis à toutes ces pressions. Il est bon de leur apprendre à exercer leur esprit critique. Et puis, il est difficile de dénoncer quand on n'a aucun matériel sur l'éducation à la consommation à leur fournir en échange. »

D'une même voix innocente, toutes les entreprises produisant des kits affirment n'avoir « pas besoin de cela pour se faire connaître ». Puis admettent mener auprès des enfants et adolescents une stratégie d'image à long terme. Notamment, confiance, tels sont les maîtres objectifs. Chez Leclerc, on entend ainsi « renforcer cette image que l'on a déjà d'une enseigne qui s'intéresse aux problèmes de société, qui innove. Il s'agit de développer notre relation de confiance avec les consommateurs

sur l'Euro ». Ce n'est que lorsqu'on évoque les objectifs, nécessairement moins avouables, de la concurrence, que le discours se fait plus direct. Il s'agit de « travailler les enfants là où ils se trouvent huit heures par jour, de conquérir des consommateurs avec du potentiel, du

exclusivité. Et les enseignants n'ont plus leur mot à dire », raconte Christian Huard. Puis il y a les actions de prévention, avec distributions d'échantillons. Le camion Signal, où se déroule un dépistage dentaire, a vu défiler 30 000 enfants depuis sept ans.

Sous couvert de sensibilisation à quelque thématique de vie quotidienne au programme, les grandes entreprises multiplient les actions en milieu scolaire

temps devant eux ». Pourquoi la mallette Kellogg's diffusée dans 13 000 écoles s'adresse-t-elle aux CE2-CM1, et non aux plus petits ? « De toutes façons, ils ne consomment pas encore de céréales », lâche-t-on chez ce fabricant.

Prescripteurs de poids dans les achats des familles, détenteurs d'un pouvoir d'achat évalué (pour les 4-7 ans) à 22 milliards de francs, enfants et adolescents sont sollicités à l'école sous des formes sans cesse renouvelées par les annonceurs. Il y a les petits-déjeuners fournis par Nestlé ou Danone, qui jurent n'intervenir que sur demande des enseignants inquiets de voir arriver en classe des enfants au ventre vide. « Certaines municipalités passent des conventions de partenariat avec des entreprises, qui proposent des produits moins chers en échange d'une

Il y a encore les distributions gratuites de produits, dans la cour de l'école ou à sa porte. Jusque dans la cantine parfois. Canettes et t-shirts Orangina. Agendas et cahiers de textes bourrés de publicités. Tampons et serviettes hygiéniques. Les directeurs d'établissements reçoivent à l'occasion des catalogues entiers de produits qu'on leur propose gratuitement. Il y a encore les reproductions de publicités dans les livres scolaires, sous couvert d'apprentissage de la lecture sur tous supports. Chez Hachette éducation, le manuel de lecture « C'est à lire » destiné aux CP-CE1 contient de longues pages de publicités pour les Choclos de Kellogg's, les magazines Disney-Hachette presse, et même une page du catalogue de la Redoute avec des articles de sports pour enfants. Bien qu'il circule encore beaucoup, ce manuel date du début des années 80, se justifie-t-on chez l'éditeur. Dans les ouvrages plus récents, ce sont des publicités pour les associations humanitaires qui sont reproduites.

Les fédérations responsables des activités sportives périscolaires dans le primaire et au collège, l'USEP et l'UNSS, ont passé des accords de partenariat nationaux avec Smicars, Kellogg's et Fralib (Ice Tea, Uptonic...) qui fournissent du matériel pédagogique sur la nutrition et les goûters des rassemblements sportifs. Les livres de présentation des lycées et collèges, que les chefs d'établissements affectionnent désormais, s'ouvrent quasiment toujours à la publicité. En permanence sous les yeux des enfants, les distributeurs automatiques de boissons constituent une publicité univoque, la société qui offre la machine négociant l'exclusivité de la fourniture des produits. Les cartes de canines portent parfois le logo d'une banque. Et dans les séries de fin d'année des écoles maternelles, les enfants gagnent des lots de produits Nestlé ou « vient aux écoliers en suivant les faits et gestes du clown Ronald McDonald », comme il est indiqué dans la plaquette de l'entreprise américaine qui propose gratuitement des représentations en milieu scolaire.

Ces derniers temps, des éditeurs d'encyclopédie se sont même introduits dans les classes sous prétexte de concours. Les enfants remplissent un questionnaire, au bas duquel ils indiquent nom, adresse et numéro de téléphone... ce qui vaut le soir même à leurs parents d'être démarchés à domicile. Pour le ministère de l'Éducation nationale, tout est simple pourtant. Puisque la publicité est clairement interdite, « on part du principe qu'il n'existe pas de publicité dans les établissements ». Les maquettes pédagogiques se développent, concède-t-on. « Il est alors de la responsabilité des chefs d'établissements de les utiliser ou non. Si cela entre dans le cadre d'un projet pédagogique, cela n'est pas complètement déconseillé. » Difficile d'être plus intransigeant quand le ministère lui-même sollicite des partenaires privés. Afin de rappeler l'importance de la lecture, ce sont deux livres Bayard presse-CNDP-ministère de l'Éducation nationale que les parents d'élèves de CP et CM2 recevront en cette rentrée scolaire.

TROIS QUESTIONS À... PASCAL STEICHEN

1 L'agence de communication Edu-media, dont vous êtes le fondateur, est spécialisée dans la conception de maquettes pédagogiques. Ces documents ne sont-ils pas le cheval de Troie des marques en milieu scolaire ?

Rappelons d'abord que c'est l'État, via EDF, qui a inventé il y a une quinzaine d'années le procédé pour imposer son programme nucléaire... Si un chef de produit Coca-Cola a le choix entre dépenser 10 millions de francs en publicité à la télévision, ou la même somme à l'école, il est plutôt plus intelligent qu'il le fasse à l'école, en offrant aux enseignants des kits pédagogiques qui sont assez coûteux à produire. C'est autant que les collectivités locales n'ont pas à payer, et c'est plus efficace que ce qui serait fabriqué par l'État ou les éditeurs, qui ont moins de moyens. Colgate a davantage œuvré pour l'éducation à la santé bucco-dentaire que l'État. Bien sûr, il le fait pour vendre des tubes de dentifrice. Mais quand l'intérêt de l'entreprise rejoint celui de la collectivité, quel est le problème ?

2 Les enseignants se laissent-ils facilement convaincre ?

On ne met pas le pied dans la porte ! Ils sont demandeurs. Quand vient à bout les distributions d'échantillons et de documents au collège, les professeurs de biologie et les infirmières scolaires appellent. Ils n'ont même pas un poster sur le cycle menstruel. En ce qui concerne les maquettes, les marques doivent se faire oublier et s'en tenir aux programmes, sinon, les enseignants rejettent tout en bloc. C'est d'ailleurs une des limites de l'exercice : il faut sans cesse décliner les mêmes thèmes.

3 Les entreprises sont-elles toujours plus nombreuses à vouloir intervenir en milieu scolaire ?

Certaines ont peur de se faire massacrer par la presse, de se voir accuser de faire leur publicité... Cela fait par exemple cinq ans qu'on cherche des annonceurs pour un kit sur le dépistage des troubles ophtalmologiques. Le jour où il sortira, des dizaines de milliers d'écoles le commanderont. Mais on n'a réussi à convaincre personne.

Propos recueillis par Pascale Krémer

Les marques s'affichent sur les murs des collèges et lycées

IMPOSSIBLE d'avoir des chiffres précis, mais une simple balade à travers la capitale suffit : les murs extérieurs des collèges et lycées se transforment de plus en plus fréquemment en supports d'affiches publicitaires. La société d'affichage Giraudy reconnaît avoir convaincu « quelques dizaines de chefs d'établissements à Paris », dont ceux du lycée Buffon (15^e arrondissement) et du collège Alivert (5^e arrondissement). Cette pratique est par ailleurs « relativement fréquente dans les grandes villes de province ».

Selze panneaux d'affichage Marignan ornent les murs du lycée Elisa-Lemoinne (12^e arrondissement), à Paris. Les lycées Carnot (17^e), François-Villon (14^e arrondissement) et le lycée technique Farman à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) ont également loué des espaces extérieurs à Marignan. Avenir est présent sur les murs des lycées Bourseuil (15^e), Balzac (17^e), Matisse (Issy-les-Moulineaux), Joliot-Curie (Nanterre) et du collège Michelet (Asnières). Quant à la société Dauphin, elle « ne peut pas dire » combien d'établissements scolaires sont concernés par ses affiches.

Aucune disposition législative spécifique n'interdit l'affichage publicitaire sur les encelotes ou murs extérieurs des établissements scolaires. Selon Francis Berguin, secrétaire national du SNES, cette pratique née de la décentralisation est néanmoins « choquante » car elle « modifie la perception qu'ont les élèves

de leur établissement » : « Elle porte atteinte à la neutralité scolaire et place les établissements dans une logique de privatisation puisqu'à terme, les collectivités diminueraient leurs dotations qui seront remplacées par ces ressources propres. C'est la fin de la stabilité des ressources et de l'égalité entre établissements... »

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Lorsque cet affichage s'est développé, à la fin des années 80, le SNES a bataillé devant les tribunaux administratifs et a alors obtenu gain de cause. Un lycée technique de Cligny (Hauts-de-Seine), qui avait signé en 1987 une convention avec Marignan, a vu cette décision invalidée en 1988. Un recours du ministre de l'Éducation de l'époque, Lionel Jospin, avait été rejeté en septembre 1992 par le Conseil d'État. La même année, c'était au tour du tribunal administratif de Bordeaux d'annuler pour excès de pouvoir le vote du conseil d'administration d'un lycée de Sarlat-la-Canéda (Dordogne) en faveur de la pose de panneaux publicitaires sur l'enceinte extérieure de l'établissement. Dans les deux cas, les juges administratifs ont estimé que les conseils d'administration n'avaient pas compétence pour négocier ce genre de contrats, que seule la collectivité de rattachement (le département pour les collèges, la région pour les lycées) dispose de ce droit.

Depuis lors, Francis Berguin n'a plus été sol-

licité par des professeurs désapprouvant la pose d'affiches. « Une fois que l'argent commence à tomber dans les caisses... », soupire M. Berguin.

Accord du rectorat et de la mairie de Paris en poche, Claude Soler, le proviseur du collège Pierre-Alvise, situé rue Monge à Paris, a mené une rude négociation avec la société Giraudy qui l'avait contacté pour la pose de deux panneaux. Résultat : 160 000 francs annuels décrochés. « Il y a dix ans, constate le proviseur, les parents et les professeurs n'ont pas été faciles à convaincre mais aujourd'hui, les "crédits Giraudy" sont devenus une ressource naturelle qui nous donne un souffle d'air pour les appareils audio-vidéo, ou l'aide aux voyages scolaires. » Pas d'états d'âme ? « On est tellement obsédé de panneaux que deux de plus ou de moins... »

Au collège Raymond-Queneau (5^e arrondissement), quatre petits panneaux publicitaires portant affiches de cinéma sont disposés dans la cour et dans les cages d'escalier. Ils rapportent 4 000 francs par an à l'établissement, et les élèves, insiste la principale, sont contents de récupérer les affiches : « Et puis, commente-elle, si on veut un certain confort pour s'équiper, il faut trouver des ressources ». Le collège loue donc des salles à la mairie de Paris, et porte sur son toit une antenne-relais SFR.

P. Kr.

L'éducation nationale va labelliser les maquettes pédagogiques

LA MENTION « Testé par l'éducation nationale » fera sans doute bientôt son apparition sur les maquettes pédagogiques distribuées par les entreprises dans les écoles. L'Institut national de la consommation (INC), établissement public chargé de l'information des consommateurs, vient en effet de mettre en place une procédure permettant de labelliser les meilleurs documents pédagogiques produits par l'entreprise.

Depuis dix ans déjà, la responsable de la pédagogie de l'INC, Bénédicte Lavoisier, effectue, pour les enseignants, un tri dans le flot de kits pédagogiques qui lui parviennent ou qu'elle se procure « sans toujours demander leur avis aux producteurs de ces documents ». Après vérification qu'il s'agit bien d'éducation à la consommation, santé, vie quotidienne, environnement..., et que son aspect publicitaire n'est point

trop marqué, la mallette est transmise à un comité paritaire d'évaluation composé de représentants des entreprises, des organisations de consommateurs, de la représentation des fraudes et de l'éducation nationale. Ce comité se prononce sur les qualités de fond et la valeur pédagogique des documents, et ses observations figurent dans les deux guides des outils pédagogiques pour les enfants et pour les adolescents que publie chaque année l'INC - la même sélection commentée de documents pédagogiques est accessible sur le 3615 INC, et sur Internet (<http://www.conso.net>).

« CHARTE DE QUALITÉ »

A présent, les entreprises désireuses d'intervenir à l'école devront par ailleurs respecter les principes de la « charte de qualité des documents pédagogiques », que vient de rédiger le comité scienti-

fique désormais associé à la pédagogie. Cette nouvelle instance, comprenant des professeurs d'université, un inspecteur général, des inspecteurs d'académie, des enseignants, des chercheurs et directeurs d'établissement, donnera à la pédagogie les grandes orientations de l'éducation nationale. Les principes de sa charte de qualité sont stricts.

Le document pédagogique devra « respecter les principes généraux de l'école laïque et républicaine », « être en relation directe avec les programmes de l'éducation nationale », « garantir à l'enseignant sa part de liberté et de créativité pédagogique », et surtout « être clairement identifiable » : « La liste des commanditaires devra être citée au moins une fois sur le document. » Quant aux logos et sigles, ils devront se montrer suffisamment discrets « pour ne pas constituer une incitation à consommer ». Dernière

P. Kr.

P. Kr.

Le dossier Hernu révèle des détails sur les relations de l'ancien ministre avec les Roumains

« Le Figaro » a eu accès aux documents détenus par la DST

Dans ses éditions datées 12-13 septembre, Le Figaro révèle le contenu de documents émanant des services secrets roumains et recueillis

en 1992 par la DST. Ils font apparaître un certain nombre de détails inconnus jusqu'alors, concernant les relations qu'entretenait, au dé-

but des années 60, l'ancien ministre de la défense Charles Hernu avec les services secrets roumains.

CHARLES HERNU, ancien ministre de la défense (1981-1985) de François Mitterrand, a-t-il été, au début de sa carrière politique, un agent des services secrets roumains ? La question se pose de nouveau, après la révélation par Le Figaro, dans son édition datée du 12-13 septembre, d'un dossier confidentiel détenu par la direction de la surveillance du territoire (DST). Selon notre confrère, le dossier Hernu comprend essentiellement cinquante-sept pages rédigées en roumain, et leur traduction en français.

Jusqu'à une date récente, ces documents étaient couverts par le secret-défense. Le 30 juillet, le premier ministre Lionel Jospin avait autorisé le juge Jean-Paul Valat, chargé d'instruire une plainte déposée par les fils de Charles Hernu pour « violation du secret professionnel et recel, faux et usage de faux, tentative d'escroquerie au jugement », à en prendre connaissance. Le magistrat a pu le faire, jeudi 3 septembre, à l'occasion d'une entrevue avec le préfet Jean-Jacques Pascal, directeur de la DST.

Les pièces roumaines recueillies par les services de contre-espionnage français couvrent une période allant de 1962 à 1964, sans que tous les documents ne soient précisément datés. Beaucoup sont des notices biographiques de

Charles Hernu, rédigées à partir d'informations glanées auprès des services d'autres pays de l'est, notamment l'Union soviétique. Puis, les renseignements roumains entrent dans le détail des renseignements que leur a fournis à partir de 1962, celui qui n'est alors qu'un homme politique peu connu et « Dina » pour les services roumains. Ils identifient le major Ionescu George comme son officier traitant en France.

Jusqu'à une date récente, ces documents étaient couverts par le secret-défense

Le 14 décembre 1962, un document classé très secret adressé à un général roumain indique : « On ne connaît pas le nom de l'officier qui a commencé à travailler de façon réellement organisée dans la deuxième moitié de l'année 1962 (...). On pourra utiliser en raison des relations haut placées qu'il détient, et sur des points précis pour rechercher des éléments et surtout fournir et vérifier des informations

politiques ». La note poursuit un peu plus loin en précisant que « Dina » a fourni jusqu'à « cinq informations dont trois ont été exploitées, dont une à caractère documentaire », avant de souligner que « pour le travail effectué l'indépendance n'a pas été rétribuée jusqu'à présent ».

D'autres pièces plus tardives font au contraire état de rétributions accordées à l'agent Hernu, présenté comme un « un homme très vaniteux », qui « a besoin d'argent ». Ces déclarations sont toutefois entachées de maintes contradictions. Elles font par exemple référence à des sommes versées à Charles Hernu par les services secrets bulgares de 1954 à 1956, en nouveaux francs. Or, ceux-ci n'apparaissent qu'en 1958. La place occupée par « Dina », rebaptisée « André » en 1963, dans le dispositif de renseignement des pays du bloc soviétique n'est jamais clairement élucidée.

Selon le dossier des Roumains, la collaboration avec Charles Hernu aurait été interrompue, à sa demande, en 1962. Celui-ci aurait alors indiqué à ses correspondants qu'il se sentait « sous la garde permanente de la police », en raison des événements liés à la fin de la guerre d'Algérie. Les Roumains auraient alors rompu tout contact avec lui. Le dossier fait ensuite le récit d'une tentative pour réactiver

l'agent Hernu, au début des années 1980, menée sous le nom de code d'« opération Genève ». Il est alors devenu le ministre de la défense de François Mitterrand, et les Roumains comptent l'utiliser pour contrebalancer une série d'actions hostiles, entreprises selon eux par les services secrets français contre leur pays. Les documents ne précisent pas si « l'opération Genève » a pu être menée à bien. Ces nouvelles précisions viennent alimenter une affaire épineuse révélée par L'Express en octobre 1996. L'hebdomadaire avait, le premier, fait connaître l'existence d'un dossier Hernu transmis en 1992 à la DST par Mihail Caraman, un responsable des services secrets roumains en poste à Paris de 1958 à 1969. Les révélations sur le passé de Charles Hernu avaient alors suscité une polémique que la mise au jour du dossier ne suffira sans doute pas à éteindre.

Interrogé par Le Figaro, Patrice Hernu, l'un des fils de l'ancien ministre de la défense a déclaré : « Cet ensemble de documents n'apporte aucune preuve. Il est impossible d'en déterminer l'origine avec certitude. Impossible encore de savoir si ces pièces n'ont pas subi des manipulations, si ce sont des faux, ou des vrais-faux remis dans un but bien précis : salir la mémoire d'un ou plusieurs hommes ».

Le « procès Chalabi » se poursuit devant une salle presque désertée

DANS une salle pratiquement vide, la neuvième journée du procès Chalabi s'est de nouveau déroulée, vendredi 11 septembre, à la lecture des faits reprochés à quatre des 138 prévenus soupçonnés d'avoir apporté une aide logistique aux maquis islamistes algériens. Comme c'est le cas depuis que la quasi-totalité des prévenus et des avocats se refusent à participer aux débats qui se tiennent dans le gymnase de l'administration pénitentiaire à Fleury-Mérogis, l'audience a été courte : 35 minutes. La veille, avec une audience de 20 minutes, un record de brièveté avait été battu.

Lors d'une rencontre avec la presse, dans l'après-midi de vendredi, Claude Nicquet, première vice-présidente du TGI de Paris, a pris la défense des juges du procès Chalabi. « C'est leur faire injure de dire qu'ils ne sont pas capables de juger un tel nombre de prévenus, a-t-elle estimé. Il s'agit d'une affaire de terrorisme qui procède d'un réseau, la justice doit donc s'adapter à ces nouvelles formes de délinquance. On a rarement fait autant pour faciliter l'exercice des droits de la défense. »

Lionel Jospin : le gouvernement « ne cèdera pas » sur les sans-papiers

« LE GOUVERNEMENT ne cèdera pas à la revendication d'une régularisation générale des étrangers en situation irrégulière », a déclaré Lionel Jospin, vendredi 11 septembre, lors d'une réunion de préfets organisée place Beauvau en présence de Jean-Jack Queyranne, qui assure l'intérim au ministère de l'Intérieur. Qualifiant l'exigence d'une régularisation de tous les étrangers de « tout à fait minoritaire », le Premier ministre a affirmé qu'« il serait illusoire de penser que cette opération mettrait un terme aux demandes de régularisation et à l'immigration irrégulière ». « Elle encouragerait celle-ci », a-t-il affirmé, au moment où trois grèves de la faim, à Créteil, Le Havre et Bordeaux, viennent d'être commencées par des sans-papiers.

De son côté, M. Queyranne a annoncé que, sur 142 000 demandes déposées, 76 754 sans-papiers avaient été régularisés au 31 août en application de la circulaire Chevènement, tandis que 64 461 demandes avaient été rejetées.

DÉPÊCHE ■ JUSTICE : le médecin-chef du service médical d'urgence de l'hôpital de Bobigny, Philippe Bargain, a été mis en examen pour viol, le 6 août, par le juge d'instruction Alain Cadet du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Cette mise en examen fait suite à un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, le 10 juillet 1997, d'un passeur de drogue qui affirme avoir été violenté à trois reprises par le praticien pour extraire de son abdomen des boîtes de cocaïne qu'il avait ingérées (Le Monde du 26 juillet 1997). Une information judiciaire pour viol avait alors été ouverte par le parquet de Bobigny.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Des arrière-grands-parents, ses grands-parents, ses parents. Et jusqu'à la famille, ont le droit d'annoncer la naissance de

Arlene

TAÏLE-PIETZAK,

le 11 septembre 1998, à Melbourne (Australie).

Mariages

Nicole et Antoine HAUMONT, Mireya et Maurice DITSEEM ont la joie de faire part de leur mariage.

Brigitte et Pascal,

officié à Chablis, le 29 août 1998.

23, rue Henri-Barbusse,

75003 Paris.

67, rue Vergniaud,

75013 Paris.

Colombe WARIN

et

Gilles PELAYO

sont heureux d'annoncer leur mariage, le samedi 12 septembre 1998.

31, rue de la Madeleine,

1000 Bruxelles (Belgique).

Guy et Cathy BOUTEVILLE-LECAT

sont heureux d'annoncer qu'ils ont accordé la main de leur fille,

Hélène

à

Fabrice de CARNÉ.

Le mariage a été célébré en cet état.

55 bis, rue de la Harquette,

91440 Bures-sur-Yvette.

Anniversaires de mariage

Ma jeunesse entière j'ai attendu. Tes sourires et tes regards. Ces quelques années et voyages avec toi, l'arrivée de Hugo. Et ce premier anniversaire. Et je suis toujours aussi ému de te dire :

Valou,

je t'aime.

Dom.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

Décès

Le président de l'université

Paris-VII - Denis Diderot,

le doyen de l'UFR Laitier-Saint-

Louis.

Le doyen de l'UFR Xavier-Bichat.

La communauté hospitalo-

universitaire.

Ses collègues et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Claude CHASTANG,

professeur des universités,

praticien hospitalier,

survécu le 10 septembre 1998.

Il s'associe à la peine de sa famille.

— Les enseignants d'information

médicale, d'épidémiologie et de

biostatistique

s'associent à la douleur de la famille de

Claude CHASTANG.

notre collègue et ami,

décédé le 10 septembre 1998.

Le professeur Claude Chastang

occupait une place éminente dans la

communauté hospitalo-universitaire.

— Le président du conseil

d'administration,

Le directeur général,

Le président de la commission

médicale d'établissement de

l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris,

Les présidents des commissions de

surveillance,

Les directeurs,

Les présidents des comités consultatifs

médicaux des hôpitaux Bichat et Saint-

Louis,

ont le regret de faire part du décès,

survenu le 10 septembre 1998, de

M. Claude CHASTANG,

professeur des universités,

praticien hospitalier,

responsable de l'unité de biostatistique

et d'information médicale

succédant à l'hôpital Saint-Louis

et à l'hôpital Bichat.

— L'Unité de recherche

« Epidémiologie et sciences de

l'information » de l'Inserm

a la très grande tristesse de faire part du

décès de

professeur Claude CHASTANG,

survécu le 10 septembre 1998, à Paris.

Les obsèques auront lieu en l'église

Saint-Germain-des-Prés, le mardi

15 septembre, à 9 h 30.

Dans pour soutenir une recherche en

épidémiologie clinique à adresser à

l'ordre de « Association Claude-

Bernard », à : Inserm U444, 27, rue de

Chaligny, Paris-12.

Claude Chastang a eu développé une

recherche dont la compétitivité était

reconnue internationalement en épidé-

miologie clinique, avec une productivité

qui lui valait un respect unanime. Il a formé

de nombreux élèves dans cette discipline.

Ses thèmes de recherche concernaient

notamment les états thérapeutiques

couronnés et la biostatistique.

— Ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants.

Et tous sa famille

ont le regret de faire part du décès de

M^{me} André FRUCHARD,

née Marie-Louise FEITL.

survécus le 9 septembre 1998, dans sa

quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mardi 15 septembre, à 10 h 30, en

l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine

(Haut-de-Seine), suivie de l'inhumation

dans le cimetière de la Vallée à Montfermeil

(Oise-Sèvres), à 17 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

— Daniel et Marie-Claire Bouchout,

ses parents,

Aurélien et Vincent Martin,

sa sœur et son beau-frère,

Manuel Bouchout,

son frère,

Jean-Pierre et Michèle Bouchout,

Bernard et Véronique Bouchout,

Armand Grand Clavin,

Hubert Grand Clavin,

Marie-Thérèse et Michel Beret,

ses oncles et tantes,

Nicolas, Véronique, Nicolas et Julie,

Delphine, Pierre et Lucas, Céline,

Benjamin,

Daniela, Virginie, Gaëlle,

Lucie, Julien, Elodie, Mickaël,

ses cousins et cousines,

Tout sa famille et ses amis,

ont le regret de faire part du décès

de leur collègue et professeur,

Geoffroy,

à l'âge de dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu en l'église

Saint-Germain-des-Prés, le mardi

15 septembre 1998, à 18 heures, à

l'église de l'Assommoir, 41, avenue de la

Liberté, Le Bar-Saint-Martin.

Un moment de souvenir se déroulera le

jeudi 17 septembre 1998, à 18 heures, à

l'église de l'Assommoir, 41, avenue de la

Liberté, Le Bar-Saint-Martin.

Nos abonnés et nos actionnaires,

bénéficiant d'une réduction sur les

inscriptions du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

muniqueur leur numéro de référence.

— Béatrice Grynblat,

Nicole et Charles Bender,

ses enfants,

Lila, Emilie et Emma,

ses petites-filles,

Pauline Galeyand,

sa compagne,

font la douleur de faire part de la

disposition de

Michel GRYNBLAT,

survécus le 10 septembre 1998, des suites

d'une courte maladie.

De la part des sœurs, beaux-frères,

belles-sœurs,

Ses neveux et nièces,

Et de toute la famille.

— Les personnels d'enseignement,

d'encadrement et d'administration,

Les élèves,

Et les anciens élèves du lycée Pierre-

de-Fermat, à Toulouse,

ont le grand regret de faire part du décès

de leur collègue et professeur,

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Saint-Hyacinthe,

75001 Paris.

— Les personnels d'enseignement,

d'encadrement et d'administration,

Les élèves,

Et les anciens élèves du lycée Pierre-

de-Fermat, à Toulouse,

ont le grand regret de faire part du décès

de leur collègue et professeur,

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Saint-Hyacinthe,

75001 Paris.

— Les personnels d'enseignement,

d'encadrement et d'administration,

Les élèves,

Et les anciens élèves du lycée Pierre-

de-Fermat, à Toulouse,

ont le grand regret de faire part du décès

de leur collègue et professeur,

Ni fleurs ni couronnes.

HORIZONS

ENQUÊTE

APRÈS quatre titres de champion du monde et un record de cinquante et une victoires en formule 1, Alain Prost aurait pu choisir d'exploiter sa notoriété ou de devenir un jeune retraité avec les dizaines de millions de francs qu'il avait gagnés. Renault, partenaire de l'écurie Williams avec laquelle il avait obtenu son quatrième titre, en 1993, avait fait de lui, dès avril 1994, son « ambassadeur » dans le monde. En juillet 1995, l'ancien champion avait préféré revenir en formule 1 comme conseiller technique de McLaren-Mercedes. Des expériences qu'il juge « enrichissantes », mais qui ne correspondaient pas à ses aspirations.

« J'aurais pu continuer à faire des "coups", dit-il, mais ce n'était plus ce qui me motivait. Après avoir éprouvé le plaisir, la tension, l'adrénaline du pilotage en formule 1, j'avais besoin d'un vrai challenge, de créer quelque chose pour m'y investir durablement. J'ai même songé à acheter une propriété de 500 hectares pour faire du vin. A quarante ans, je ne voulais pas montrer à mes enfants (Nicolas, dix-sept ans, et Sacha, huit ans) qu'on peut travailler quelques années et ne plus rien faire après. Je crois qu'ils sont très fiers de ce que je fais aujourd'hui. »

Par trois fois, Alain Prost avait déjà tenté de monter ou de racheter une écurie. En 1989, las d'une cohabitation tumultueuse avec Ayrton Senna chez McLaren, il avait négocié avec Renault et Elf la création d'une équipe. Mais au moment de signer les contrats, ses partenaires avaient renoncé. Début 1992, après deux ans chez Ferrari, il avait essayé la Ligier-Renault, mais l'accord pour une prise de contrôle ultérieure de l'écurie n'avait pu être trouvé. Enfin, en 1994-1995, l'« ambassadeur » de Renault n'avait pu convaincre Louis Schweitzer de lui fournir le V10 champion du monde. Paradoxalement, il n'était pas à l'origine de la quatrième tentative qui se concrétisera par son rachat de Ligier Sports, le 13 février 1997.

Fin 1995, Guy Drut, alors ministre de la jeunesse et des sports, et Jacques Toubon, garde des sceaux et grand amateur de formule 1, ont été alertés sur le « dépeçage » de l'écurie française et son probable transfert en Grande-Bretagne. Tom Walkinshaw, un riche écossais qui préparait les Jaguar dans le championnat du monde d'endurance, acquiesce en effet progressivement les 85 % de parts possédées par Flavio Briatore, directeur de Benetton en formule 1 et reprenneur de Ligier Sports en décembre 1994. L'écossais a déjà procédé au licenciement de trente-sept personnes de l'usine de Magny-Cours pour transférer les activités de recherche et développement dans sa société, TWR (Tom Walkinshaw Racing). Avec les acquis de Ligier Sports, il souhaite disposer de sa propre écurie outre-Manche.

Avec le feu vert de Jacques Chirac, les deux ministres entendent, dès janvier 1996, s'opposer à cette issue et proposer un recours en sursis à l'intervention des grands industriels autour d'une « formule 1 à la française ». Jean-Michel Schoeller, un industriel proche de Jacques Toubon, et Eric Barbaroux, conseiller technique au cabinet de Guy Drut, seront les chevilles ouvrières de cette opération. « Le président ne voulait pas un remake de ce qui s'était passé avec Ligier, explique Guy Drut. Son mot d'ordre était "convaincre, mais en aucun cas contraindre". »

Des interventions de Bercy et de la Seita, principal commanditaire de Ligier, amènent Tom Walkinshaw à renoncer à son projet. Afin de lever certaines réticences, Guy Ligier sera, un peu plus tard, à son tour « convaincu » de céder ses 15 % de parts à Flavio Briatore, mais la recherche de partenaires techniques et financiers périclète. Malgré les sollicitations répétées de Guy Drut et de Jacques Toubon, Renault, engagé avec Williams et Benetton, répute à fournir son V10. Le 26 mars, Louis Schweitzer appelle Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Elysée, pour lui confier, encore sous le sceau du secret, la



Formule Prost

Repreneur de l'écurie Ligier, le quadruple champion du monde de F1 ambitionne de connaître la même réussite comme constructeur. Une nouvelle trajectoire parsemée de chicanes

décision de Renault de se retirer de la formule 1 à l'issue de la saison 97. Trois mois de tractations semblent déboucher sur l'échec de la « formule 1 à la française ».

Curieusement, Alain Prost, proche de Jacques Chirac pour lequel il avait publiquement manifesté son soutien lors des campagnes présidentielles de 1988 et 1995, n'a jusqu'alors jamais été contacté. Réserves de Renault à l'égard d'un Prost directeur d'écurie ou petite rivalité entre les deux anciens champions ? « On m'avait rapporté qu'Alain ne souhaitait pas investir ses fonds propres. J'ai fait l'erreur de ne pas l'appeler plus tôt », répond d'abord Guy Drut. Avant de concéder : « C'est vrai que certains ne souhaitaient pas sa venue... »

LE 3 mai, à l'initiative du président, le ministre de la jeunesse et des sports et le quadruple champion du monde, déjeunent ensemble chez Edgard. « Je suis arrivé comme un cheveu sur la soupe, raconte Alain Prost. Conscient des problèmes techniques et financiers qui restaient à régler, j'ai dit à Guy que ce projet m'intéressait, mais à mes conditions. Je n'avais besoin de personne pour le piloter. »

Quelques jours plus tard, le 19 mai, la victoire d'Olivier Panis au Grand Prix de Monaco redore opportunément l'image de Ligier. Le nouveau candidat à l'achat de Ligier Sports se fixe deux impératifs : signer un partenariat de longue durée avec Peugeot pour la fourniture gratuite de son V10 et réunir un premier budget de fonctionnement de 200 millions de francs.

Ce changement de statut passionne l'ancien pilote. « J'ai toujours aimé le milieu des affaires, dit cet autodidacte. En quinze ans de formule 1, je n'ai jamais eu un manager pour négocier les contrats

à ma place. Chez McLaren, il m'arrivait de partir avec Ron Dennis pour démarcher un sponsor. Ça crée une expérience de la négociation, mais il faut être aidé au bon moment. »

Parmi ses amis de longue date, souvent présents sur les circuits, figurent deux avocats, le Suisse Jean-Claude Roguet et le Français Dominique Dumas, qui remplissent ce rôle de conseil. « Pour moi, ça a été facile de passer de la combinaison de pilote au costume de chef d'entreprise, estime-t-il. Ce sont les gens qui ont du mal à ne plus me voir comme pilote, mais c'est souvent un avantage dans les

ciations seront nécessaires pour parvenir à un partenariat de trois ans, avec deux années supplémentaires en option.

« Outre l'attrait pour l'homme Prost, c'est l'idée d'une écurie française qui a pesé dans ma décision, avoue Jacques Calvet. Je crois à une grande industrie française et à la possibilité de devenir champion du monde avec Prost Grand Prix. Grande première en formule 1, les hommes de Peugeot et ceux de Prost porteront la même tenue bleue pour mieux symboliser cette ambition commune. « S'il y a quelque chose que l'on peut mettre à mon crédit, c'est d'avoir

« Après avoir éprouvé le plaisir, la tension, l'adrénaline du pilotage, j'avais besoin d'un vrai challenge, de créer quelque chose pour m'y investir durablement »

contacts d'affaires. Leur intérêt reste de pouvoir utiliser l'image d'Alain Prost. Il faut bien qu'il y ait un plus, sinon je n'aurais jamais pu monter ça tout seul. »

A l'automne 1996, la conjonction n'était pas propice aux négociations avec Peugeot. Très critique sur l'environnement de la formule 1 où « on ne parle qu'argent et vedettariat », Jacques Calvet a très mal pris la rupture, fin 1994, du contrat avec McLaren, qui a préféré le partenariat de Mercedes.

Cette amertume a été accentuée par deux saisons sans succès avec Jordan. Nostalgique de l'épopée des 205 turbo 16, championnes du monde des rallyes en 1985 et 1986, l'influent Groupement des concessionnaires Automobiles Peugeot (GCAP) ne cache pas ses réserves à l'égard de la formule 1. Près de cinq mois d'après négocier

convaincu Jacques Calvet et d'avoir déposé le dossier au maximum, estime Alain Prost. A l'époque, Ligier a pu fonctionner grâce à des appuis politiques. Je veux m'appuyer sur une logique sportive et économique. »

S'il devait s'inspirer d'un modèle, ce serait « McLaren-Mercedes pour la rigueur, mais avec un peu plus de chaleur humaine ». Cette démarche se retrouve dans ses contacts avec ses partenaires. A Canal Plus, qui a signé pour dix ans la gestion d'un pay-per-view pour la formule 1, il propose ses interventions depuis le stand pendant la course et les séances d'essais. Sa démarche avec Alcatel est encore plus exemplaire. « Alain avait connu Serge Tchuruk lorsqu'il était PDG de Total, raconte Caroline Mille, directrice de la communication d'Alcatel. Quand il est venu le revoir, fin

1996, il savait que nous voulions modifier notre image en développant le thème de la Hi-Speed Compagny (L'Entreprise de la haute vitesse). Son projet, déjà élaboré, s'appuyait sur cette image et sur un partenariat technologique pour améliorer les liaisons entre ses voitures et le stand. » Un fan club regroupe dix mille des cent quatre-vingt-dix mille salariés d'Alcatel dans le monde. Avec les services marketing de Prost Grand Prix, l'entreprise a accueilli quelque huit cents VIP sur les circuits.

Au moment de finaliser avec Flavio Briatore l'achat de l'écurie pour quelque 50 millions de francs, Alain Prost disposait quasiment du budget de fonctionnement qu'il s'était fixé et héritait pour 1997 d'une Ligier-Mugen-Honda très compétitive grâce à ses nouveaux pneus Bridgestone et à des transferts de technologies de Williams et Benetton. Cet « état de grâce » durera jusqu'au grave accident d'Olivier Panis au Grand Prix du Canada. « Ces résultats étaient inespérés, mais ce n'était pas avec ces bases-là qu'on pouvait battre les meilleurs, explique-t-il. Pour progresser, il faut parfois accepter de régresser pour repartir sur des bases plus solides assurant la pérennité de l'entreprise. »

HOMME-ORCHESTRE de son écurie, Alain Prost a dû passer, presque sans transition, de l'égoïsme du pilote à l'altruisme du chef d'entreprise. « Commanditaires, partenaires, mécaniciens, journalistes et même pilotes ne veulent avoir affaire qu'à moi », constate-t-il. Le stress, ajouté au même régime alimentaire qu'il suit depuis quinze ans, lui a encore fait perdre du poids. « Côté loisirs, j'ai dû abandonner le golf. Le vélo reste ma dernière soupape. » L'été 1997 marquera le début

des grandes manœuvres pour préparer la première formule 1 (AP 01) conçue par son équipe pour 1998 et, surtout, l'avènement de l'écurie. Avec Eric Barbaroux, qui a quitté le cabinet de Guy Drut pour s'occuper des « projets spéciaux », il choisit, le 1^{er} août, le site de Prost Grand Prix à Guyancourt (Yvelines), à 12 kilomètres de Peugeot Sport basé à Vélizy : supervise la construction, entre le 18 septembre et le 13 février, d'une usine moderne de 7 500 mètres carrés (son coût avoisine 50 millions de francs), et prépare, de mars à juillet, le déménagement de soixante-deux des soixante-dix salariés qui ont accepté de quitter Magny-Cours.

DANS le même temps, Bernard Dudot, ancien directeur technique de Renault Sport, qui occupe ces mêmes fonctions chez Prost Grand Prix, a pour mission de recruter et faciliter l'intégration d'une centaine de jeunes ingénieurs et techniciens sortant parfois des écoles ou ne disposant pas d'expérience en formule 1 ; de veiller, avec Loïc Bigois, l'ingénieur-concepteur de l'AP 01, à l'intégration du V10 Peugeot dans le châssis, et de rechercher de nouveaux partenariats techniques ou technologiques, notamment dans l'aéronautique (Dassault Systèmes, Aérospatiale, Onera, etc.). « Nous disposons en France de la meilleure industrie aéronautique, dit-il. C'est à nous d'exploiter cet avantage en développant des partenariats pour la sous-traitance, comme nous le faisons chez Renault Sport. »

Après ces bouleversements cumulé au cours des derniers mois, Alain Prost s'attendait à un début de saison 1998 difficile au plan sportif. Mais il n'imaginait pas qu'il devrait attendre le 30 août pour voir Jarno Trulli marquer le premier point d'une Prost-Peugeot après l'éclatante du départ du Grand Prix de Belgique ! Une boîte de vitesses trop novatrice souffrant d'un manque de fiabilité, puis d'un excès de poids qui a entraîné une mauvaise répartition des masses – son concepteur, l'ingénieur britannique George Ryton a été licencié –, une coque et des suspensions manquant de rigidité, ont fait de l'AP 01 une voiture trop mal née pour être compétitive. Très tôt, Alain Prost a choisi de sacrifier cette saison pour accorder la priorité à la préparation de l'AP 02 pour 1999.

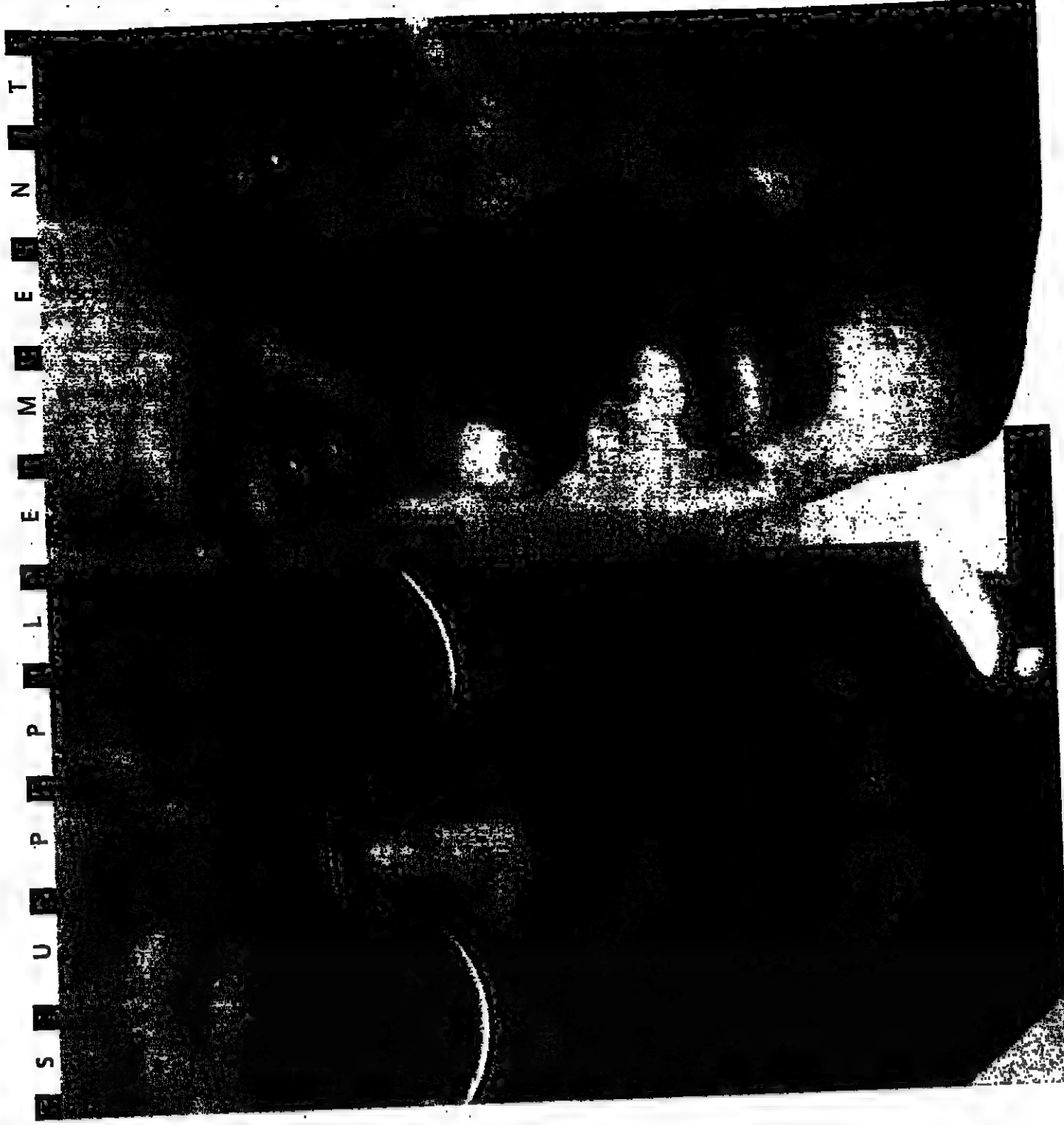
Cette phase délicate lui a permis d'apprécier la solidarité de Peugeot. « Nous ne sommes pas deux entités, mais un même corps qui parle d'une même voix », affirme Frédéric Saint-Geours, directeur général d'Automobiles Peugeot. « La formule 1 subit une importante mutation, confirme Alain Prost. Une équipe ne peut plus gagner qu'avec l'implication totale d'un grand constructeur. La formule 1 est devenue une guerre. L'équipe doit fonctionner comme un commando. Ce serait trop facile si nous étions déjà au niveau d'équipes disposant d'une expérience et de moyens bien supérieurs aux nôtres. »

Pour la saison prochaine, Alain Prost a su garder la confiance d'Olivier Panis et de Jarno Trulli, deux pilotes qui ont, à ses yeux, « le potentiel et la mentalité pour aller jusqu'au bout avec nous ». Il veut renforcer sa structure technique et espère recruter John Barnard, ex-ingénieur prodige de McLaren, puis de Ferrari. Son budget de fonctionnement avoisinera encore les 300 millions de francs, mais il n'ignore pas que certains commanditaires ne lui pardonneraient pas une nouvelle saison décevante.

« Mon ambition n'a pas changé, avoue-t-il. Comme pilote, j'ai déjà gagné quatre fois le championnat du monde. Le jour où je le gagnerai comme constructeur, ce sera ma plus belle victoire. Ça vaudra vingt titres de champion des conducteurs car ça aura bien plus de valeur à mes yeux. » Cinq autres champions du monde (Jack Brabham, Emerson Fittipaldi, Graham Hill, John Surtees et Jacky Stewart) ont tenté la même aventure. Seul Jack Brabham a été couronné dans les deux championnats, en pilotant une voiture portant son nom l'année de son troisième titre mondial des conducteurs, en 1966.

Gérard Albouy

مكثان النحل



Le rapport Starr

Ce cahier spécial contient les passages essentiels du rapport du procureur indépendant Kenneth Starr contre Bill Clinton, rendu public, vendredi 11 septembre, sur le réseau Internet par le Congrès américain. Il contient aussi le résumé de sa réfutation diffusée préventivement, le même jour, par la Maison Blanche. Notre traduction de ces documents est disponible sur notre site Internet - www.lemonde.fr - ainsi que leur version intégrale en anglais

La réfutation de la Maison Blanche

7 Le président a admis qu'il avait eu une relation sexuelle inappropriée avec M^{lle} Lewinsky. Dans une déclaration destinée à un procès civil, il a conté des réponses limitées à ces questions ambiguës. En droit, ces réponses ne devaient pas donner lieu à une inculpation pour faux témoignage. En fait, le président a reconnu sa relation avec M^{lle} Lewinsky, le fait de rendre publiques des allégations scabreuses et salaces ne peut avoir pour but que de humilier et de le forcer à démissionner.

8 Currie [la secrétaire du président] a affirmé sous serment que M^{lle} Lewinsky lui avait fait part de ces cadeaux. Le président ne lui avait jamais parlé de ces cadeaux. Le président a déclaré qu'il n'a jamais demandé à M^{lle} Lewinsky de se débarrasser de ces cadeaux et il n'a jamais demandé à M^{lle} Currie de les prendre. Nous estimons dans ces conditions que le témoignage de M^{lle} Currie conforte celui du président.

9 Le président n'a jamais essayé d'obtenir un emploi pour M^{lle} Lewinsky après qu'elle eut quitté la Maison Blanche, de façon à influencer son témoignage dans l'affaire Paula Jones. Le président savait que M^{lle} Lewinsky n'aurait pas son travail au Pentagone après son départ de la Maison Blanche et n'a demandé au bureau du personnel de la Maison Blanche de l'aider dans sa recherche d'un emploi. Il n'a jamais demandé à qui que ce soit de l'engager et n'a jamais fait savoir qu'il voulait que cela se produise. M^{lle} Lewinsky n'a pas eu d'offre d'emploi venant de la Maison Blanche après son départ et il est clair que cela aurait été le cas si le président l'avait ordonné.

10 Le président n'a pas œuvré à l'obtention d'un entretien [d'embauche] entre M^{lle} Lewinsky et Bill Richardson, ni ne l'a aidé à s'entretenir avec Vernon Jordan [avocat d'affaires, ami du président]. Betty Currie a demandé à John Podesta [collaborateur du président] s'il pouvait aider M^{lle} Lewinsky dans sa recherche d'un emploi à New York, ce qu'il a conduit à un entretien avec Bill Richardson [ambassadeur américain auprès des Nations unies], et M^{lle} Currie a aussi mis en rapport avec un ami de longue date, M. Jordan. M. Jordan a indiqué expressément qu'il était bien le cas et qu'en tant que personne privée, il était libre de donner l'adresse qu'il lui avait donnée. M^{lle} Currie n'a pas cherché à obtenir un conseil à quel point il était bon.

11 Il n'y a pas eu de subornation de témoin. Betty Currie ne devait pas normalement être appelée à témoigner dans l'affaire Paula Jones. Dans la mesure où elle n'était pas appelée à témoigner, il était impossible pour le président, dans une conversation avec elle, de se faire témoin. Le président n'avait aucune raison de vouloir influencer le témoignage de Betty Currie.

12 Il n'y a pas de « preuve fumante » [allusion à la Watergate] de l'existence du *memorandum* que le président aurait remis à M^{lle} Lewinsky pour l'aider à faire un faux témoignage. Le bureau du procureur indépendant a déclaré que ce *memorandum* était la « clé » de l'accusation. En fait, de ce *memorandum*, M^{lle} Lewinsky a admis qu'elle avait écrit elle-même (ou avec l'aide de M^{lle} Tippi) ce *memorandum*, et aucune question n'a été posée au président à ce sujet lors de sa comparution devant le grand jury.

13 L'invocation des privilèges présidentiels ne constituait pas un abus de pouvoir. L'affirmation légale, par le président, de privilèges divers existants en matière de justice n'a été faite que sur l'avis de ses avocats, et a été faite dans le but de protéger le président et sa famille pour empêcher ses agents de témoigner. Les privilèges présidentiels sont des privilèges constitutionnels et institutionnels de la présidence et des présidences futures.

14 Ni le président ni la Maison Blanche n'ont joué un rôle dans les efforts légaux déployés par le « Secret Service » [Agence chargée de la protection physique du président et de sa famille] pour empêcher ses agents de témoigner.

15 Le président n'a pas commis d'abus de pouvoir en laissant ses subordonnés répéter ses déclarations erronées concernant ses relations avec M^{lle} Lewinsky. Cette erreur prouvée ne constitue pas en elle-même un abus de pouvoir à caractère criminel.

16 Les actes des avocats de la Maison Blanche sont totalement restés dans le cadre de la loi.

17 Tout ceci signifie que le rapport du procureur indépendant n'est rien d'autre qu'une description détaillée d'une relation sexuelle privée, rédigée en termes crus destinés à choquer. Tant donné le fondement fragile des accusations, il y a un manque complet de preuves crédibles permettant de déclencher une enquête préliminaire visant à la destitution du président. Et le but principal de cette enquête, et du rapport du procureur indépendant, est d'embarrasser le président et de titiller le public en produisant un document qui n'est à peu près rien d'autre que le récit partiel et dépourvu de fiabilité d'une conduite sexuelle individuelle.

Où en est l'affaire Whitewater [une faillite immobilière frauduleuse, dans l'Arkansas, à laquelle ont été indirectement mêlés Bill et Hillary Clinton] ? Le rapport ne contient aucun élément permettant d'accuser le président de malversations, alors que M. Starr a passé quatre ans à enquêter à ce sujet. Ce qui avait commencé comme une enquête sur une affaire immobilière vieille de 24 ans dans l'Arkansas a abouti à une enquête sur une relation brève et inappropriée entre le président et Monica Lewinsky. En dépit du caractère exhaustif de l'enquête du procureur indépendant dans l'affaire de Whitewater, dans les dossiers du FBI et dans l'affaire du bureau de voyageurs de la Maison Blanche, et en dépit d'un flux constant de nouvelles dans les médias au fil des ans suggérant l'existence d'une malversation, le procureur indépendant n'est jamais parvenu à convaincre le président ni la première dame des États-Unis d'une quelconque malversation.



LE RAPPORT STARR



מחלקת המחקר והפיתוח



WILSON

LE MOULIN DIVAN

LE RAPPORT STARR

developpements au rapport

— a teile u muerderi je teilo/biag

1. Nature des relations

© 1996 Cambridge University Press

...the ...

INCULQUANT À LA FOIS SES RENCONTRÉES

ATTENTION: THE FOLLOWING INFORMATION IS UNCLASSIFIED

and, as a consequence, the need for a more effective and efficient way to manage the data.

En raison de la façon dont l'annonce

1000 cont. col/drente 3 la foto avere jar

"I'm Not a Jew! I'm a Jew!"

ABSORBIA, MARCIA LEWIS, ASHLEY KALLINS, KENNEDIGIANAL DEVALIA is granted jury, the

LE RAPPORT STARRE

le président.

DECLARATIONS AND OTHERS.

Valguarada de la depurabilitat.

Don J. Graeb.

119011

התאחדות המורים והמורות

au peuple américain (...)

Le témoignage présidentiel devant le Winsky. Il s'attendait vraisemblablement

ve au grand jury ses conclusions

n'a plus rien d'insolite.

012345678910

THE

LE RAPPORT STARRE



in a strategic communication



OF COURSE

EVERYONE IS DOING IT.



PAULA JONES

Paula Jones, tenue et un air, accusa Bill Clinton de lui avoir fait, en 1991, dans une chambre d'hôtel de l'Ohio, des avances sexuelles. Bill Clinton, qui à l'époque était gouverneur de l'Arkansas, a fermement et plusieurs fois démenti ces accusations. Il affirme ne pas se souvenir avoir rencontré Paula Jones, alors employée de l'état d'Arkansas.

En mai 1997, la Cour suprême a accepté la plainte de la jeune femme, forçant le président à déposer sous serment, le 17 janvier, devant les jurés de la plaignante. Si un jury a décidé, le 1er avril, de décerner la peine, son action est l'origine de l'impopularité par laquelle Lewinsky.



LINDA TRIPP

Linda Tripp, quarante-huit ans, a emporté les confidences de son amie Monica Lewinsky. Femme d'office, elle est administratrice à la Maison Blanche. En 1993, à un poste d'administratrice, elle a été nommée à la Maison Blanche. George Bush est alors président. Dix-huit ans plus tard, elle est devenue la Saint-Sylvestre. Debut janvier, Linda Tripp remet au procureur spécial Kenneth Starr vingt heures d'enregistrement de ses conversations avec la jeune femme, qui lui a longuement parlé de ses relations avec Bill Clinton.

LE RAPPORT STARR

Imagins que « comme nous l'avons fait en d'autres occasions, nous méritions tout ». Le président se rendit plusieurs fois dans le bureau de M. Paretta et échangea quelques mots avec M. Lewinsky. Elle appelle ces rencontres « un flirt continu ».

M. Lewinsky a témoigné que le mercredi 15 novembre 1995, le deuxième jour de la greve marquée le début de ses relations sexuelles avec le président. (...) Ils échangeaient des regards et furent seuls un moment dans le bureau. Elle soulève alors le bas de sa veste pour lui montrer le haut de son string qui dépassait de son pantalon.

Vers 20 heures, le président était seul dans le bureau de George Stephanopoulos, il lui fit signe d'entrer. Elle lui dit qu'elle était attardée par lui. Cela le fit rire et il lui demanda si elle voulait voir son bureau privé. Une fois dans le bureau, selon le témoignage de M. Lewinsky, ils recommencèrent qu'ils étaient allés l'un par l'autre, et il lui demanda si elle pouvait l'embrasser. Ils s'embrassèrent et elle laissa au président

des « contacts intimes inappropriés » avec M. Lewinsky « à certaines occasions au début de 1996, et une fois au début de 1997 ».

II. 1995: premières rencontres sexuelles

MONICA Lewinsky a commencé à travailler pour la Maison Blanche comme stagiaire du bureau du personnel en juillet 1995. Au cours des cérémonies publiques de la Maison Blanche, elle échangea des regards avec le président. Pendant la grève de l'administration en novembre 1995, le président l'invita dans son bureau privé, où ils s'embrassèrent. Plus tard dans la soirée, ils eurent un échange sexuel plus intime, puis un autre deux jours plus tard et un troisième le soir de la Saint-Sylvestre.

Monica Lewinsky a travaillé à la Maison Blanche d'abord comme stagiaire, puis comme employée de juillet 1995 à avril 1996. (...) Elle et le président commencèrent ce qu'elle appelle « un flirt intensif » dans le mois où elle commença son travail à la Maison Blanche. (...) A l'automne 1995, une impasse budgétaire obligea le gouvernement fédéral à fermer pour une semaine, du mardi 14 novembre au lundi 20 novembre. Seuls quelques 90 employés sur les 430 de l'effectif de la Maison Blanche continuèrent à travailler. Les stagiaires non payés, dont nuclent leur travail furent chargés de nombreuses tâches supplémentaires. Pendant cette période, M. Lewinsky travaillait dans le bureau du chef de personnel, M. Paretta, où elle répondait au téléphone et servait de « garçon

« Les relations sexuelles entre M. Clinton et M. Lewinsky ont été documentées par le rapport Starr »

LE RAPPORT STARR

2. le témoignage de Monica Lewinsky

Monica Lewinsky a témoigné sous serment devant le grand jury que, à partir de novembre 1995, alors âgée de vingt-deux ans, stagiaire à la Maison Blanche, elle a entretenu une longue relation avec le président, comportant une activité sexuelle importante. Elle a témoigné dans le détail des moments, des dates et de la nature de dix rencontres sexuelles impliquant un certain contact physique. (...) Les dix épisodes sont rapportés ici parce qu'ils sont nécessaires pour déterminer si le président a menti sous serment, à la fois lors de sa déposition au procès, au cours de laquelle il a nié toute relation sexuelle, et lors de son témoignage devant le grand jury, où il a reconnu un « contact intime qui n'était pas convenable », mais ni tout contact sexuel avec les seuls ou les parties génitales de M. Lewinsky. En basant ce qui suit, gardons à l'esprit les déclarations sous serment du président.

Malheureusement, la nature de ces déclarations exige que la preuve du contraire soit présentée dans le détail. Si le président, lors de sa déposition devant le grand jury, avait reconnu l'activité sexuelle relatée par M. Lewinsky et admis avoir menti sous serment dans sa déposition au procès, ces descriptions minutieuses seraient superflues.

En fait, nous nous sommes abstenus d'interroger M. Lewinsky sous serment sur ces détails jusqu'à ce que le témoignage du président, le 17 août, rende nécessaires ces questions. Mais étant donné (1) les déclarations du président (2), ses affirmations répétées que sa déposition au procès était juridiquement exacte selon les termes et les définitions utilisées, et (3) son refus de répondre aux questions sur le sujet, ces détails sont détaillés. Ils donnent sa crédibilité au témoignage de M. Lewinsky et le corroborent. Ils démontrent aussi avec clarté que le président a menti sous serment à la fois dans sa déposition et devant le grand jury fédéral. Il existe des informations importantes et plausibles selon lesquelles les mensonges du président sur ses relations avec M. Lewinsky sont nombreux et relèvent du calcul. (...)

Si M. Lewinsky, la troisième rencontre sexuelle entre elle et le président a eu lieu pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, (...) le président lui offrit une « limonade » qu'il lui offrit. (...) M. Lewinsky a répondu : « J'avais mon idée ». Cette fois, les limites étaient étendues.

Selon M. Lewinsky, les « s'embrassèrent ». Elle déboutonna sa veste. Ou elle défit son soutien-gorge, ou c'est lui qui le souleva ; et il lui toucha les seins avec ses mains et sa bouche. Elle a déclaré, que pendant qu'il était au téléphone, « il a mis ses mains dans mon slip pour stimuler manuellement mes parties génitales ». Le président était toujours au téléphone, avec un membre du Congrès ou un Sénateur, elle pratiqua sur lui une relation. Après lundi 20 novembre, Seuls quelques 90 employés sur les 430 de l'effectif de la Maison Blanche continuèrent à travailler. Les stagiaires non payés, dont nuclent leur travail furent chargés de nombreuses tâches supplémentaires. Pendant cette période, M. Lewinsky travaillait dans le bureau du chef de personnel, M. Paretta, où elle répondait au téléphone et servait de « garçon

LE RAPPORT STARR

gères concernant la relation sexuelle. Pour qu'une de ces cinq déclarations, le président choisit une défense similaire : il déclare que les termes utilisés dans sa déposition de Jones pour couvrir une activité sexuelle ne correspondent pas à l'activité sexuelle à laquelle il est lié avec M. Lewinsky. Pour les autres déclarations mensongères, il nie les faits ; il remet en cause le récit de M. Lewinsky stipulant qu'il aurait touché ses seins ou son sexe au cours d'activités sexuelles.

Les déclarations du président, sémiotiques et factuelles, ne résistent pas à l'examen. Ses déclarations concernant son interprétation d'une « relation sexuelle » sont contredites par le fait que son avocat lui-même, quelques jours auparavant au cours de la même déposition, reconnaît l'expression « relation sexuelle » à des « relations sexuelles en tous genres, quelles que soient la forme et la manière adoptées ». (...)

Si le Président, lors de sa comparution devant le grand jury, avait reconnu l'activité sexuelle relatée par M. Lewinsky et admis avoir menti sous serment dans sa déposition au procès, ces descriptions minutieuses seraient superflues.

En fait, nous nous sommes abstenus d'interroger M. Lewinsky sous serment sur ces détails jusqu'à ce que le témoignage du président, le 17 août, rende nécessaires ces questions. Mais étant donné (1) les déclarations du président (2), ses affirmations répétées que sa déposition au procès était juridiquement exacte selon les termes et les définitions utilisées, et (3) son refus de répondre aux questions sur le sujet, ces détails sont détaillés. Ils donnent sa crédibilité au témoignage de M. Lewinsky et le corroborent. Ils démontrent aussi avec clarté que le président a menti sous serment à la fois dans sa déposition et devant le grand jury fédéral. Il existe des informations importantes et plausibles selon lesquelles les mensonges du président sur ses relations avec M. Lewinsky sont nombreux et relèvent du calcul. (...)

Si M. Lewinsky, la troisième rencontre sexuelle entre elle et le président a eu lieu pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, (...) le président lui offrit une « limonade » qu'il lui offrit. (...) M. Lewinsky a répondu : « J'avais mon idée ». Cette fois, les limites étaient étendues.

Selon M. Lewinsky, les « s'embrassèrent ». Elle déboutonna sa veste. Ou elle défit son soutien-gorge, ou c'est lui qui le souleva ; et il lui toucha les seins avec ses mains et sa bouche. Elle a déclaré, que pendant qu'il était au téléphone, « il a mis ses mains dans mon slip pour stimuler manuellement mes parties génitales ». Le président était toujours au téléphone, avec un membre du Congrès ou un Sénateur, elle pratiqua sur lui une relation. Après lundi 20 novembre, Seuls quelques 90 employés sur les 430 de l'effectif de la Maison Blanche continuèrent à travailler. Les stagiaires non payés, dont nuclent leur travail furent chargés de nombreuses tâches supplémentaires. Pendant cette période, M. Lewinsky travaillait dans le bureau du chef de personnel, M. Paretta, où elle répondait au téléphone et servait de « garçon

LE RAPPORT STARR

président déclare qu'au cours d'une relation, il ne s'engageait dans aucun contact et n'en provoquait aucun avec les parties génitales, l'anus, l'aine, les seins. Intérieur des cuisses ou les fesses d'« une personne » parce qu'en réalité « une personne » signifiait « une autre personne ». (...) D'après l'interprétation qui a inspiré la déposition du président, si au cours d'une relation l'une des personnes est engagée dans des relations sexuelles, l'autre ne l'est pas. (...) Comme il a été dit auparavant, M. Lewinsky a affirmé de façon crédible que le président avait, à neuf occasions touché et embrassé ses seins nus, et qu'à quatre reprises il avait stimulé ses parties génitales. (...) Un fl-ciel supprimé dans l'ordinateur personnel de M. Lewinsky l'ordonnateur personnel un brouillon de lettre adressé au président qui se référait explicitement à un contact direct avec ses parties génitales. Ce brouillon de lettre corrobore le témoignage de M. Lewinsky.

A partir de ces éléments et en considérant les différentes réponses du président, nous avons saisi des éléments d'information crédibles et circonstanciés visant à prouver que le président a menti à propos de sa relation avec M. Lewinsky. Il a donc qu'il était sous serment dans sa déposition civile et sa réponse au questionnaire où il niait avoir eu une relation sexuelle, une avouée sexuelle ou des relations sexuelles avec M. Lewinsky.

Deuxième motif

Au cours de sa déposition devant le grand jury de la cité, le président a menti sous serment à trois reprises. Il a déclaré qu'il n'avait pas de relations avec M. Lewinsky. (...) Si l'on examine ces termes définissant l'activité sexuelle, cette déposition n'est pas crédible. (...) En tout état de cause, même si on ne tient pas compte de sa déposition, s'appuyant sur des définitions, le président a fait une fautive déclaration mensongère devant le grand jury. Sa déposition contredit le témoignage de M. Lewinsky sur la question de savoir si le président touchait les seins ou les parties génitales de M. Lewinsky au cours de leurs activités sexuelles. (...) Si l'on examine bien les faits, ils parlent d'eux-mêmes. Le président a menti au grand jury. (...)

Un fichier relatif de l'ordinateur personnel de M. Lewinsky contenait un brouillon de lettre adressée à son supérieur, le président, dans lequel il lui déclarait sa relation sexuelle. Le brouillon contenait des phrases explicites comme « regarder la bouche sur mes seins » et se réfère implicitement à un contact direct avec les parties génitales de M. Lewinsky. Ce brouillon de lettre confirmait la déposition de M. Lewinsky et indiquait que la relation sexuelle avait eu lieu. (...) Comme l'a déclaré M. Lewinsky, cela suggère qu'elle et le président avaient passé « un certain temps de service professionnel, j'ai travaillé dans des relations et notre relation se serait terminée à cela ». Mais comme le prouve ce document et les descriptions qui précèdent, la nature de leurs relations, relation sexuelle intime, était bien au-delà. (...)

MARCA LEWIS



M. Le fils de Monica Lewinsky est très lié avec sa fille, avec qui elle occupe en apparence à Washington, dans l'immeuble du White House sur le Potomac. Les bandes enregistrées par Linda Tripp indiquent clairement que Monica a confié à sa mère les détails de sa relation avec Bill Clinton.

Conquise pour témoigner devant le grand jury en février dernier, Monica Lewinsky donna le spectacle d'une femme en larmes et épuisée. Cette image forte renforce la cause de ceux qui croient en son innocence. L'enthousiasme du procureur Starr.

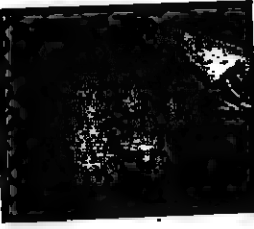


WALTER KAYE

Cet homme influent d'New York, aujourd'hui à la retraite, a reconnu à la Maison Blanche de perdre pour acquiescer à certain jeune femme du nom de Monica Lewinsky. Walter Kaye était très proche de la mère de Monica, Marcia Lewis. Il a participé financièrement aux campagnes électorales de Bill Clinton et comme cela bien d'autres. (...) Si l'on examine bien les faits, ils parlent d'eux-mêmes. Le président a menti au grand jury. (...)

■ Personne n'aurait pensé qu'un agent du service de protection présidentielle puisse jamais être appelé à témoigner sur les faits et gestes du chef de l'exécutif. Larry Cockell est le premier à avoir tenu ce rôle dans la saga américaine, pendant une heure, le 17 juillet 1998.

Vétéran du Vietnam (forces spéciales), âgé de quarante-sept ans, il s'est retrouvé en détachement privé puis a servi dans la garde de Ronald Reagan et George Bush. Monica Lewinsky avait quitté la Maison Blanche depuis deux mois quand Cockell y fit son entrée, chargé de la sécurité de Clinton. Son témoignage a constitué un tournant dans l'investigation de Kenneth Starr.



■ Un des deux principaux avocats de Monica Lewinsky depuis le mois de juin. C'est un maître du barreau, vétéran américain. Il a d'ailleurs écrit plusieurs traités sur le sujet. Il connaît toutes les ficelles des procès, très fréquents outre-Atlantique, pour harcèlement sexuel. Il a défendu la cause de Bob Fackel, le sénateur républicain de l'Oregon, contre le secrétaire à la Justice Edwin Meese, soupçonné d'avoir tenté d'étouffer la scandale de l'arrestation à l'époque où Ronald Reagan était président. Ses connaissances en matière d'interrogatoire présidentiel remontent à l'époque où Jacob Stein était membre de la défense dans les enquêtes sur le scandale du Watergate en 1974.

Onze motifs d'« impeachment »

Le bureau du procureur indépendant a communiqué ici des informations importantes et plausibles selon lesquelles le président Clinton a fait obstacle à la justice dans l'affaire de harcèlement sexuel Jones-Clinton en mentant sous serment et en dissimulant la preuve de sa relation avec une jeune secrétaire employée à la Maison Blanche, Monica Lewinsky. Après la mise en œuvre d'une enquête fédérale sur les actions du président en janvier 1998, ce dernier a menti sous serment devant le grand jury et a fait obstacle à la justice lors de l'examen par ce grand jury.

Il existe aussi des informations importantes et plausibles selon lesquelles les actions du président concernant Monica Lewinsky constituent un abus d'autorité incompatible avec le devoir qu'a le président, de par la Constitution, de respecter fidèlement les lois.

Il existe des informations importantes et crédibles étayant les onze motifs possibles d'une procédure de mise en accusation pouvant conduire à la destitution (impeachment) :

1. Le président Clinton a menti sous serment au cours de l'action civile qu'il a né une liaison sexuelle, une relation sexuelle ou des rapports sexuels avec Monica Lewinsky.
2. Il a menti sous serment devant le grand jury sur sa relation sexuelle avec Monica Lewinsky.
3. Afin d'appuyer sa déclaration mensongère concernant sa relation sexuelle, le président a fait mentir sous serment dans sa déposition sur le fait de s'être trouvé seul avec Monica Lewinsky et sur les nombreux cadeaux échangés entre Monica Lewinsky et lui.
4. Il a menti sous serment dans sa déposition à propos des discussions qu'il a eues avec Monica Lewinsky au sujet de cette dernière dans l'affaire Jones.
5. Au cours du procès Jones, le président a fait obstacle à la justice et s'est entenu avec Monica Lewinsky pour dissimuler ensemble la vérité à la justice et les deux ont soutenu à la justice les conclusions de la présentation.
6. Au cours de l'affaire Jones, le président a fait obstacle à la justice et s'est entenu avec Monica Lewinsky pour dissimuler ensemble la réalité de leur relation de la manière suivante : (1) le président et Monica Lewinsky se sont entendus pour mentir sous serment dans l'affaire Jones sur leur relation sexuelle ; (2) le président a suggéré à Monica Lewinsky de préparer une déclaration écrite sous serment qui, dans l'intérêt du président, mentirait son témoignage sous serment et pourrait être interrogé sur leur l'un et l'autre d'être interrogés sur leur relation sexuelle ; (3) Monica Lewinsky a rédigé et signé ce faux témoignage ; (4) le président a utilisé ce faux témoignage écrit lors de sa déposition, afin de tenter d'éviter les questions sur Monica Lewinsky et (5) cette tentative d'éviter la vérité a menti sous serment lors de sa déposition au procès sur sa relation sexuelle avec Monica Lewinsky.
7. Le président Clinton s'est efforcé de faire obstacle à la justice en aidant

de Monica Lewinsky à obtenir un emploi à New York à l'époque où elle aurait été pour lui un témoin à charge si elle avait dit la vérité dans l'affaire Jones.

8. Il a menti sous serment dans sa déposition à propos de ses discussions avec Vernon Jordan sur l'implication de Monica Lewinsky dans l'affaire Jones.

9. Il a cherché à influencer de façon abusive le témoignage de sa secrétaire personnelle, Betty Currie, dans les jours précédant sa déposition.

10. Il s'est efforcé de faire obstacle à la justice au cours de l'examen du grand jury en refusant de témoigner pendant sept mois et en mentant aux conseillers de la Maison Blanche, sachant qu'ils rendraient ses fausses déclarations devant le grand jury - trompant ainsi le grand jury et entravant son action.

11. Le président Clinton a abusé de l'autorité qu'il donne la Constitution en (1) mentant à l'opinion publique et au Congrès en janvier 1998 sur sa relation avec Monica Lewinsky ; (2) promettant à l'époque de coopérer pleinement à l'enquête du grand jury ; (3) refusant ensuite de répondre à six convocations à témoigner de son plein gré devant le grand jury ; (4) invoquant le privilège de l'exécutif ; (5) mentant devant le grand jury en août 1998 ; et (6) mentant de nouveau à l'opinion publique et au Congrès le 17 août 1998 - tout cela dans le but d'entraver, d'empêcher et de détourner une éventuelle demande d'informations du Congrès des États-Unis. (..)

La preuve que le président Clinton a menti sous serment dans l'affaire civile

1. Les déclarations sous serment du président Clinton concernant Monica Lewinsky.

Lors de la communication des pièces du dossier à l'audience, les avocats de Paula Jones ont soumis au président des questions écrites. L'un d'eux demandait :

« Veuillez indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de chacune des employées fédérales avec lesquelles vous avez eu des rapports sexuels au cours de votre présidence ».

Le questionnaire ne définissait pas le terme de « rapports sexuels ». Le juge Wright a invité au président l'ordre de répondre à ces questions, et, le 23 décembre 1997, faisant un faux serment, le président Clinton a répondu : « Il n'y en a pas eu ».

Le 17 janvier 1998, lors de la déposition du président, les avocats de Paula Jones lui ont posé des questions précises concernant une éventuelle activité sexuelle avec Monica Lewinsky. Les avocats ont, dans leurs questions, utilisé divers termes, dont ceux de « liaison sexuelle », de « relation sexuelle » et de « rapports sexuels » et de « relation sexuelle ».

Cela est absolument vrai.

nombre de questions : « Avez-vous eu une relation extra-conjugale avec Monica Lewinsky ? »

Non.

Si Monica Lewinsky disait avoir eu une relation sexuelle avec vous dès novembre 1995, serriez-vous un menteur ?

Ce n'est certainement pas la vérité.

J'ai utilisé, je vois, le terme de « liaison sexuelle ». Ah, que tout soit clair, avec-vous jamais eu des rapports sexuels avec Monica Lewinsky ?

Non.

Le questionnaire ne définissait pas le terme de « rapports sexuels ». Le juge Wright a invité au président l'ordre de répondre à ces questions, et, le 23 décembre 1997, faisant un faux serment, le président Clinton a répondu : « Il n'y en a pas eu ».

(...) Elle se souvient que ce jour-là le président l'a appelée à son appartement au Watergate. Au ton de sa voix, elle a compris que quelque chose allait mal. Elle a proposé de venir le voir, mais il a dit qu'il ne savait pas pour combien de temps il serait là. Monica Lewinsky est allée à la Maison Blanche, puis s'est rendue au Bureau ovale entre midi et 14 heures. Le président lui a dit que leur relation intime le gênait et qu'il fallait y mettre un terme. Monica Lewinsky était invitée à continuer ses visites, mais seulement en amie.

Après la rupture du 19 février 1996, selon Monica Lewinsky « une sorte de litige » continué. Jusqu'à nous nous voyions ».

Monica Lewinsky a déclaré que, le vendredi 29 mars 1996, elle marchait dans un couloir lorsqu'elle a croisé le président, qui portait la première cravate qu'elle lui avait offerte. Elle lui a demandé où il avait eu cette cravate, et il a répondu : « Une fille de goût me l'a donnée. »

Le dimanche 31 mars 1996, selon Monica Lewinsky, le président l'a appelée à son bureau et lui a suggéré de venir au Bureau ovale sous prétexte de lui apporter des papiers. Elle s'est rendue au Bureau ovale et a été introduite par un agent des services de sécurité en civil. Dans la chemise, il y avait un cadeau pour le président, une cravate Hugo Boss.

Dans le couloir du cabinet, le président et Monica Lewinsky se sont embrassés. A cette occasion, selon Monica Lewinsky, « il s'est concentré sur moi de façon très chahive », embrassant sa poitrine nue et caressant ses parties génitales. A un moment, le président a introduit un doigt dans le vagin de Monica Lewinsky, puis l'a mis dans sa bouche et a dit « Ça a bon goût ».

Selon Monica Lewinsky, le président l'a appelée à son bureau et ils ont planifié leur rendez-vous. Sur une suggestion qu'elle a faite, ils se sont rencontrés par hasard dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».

13. selon Monica Lewinsky, ils se sont rencontrés. Elle portait une robe longue, brésilienne, et Monica Lewinsky, le président, a dit qu'il était très attiré par elle. Monica Lewinsky a dit qu'elle était très attirée par le président. Ils se sont rencontrés dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».

14. selon Monica Lewinsky, ils se sont rencontrés. Elle portait une robe longue, brésilienne, et Monica Lewinsky, le président, a dit qu'il était très attiré par elle. Monica Lewinsky a dit qu'elle était très attirée par le président. Ils se sont rencontrés dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».

IV. Avril 1996 : Monica Lewinsky est mutée au Pentagone

Les employés de la Maison Blanche et des services de sécurité ont fait des remarques au sujet des visites fréquentes de Monica Lewinsky dans l'aile Ouest, une admine du chef du personnel a ordonné le transfert de Monica Lewinsky de la Maison Blanche au Pentagone. Le 7 avril - le dimanche de Pâques - Monica Lewinsky a annoncé son transfert au président. Il lui a promis de se revoir après les élections, et il a eu un rapport sexuel.

Les visites de Monica Lewinsky aux alentours du Bureau ovale ne sont pas passées inaperçues. En fait, que ces visites fréquentes étaient « gênantes », un officier des services de sécurité s'est plaint auprès d'Evelyn Lieberman, chef-adjointe du personnel. En décembre 1995, selon Monica Lewinsky, M. Lieberman lui a reproché de se trouver dans l'aile Ouest et lui a dit que les stagiaires n'étaient pas autorisés aux environs du Bureau ovale. Monica Lewinsky, qui venait de commencer son travail au bureau des affaires législatives, a répondu qu'elle n'était plus stagiaire. Après avoir exprimé sa surprise, Monica Lewinsky a dit qu'elle avait eu un rapport sexuel avec quelqu'un d'autre.

Le président Clinton et Monica Lewinsky ont eu des relations sexuelles.

Après la rupture du 19 février 1996, selon Monica Lewinsky « une sorte de litige » continué. Jusqu'à nous nous voyions ».

Monica Lewinsky a déclaré que, le vendredi 29 mars 1996, elle marchait dans un couloir lorsqu'elle a croisé le président, qui portait la première cravate qu'elle lui avait offerte. Elle lui a demandé où il avait eu cette cravate, et il a répondu : « Une fille de goût me l'a donnée. »

Le dimanche 31 mars 1996, selon Monica Lewinsky, le président l'a appelée à son bureau et lui a suggéré de venir au Bureau ovale sous prétexte de lui apporter des papiers. Elle s'est rendue au Bureau ovale et a été introduite par un agent des services de sécurité en civil. Dans la chemise, il y avait un cadeau pour le président, une cravate Hugo Boss.

Dans le couloir du cabinet, le président et Monica Lewinsky se sont embrassés. A cette occasion, selon Monica Lewinsky, « il s'est concentré sur moi de façon très chahive », embrassant sa poitrine nue et caressant ses parties génitales. A un moment, le président a introduit un doigt dans le vagin de Monica Lewinsky, puis l'a mis dans sa bouche et a dit « Ça a bon goût ».

13. selon Monica Lewinsky, ils se sont rencontrés. Elle portait une robe longue, brésilienne, et Monica Lewinsky, le président, a dit qu'il était très attiré par elle. Monica Lewinsky a dit qu'elle était très attirée par le président. Ils se sont rencontrés dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».

14. selon Monica Lewinsky, ils se sont rencontrés. Elle portait une robe longue, brésilienne, et Monica Lewinsky, le président, a dit qu'il était très attiré par elle. Monica Lewinsky a dit qu'elle était très attirée par le président. Ils se sont rencontrés dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».

15. selon Monica Lewinsky, ils se sont rencontrés. Elle portait une robe longue, brésilienne, et Monica Lewinsky, le président, a dit qu'il était très attiré par elle. Monica Lewinsky a dit qu'elle était très attirée par le président. Ils se sont rencontrés dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».



■ Président le candidat démocrate de Bill Clinton en 1992, une bonne connaissance de Clinton. Genieflores a déclaré dans un livre, le 30 mars 1998, que Monica Lewinsky était la maîtresse de Bill Clinton depuis deux ans et qu'elle avait eu des relations sexuelles avec lui. Il a déclaré qu'il avait eu des relations sexuelles avec Monica Lewinsky pendant deux ans, mais qu'il ne savait pas pour combien de temps il serait là. Monica Lewinsky est allée à la Maison Blanche, puis s'est rendue au Bureau ovale entre midi et 14 heures. Le président lui a dit que leur relation intime le gênait et qu'il fallait y mettre un terme. Monica Lewinsky était invitée à continuer ses visites, mais seulement en amie.

Après la rupture du 19 février 1996, selon Monica Lewinsky « une sorte de litige » continué. Jusqu'à nous nous voyions ».

Monica Lewinsky a déclaré que, le vendredi 29 mars 1996, elle marchait dans un couloir lorsqu'elle a croisé le président, qui portait la première cravate qu'elle lui avait offerte. Elle lui a demandé où il avait eu cette cravate, et il a répondu : « Une fille de goût me l'a donnée. »

Le dimanche 31 mars 1996, selon Monica Lewinsky, le président l'a appelée à son bureau et lui a suggéré de venir au Bureau ovale sous prétexte de lui apporter des papiers. Elle s'est rendue au Bureau ovale et a été introduite par un agent des services de sécurité en civil. Dans la chemise, il y avait un cadeau pour le président, une cravate Hugo Boss.

Dans le couloir du cabinet, le président et Monica Lewinsky se sont embrassés. A cette occasion, selon Monica Lewinsky, « il s'est concentré sur moi de façon très chahive », embrassant sa poitrine nue et caressant ses parties génitales. A un moment, le président a introduit un doigt dans le vagin de Monica Lewinsky, puis l'a mis dans sa bouche et a dit « Ça a bon goût ».



■ Ancienne amie de Bill et Hillary Clinton, Kathleen Willey a rapporté au président des informations sur les relations sexuelles de Monica Lewinsky avec le président. Elle a déclaré qu'elle avait eu des relations sexuelles avec Monica Lewinsky pendant deux ans, mais qu'elle ne savait pas pour combien de temps elle serait là. Monica Lewinsky est allée à la Maison Blanche, puis s'est rendue au Bureau ovale entre midi et 14 heures. Le président lui a dit que leur relation intime le gênait et qu'il fallait y mettre un terme. Monica Lewinsky était invitée à continuer ses visites, mais seulement en amie.

Après la rupture du 19 février 1996, selon Monica Lewinsky « une sorte de litige » continué. Jusqu'à nous nous voyions ».

Monica Lewinsky a déclaré que, le vendredi 29 mars 1996, elle marchait dans un couloir lorsqu'elle a croisé le président, qui portait la première cravate qu'elle lui avait offerte. Elle lui a demandé où il avait eu cette cravate, et il a répondu : « Une fille de goût me l'a donnée. »

Le dimanche 31 mars 1996, selon Monica Lewinsky, le président l'a appelée à son bureau et lui a suggéré de venir au Bureau ovale sous prétexte de lui apporter des papiers. Elle s'est rendue au Bureau ovale et a été introduite par un agent des services de sécurité en civil. Dans la chemise, il y avait un cadeau pour le président, une cravate Hugo Boss.

Dans le couloir du cabinet, le président et Monica Lewinsky se sont embrassés. A cette occasion, selon Monica Lewinsky, « il s'est concentré sur moi de façon très chahive », embrassant sa poitrine nue et caressant ses parties génitales. A un moment, le président a introduit un doigt dans le vagin de Monica Lewinsky, puis l'a mis dans sa bouche et a dit « Ça a bon goût ».

16. selon Monica Lewinsky, ils se sont rencontrés. Elle portait une robe longue, brésilienne, et Monica Lewinsky, le président, a dit qu'il était très attiré par elle. Monica Lewinsky a dit qu'elle était très attirée par le président. Ils se sont rencontrés dans le couloir, « parce que lorsque c'était accidentel, ça marchait vraiment bien ».



MATT DRUDGE

MATT DRUDGE

Le 17 janvier 1998, Matt Drudge, le rédacteur en chef du Drudge Report, une publication que l'on trouve sur le Web (www.drudgereport.com), a été le premier à divulguer que le président Clinton avait eu une relation sexuelle avec une jeune femme, Monica Lewinsky, en 1995. Cette révélation a déclenché une tempête médiatique et politique.



VERNON JORDAN

Ami de plus de vingt ans de Bill Clinton, et de 52 ans, Vernon Jordan est considéré comme un puissant homme d'affaires et un proche du président Clinton. Il a été nommé à la tête de la Maison Blanche en 1993.

LE RAPPORT STARR

que M^{rs} Lewinsky ait été embauchée, M^{rs} Lieberman lui dit qu'elle avait dû la confondre avec quelqu'un d'autre. M^{rs} Lieberman a continué d'avoir des relations avec M^{rs} Lewinsky, qu'elle considérait être « ce que nous appelions un "cam-pion", toujours là où elle n'aurait pas dû être. » Selon M^{rs} Lewinsky, certains membres du personnel de la Maison Blanche avaient l'air de penser que c'était de sa faute si le président s'intéressait à elle : « Les gens se méfient, peut-être, de ses faiblesses et (...) ils ne voulaient pas penser qu'il pouvait être responsable de quoi que ce soit, donc tout devait être de sa faute (...). Les gens pensaient que je le trahissais ou le lui faisais des avances. »

En décembre 1997, Monica Lewinsky a écrit une lettre au président Clinton, dans laquelle elle se défendait et expliquait sa situation. Elle a déclaré qu'elle avait eu une relation avec le président Clinton, mais qu'elle ne voulait pas que cela devienne public. Elle a également déclaré qu'elle avait été victime de harcèlement de la part de certains membres du personnel de la Maison Blanche.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

LE RAPPORT STARR

dit que lundi serait mon dernier jour. Et (...) il a eu l'air vraiment contrarié et m'a plus ou moins demandé de lui raconter ce qui s'était passé. Alors je lui ai dit, et le président m'a pas écouté, il m'a dit : « Tu n'as rien à dire, va-t'en. »

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

LE RAPPORT STARR

montée de la frustration
X. Novembre 1997 :
Le mois de novembre ne fut pas un bon moment pour M^{rs} Lewinsky. Elle a été victime de harcèlement de la part de certains membres du personnel de la Maison Blanche.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

LE RAPPORT STARR

à maintenant :
la déposition et les suites
XIV. Du 17 janvier 1998
Après la déposition de M^{rs} Lewinsky, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

LE RAPPORT STARR

PAUL CACHIER
C'est après des études limitées à l'égard d'un conseiller en affaires publiques, Paul Cachier, que le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.



MICHAEL KANTOR

Le 16 janvier 1998, le président Clinton a annoncé qu'il avait nommé une commission d'enquête pour examiner les allégations de M^{rs} Lewinsky. La commission a été présidée par le juge Walter Whiteaker et comprenait des membres du Congrès et des membres du cabinet.

MICHAEL McCURRY



M. McCurry porte-parole de la Maison Blanche par Bill Clinton en janvier 1995. Michael McCurry, âgé de quarante-trois ans, a annoncé en juillet qu'il allait quitter ses fonctions. Durant huit mois, il a tenu le show le plus court du moment à Washington, répondant, impertinence, aux questions des journalistes dans la minuscule salle de presse de la Maison Blanche. Dans son registre -humier et dégoûté - Michael McCurry, le porte-parole du président Clinton, a été un virtuose.

BETTY CURRIE



Secrétaire personnelle du président, cette femme de cinquante ans est l'un des hommes les plus importants du pouvoir indépendant Kenneth Starr. C'est elle qui contrôle l'accès au président des Etats-Unis, elle a renoué Monica Lewinsky à de nombreuses reprises, lors de ses trente-sept visites à la Maison Blanche, alors qu'elle travaillait au Pentagone.

Betty Currie était également le contact de Monica Lewinsky avec Vernon Jordan, avocat et ami de Bill Clinton, qui s'est chargé de lui trouver un emploi après son départ de la Maison Blanche.

LE RAPPORT STARR

Les visites que M^{lle} Lewinsky a faites en 1997 à la Maison Blanche. D'après le trafic radio concernant les mouvements du président, plusieurs officiels ont observé que le président se rendait souvent dans le bureau Ovale, durant les minutes qui suivent l'entrée de M^{lle} Lewinsky dans l'enceinte, surtout pendant le week-end, et certains ont noté qu'il regagnait la Résidence peu de temps après son départ. « C'était-réglé comme du papier à musique », d'après un officier. Stupéfaction de la réputation du président, un autre officier a suggéré de mettre le nom de M^{lle} Lewinsky sur la liste des personnes qui n'étaient pas admises à la Maison Blanche. Un commandant a répondu que cela ne les regardait pas, que le président voyait qu'il voulait, et que de toute façon personne ne découvrait rien au sujet de M^{lle} Lewinsky.

Le 14 février 1997, le Washington Post a publié un « mot d'amour » que M^{lle} Lewinsky a fait paraître pour la Saint-Valentin.

Le 24 février, M^{lle} Lewinsky est venue à la Maison Blanche à propos du Pentagone. Elle est passée par le bureau de M^{lle} Currie. Celle-ci a transmis une note au président, la seule qui ait été remise par la Maison Blanche à la suite de l'assassinat du grand jury, et que M^{lle} Lewinsky est en ville. Voulez-vous que je l'appelle ? »

D'après M^{lle} Lewinsky, ce fut la première rencontre sexuelle entre elle et le président après environ onze mois. Dans le bureau, d'après M^{lle} Lewinsky, le président « a commencé à me dire quelque chose et moi, je l'ai harcelé pour qu'il m'embrasse, parce que... »

Le 14 février 1997, le Washington Post a publié un « mot d'amour » que M^{lle} Lewinsky a fait paraître pour la Saint-Valentin.

Le 24 février, M^{lle} Lewinsky est venue à la Maison Blanche à propos du Pentagone. Elle est passée par le bureau de M^{lle} Currie. Celle-ci a transmis une note au président, la seule qui ait été remise par la Maison Blanche à la suite de l'assassinat du grand jury, et que M^{lle} Lewinsky est en ville. Voulez-vous que je l'appelle ? »

LE RAPPORT STARR

L'impression que c'est incomplet, ça ne semble pas bien.

M^{lle} Lewinsky a déclaré sous serment qu'ils s'étaient détreints et qu'il avait dit qu'il ne voulait pas s'accoutumer à moi comme à une drogue, ni que moi je ne m'attache à lui. Ils se sont regardés pendant le week-end, et certains ont noté qu'il regagnait la Résidence peu de temps après son départ. « C'était-réglé comme du papier à musique », d'après un officier. Stupéfaction de la réputation du président, un autre officier a suggéré de mettre le nom de M^{lle} Lewinsky sur la liste des personnes qui n'étaient pas admises à la Maison Blanche. Un commandant a répondu que cela ne les regardait pas, que le président voyait qu'il voulait, et que de toute façon personne ne découvrait rien au sujet de M^{lle} Lewinsky.

Le 14 février 1997, le Washington Post a publié un « mot d'amour » que M^{lle} Lewinsky a fait paraître pour la Saint-Valentin.

Le 24 février, M^{lle} Lewinsky est venue à la Maison Blanche à propos du Pentagone. Elle est passée par le bureau de M^{lle} Currie. Celle-ci a transmis une note au président, la seule qui ait été remise par la Maison Blanche à la suite de l'assassinat du grand jury, et que M^{lle} Lewinsky est en ville. Voulez-vous que je l'appelle ? »

D'après M^{lle} Lewinsky, ce fut la première rencontre sexuelle entre elle et le président après environ onze mois. Dans le bureau, d'après M^{lle} Lewinsky, le président « a commencé à me dire quelque chose et moi, je l'ai harcelé pour qu'il m'embrasse, parce que... »

Le 14 février 1997, le Washington Post a publié un « mot d'amour » que M^{lle} Lewinsky a fait paraître pour la Saint-Valentin.

Le 24 février, M^{lle} Lewinsky est venue à la Maison Blanche à propos du Pentagone. Elle est passée par le bureau de M^{lle} Currie. Celle-ci a transmis une note au président, la seule qui ait été remise par la Maison Blanche à la suite de l'assassinat du grand jury, et que M^{lle} Lewinsky est en ville. Voulez-vous que je l'appelle ? »

LE RAPPORT STARR

meurtre éclat car c'était plus facile. Je ne portais pas de slip. Alors il m'a excitée avec sa main. » Selon M^{lle} Lewinsky : « Je voulais qu'il touche mon sexe avec le sien ». Ce qu'il fit, légèrement, sans pénétration. Plus M^{lle} Lewinsky lui a fait une félation jusqu'à ce qu'il ejacule.

D'après M^{lle} Lewinsky, ils ont eu une longue conversation ce jour-là. Il lui a dit qu'il soupçonnait une ambassade étrangère (il n'a pas précisé laquelle) d'avoir mis son téléphone sur écoute. Il a dit que si on lui posait des questions, elle devrait répondre qu'ils étaient de simples amis. Si quelqu'un évoquait l'amour au téléphone, elle devrait répondre qu'ils savaient que leurs appels étaient écoutés et que ce n'était qu'une plaisanterie.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

LE RAPPORT STARR

meurtre éclat car c'était plus facile. Je ne portais pas de slip. Alors il m'a excitée avec sa main. » Selon M^{lle} Lewinsky : « Je voulais qu'il touche mon sexe avec le sien ». Ce qu'il fit, légèrement, sans pénétration. Plus M^{lle} Lewinsky lui a fait une félation jusqu'à ce qu'il ejacule.

D'après M^{lle} Lewinsky, ils ont eu une longue conversation ce jour-là. Il lui a dit qu'il soupçonnait une ambassade étrangère (il n'a pas précisé laquelle) d'avoir mis son téléphone sur écoute. Il a dit que si on lui posait des questions, elle devrait répondre qu'ils étaient de simples amis. Si quelqu'un évoquait l'amour au téléphone, elle devrait répondre qu'ils savaient que leurs appels étaient écoutés et que ce n'était qu'une plaisanterie.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

LE RAPPORT STARR

meurtre éclat car c'était plus facile. Je ne portais pas de slip. Alors il m'a excitée avec sa main. » Selon M^{lle} Lewinsky : « Je voulais qu'il touche mon sexe avec le sien ». Ce qu'il fit, légèrement, sans pénétration. Plus M^{lle} Lewinsky lui a fait une félation jusqu'à ce qu'il ejacule.

D'après M^{lle} Lewinsky, ils ont eu une longue conversation ce jour-là. Il lui a dit qu'il soupçonnait une ambassade étrangère (il n'a pas précisé laquelle) d'avoir mis son téléphone sur écoute. Il a dit que si on lui posait des questions, elle devrait répondre qu'ils étaient de simples amis. Si quelqu'un évoquait l'amour au téléphone, elle devrait répondre qu'ils savaient que leurs appels étaient écoutés et que ce n'était qu'une plaisanterie.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

LE RAPPORT STARR

meurtre éclat car c'était plus facile. Je ne portais pas de slip. Alors il m'a excitée avec sa main. » Selon M^{lle} Lewinsky : « Je voulais qu'il touche mon sexe avec le sien ». Ce qu'il fit, légèrement, sans pénétration. Plus M^{lle} Lewinsky lui a fait une félation jusqu'à ce qu'il ejacule.

D'après M^{lle} Lewinsky, ils ont eu une longue conversation ce jour-là. Il lui a dit qu'il soupçonnait une ambassade étrangère (il n'a pas précisé laquelle) d'avoir mis son téléphone sur écoute. Il a dit que si on lui posait des questions, elle devrait répondre qu'ils étaient de simples amis. Si quelqu'un évoquait l'amour au téléphone, elle devrait répondre qu'ils savaient que leurs appels étaient écoutés et que ce n'était qu'une plaisanterie.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

LE RAPPORT STARR

meurtre éclat car c'était plus facile. Je ne portais pas de slip. Alors il m'a excitée avec sa main. » Selon M^{lle} Lewinsky : « Je voulais qu'il touche mon sexe avec le sien ». Ce qu'il fit, légèrement, sans pénétration. Plus M^{lle} Lewinsky lui a fait une félation jusqu'à ce qu'il ejacule.

D'après M^{lle} Lewinsky, ils ont eu une longue conversation ce jour-là. Il lui a dit qu'il soupçonnait une ambassade étrangère (il n'a pas précisé laquelle) d'avoir mis son téléphone sur écoute. Il a dit que si on lui posait des questions, elle devrait répondre qu'ils étaient de simples amis. Si quelqu'un évoquait l'amour au téléphone, elle devrait répondre qu'ils savaient que leurs appels étaient écoutés et que ce n'était qu'une plaisanterie.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

Le samedi 24 mai 1997, selon M^{lle} Lewinsky, le président mit fin à leur relation intime. M^{lle} Lewinsky était à la Maison Blanche ce jour-là, de 12 h 21 à 13 h 54. Le président était dans le bureau Ovale pendant presque tout ce temps, de 11 h 59 à 13 h 47.

M^{lle} Lewinsky reçut un appel téléphonique de M^{lle} Currie vers 11 heures ce jour-là. Pendant à venir à la Maison Blanche vers 13 heures. M^{lle} Lewinsky arriva coffrée d'un chapeau de paille avec l'épingle à chaque que le président lui avait offert. Elle lui rapporta des cadeaux, dont un puzzle et une chemise Banana Republic. Elle lui donna les cadeaux dans la salle à manger.

DAVID KENDALL



M^{lle} Kendall est le principal avocat personnel de Bill Clinton dans l'affaire Lewinsky. Agé de cinquante-trois ans, ex-juriste du cabinet Williams et Connolly et en charge des affaires du couple présidentiel depuis 1993. Après la publication du rapport Starr, David Kendall a accusé le procureur indépendant Whitford, « par des allégations vaines », d'être à l'origine de la campagne de dénigrement politique.



Il fondait que la libération du chef de la Maison Blanche avec Monica Lewinsky était « odieuse » mais que, s'agissant d'une affaire relevant de la loi pénale, il n'y a pas lieu d'engager une procédure de déviation. D'autres plus que le président à l'heure des reportages le jour précédant la publication du rapport « déviant par la loi ».

M^{lle} Kendall est le principal avocat personnel de Bill Clinton dans l'affaire Lewinsky. Agé de cinquante-trois ans, ex-juriste du cabinet Williams et Connolly et en charge des affaires du couple présidentiel depuis 1993. Après la publication du rapport Starr, David Kendall a accusé le procureur indépendant Whitford, « par des allégations vaines », d'être à l'origine de la campagne de dénigrement politique.

Le sens des mots

par Robert Solé

UN TITRE particulièrement accrocheur en première page du Monde, le 1^{er} septembre : « La messe dominicale fait-elle baisser la tension artérielle ? » Seul un « ventre » - cet article un peu décalé qui met chaque jour en valeur un sujet original ou inédit - pouvait se le permettre. On y apprendrait que, selon une enquête réalisée dans le sud des États-Unis, « la participation à la messe dominicale, la prière quotidienne ou encore la lecture régulière de la Bible » influenceraient de manière positive la mesure de la tension.

Des lecteurs se sont étonnés qu'on enfonçât des portes ouvertes. N'est-il pas évident, depuis des millénaires, que le recueillement ou la prière ont tendance à apaiser celui qui s'y livre ? Les conclusions très prudentes de l'enquête - et de l'article - finissent d'ailleurs par rendre ce « ventre » un peu creux.



LE MÉDIATEUR

D'autres lecteurs, plus mécontents, se sont demandé de quel l'on parlait. La population étudiée par l'enquête, précisait l'article, est « à large majorité protestante ». Or, dans le protestantisme, il n'y a pas de messe, mais un office, un culte ou un service religieux, qui n'est pas de même nature que la célébration catholique de l'eucharistie et n'en présente pas le même caractère d'obligation dominicale. En revanche, la lecture régulière de la Bible y est nécessaire.

Le communiqué des chercheurs américains, daté du 10 août, ne faisait pas état de messe dominicale mais de « participation à un office religieux au moins une fois par semaine ». Le Monde a donc mal traduit leur propos, avec un titre qui aggravait l'erreur. Il aurait dû publier un rectificatif et ne l'a pas fait.

Plus grave, deux jours plus tard, dans un article intitulé « Le Tchad et les sirènes pectolères » (Le Monde du 3 septembre), on lisait au détour d'une phrase cette étrange précision : les sudistes sont... « chrétiens ou protestants ». Là, ce n'est plus seulement avec agacement, mais colère et indignation, que des lecteurs ont réagi. Les protestants, trop souvent oubliés en France parce que minoritaires, trop souvent assimilés aux catholiques, finiraient-ils par ne plus être considérés comme chrétiens ?

Tous les lecteurs n'auront pas « rectifié leur mépris ». Comment se rattraper ? Les « erreurs dues à une mauvaise transmission » de nature, bien commodes, ne tiennent plus à l'heure de l'informatique. Dirait-on qu'une « erreur malencontreuse », selon la formule consacrée, « s'est glissée » dans un ordinateur et a échappé à toutes les relectures ?

Pour rester dans la religion - ou, plutôt, pour s'en écarter - acceptons aussi les protestations de lecteurs qui pratiquent l'espéranto et qui ont découvert, en lisant Le Monde du 8 août, qu'ils étaient « des adeptes » de cette langue. En français, comme sans doute en espéranto, les mots mal choisis peuvent faire mal.

AU COURRIER DES LECTEURS

Peut-on laisser s'exprimer librement ceux qui nient l'Holocauste ? Pour avoir défendu cette position dans Le Monde du 1^{er} septembre, le philosophe Noam Chomsky a suscité de vives réactions. Également dans le courrier : l'inquiétude des enseignants quant à leurs traitements, un dessin de



Plantu sur le coma du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le passé des Scouts de France, le Front national et le leadership de son président, enfin l'attitude de certains membres de l'équipe de France de football avant le match contre l'Islande.

RÉPONSE A NOAM CHOMSKY

L'entretien avec Noam Chomsky (Le Monde du 1^{er} septembre) montre à quel degré d'aveuglement partiel peut arriver un grand intellectuel dès lors qu'il applique au domaine historique et politique des cadres de pensée qui sont ceux d'une science spécialisée étrangère à ce domaine.

M. Chomsky croit que le négationnisme est une pensée. Il croit également, en scientifique qu'il est, que sur le marché global des idées, les meilleures (vraies et justes) finissent par l'emporter sur les moins bonnes (fausses et injustes), et qu'à vouloir réprimer les opinions absurdes, on leur donne une vigueur qu'elles n'auraient jamais eue sans cela.

Mais tout cela ne serait, selon nous, rien d'autre que la manifestation d'une ignorance radicale de la spécificité de la Shoah, laquelle tient au caractère propre de la fantasmagorie nazie. « L'antisémitisme total » du peuple juif devait, dans l'esprit de ses auteurs, rester à jamais ignoré, non seulement par l'élémentaire prudence (le crime caché), mais parce que, dans l'imaginaire antisémite de Hitler et de ses collaborateurs, le résultat (l'extermination) devait avoir un effet rétroactif en même temps que prospectif sur l'histoire tout entière (...).

On comprend dès lors que le négationnisme ne peut pas être une idée « comme une autre » - d'une part, parce qu'il n'est pas de l'ordre de l'idée, d'autre part, parce qu'il se constitue, dans son expression même, en complice de la solution finale. Les premiers négationnistes ont été les nazis eux-mêmes (...). C'est cela que M. Chomsky ne veut pas voir ou comprendre, que le négationnisme est la continuation de la solution finale et donc qu'il est légitime.

time, dans une démocratie, que le droit protège les citoyens contre semblable barbarie.

Christian Godin
La Varenne (Val-de-Marne)

LA DOULEUR ET LE TRAIT
Je tiens à vous faire part de la réprobation qu'a suscitée en moi le dessin de Plantu paru dans Le Monde du 5 septembre à propos de Jean-Pierre Chevènement.

Alors qu'un homme lutte contre la mort et que ses proches sont dans la douleur, Plantu, dont l'admiration inférieure le talent, aurait pu nous épargner cette manifestation d'un goût plus que douteux.

T. Navassardian
Londres

CARTON ROUGE POUR LES BLEUS

Choqués et déçus par Barthez, Zidane et Lizarazu pouffant de rire sans retenue en entendant la Marseillaise chantée par un islandais avant le match France-Islande. Comportement de potaches mal dégrossies. Sont-ils conscients d'avoir blessé beaucoup de gens, y compris leurs hôtes islandais ? Se croient-ils maintenant tout permis ? Pour la première fois, nous avons souhaité leur défaite. La justice a voulu que le boulet passe très près.

Marie-Claire Pavard
Nice (Alpes-Maritimes)

UN SEUL NUMÉRO

Avant appris dans vos colonnes que M. Le Pen avait déclaré le 28 août, à Toulon, que « il n'y a qu'un seul numéro au Front national, c'est le numéro un », me vient un doute. Faut-il comprendre par là qu'au FN tous les membres du parti sont des numéros un, à titre égal, et qu'ainsi cette organisation aurait réalisé le vieux rêve libertaire d'une société sans maître ni esclave ? Ou bien faut-il en dé-

duire que M. Le Pen, à l'instar des circuits électroniques, compte un système binaire et que, pour lui, face au numéro un, tous les autres membres du Front ne sont que des zéros ? Les militants frontistes, en tout cas, feraient bien de se renseigner : on bien leur président est une taupe anarcho-utopiste, et ils sont les diadèmes de la farce, ou bien c'est le Néron de son propre parti, et ils ne sont guère que de la farce à garnir le dinde.

Paul Castella
Bochetallée (Loire)

UNE AUGMENTATION À LA BAISSE

Si les bons comptes font les bons amis, les ministres de l'éducation nationale sont les meilleurs amis des enseignants.

En effet, nous allons apprendre dans quelque temps (au mois d'octobre) la nouvelle augmentation du salaire des fonctionnaires : environ 1,4 %. Il y a fort à parier qu'elle ne passera pas inaperçue !

Ce n'est pas comme le décret publié le 7 août au Journal officiel, annonçant une diminution de 16,9 % de la rémunération des heures supplémentaires des professeurs. Aucun effet d'annonce, discrétion garantie, ce qui se comprend fort bien.

Chaque professeur doit accepter 2 heures supplémentaires par semaine, pour « nécessité du service ». Il n'est pas possible de refuser. Comme il doit 18 heures devant les élèves, cela lui fait 18 + 2 = 20 heures. (Nous parlons du temps passé en présence des élèves et non du temps total de travail.) 2 heures sur 20 heures, c'est le dixième et baisser le dixième de 16,9 % (disons pour simplifier 16 %), cela revient à diminuer le salaire (mensuel) de 1,6 %. Me souvenez-vous ? C'est un peu plus que l'augmentation à venir deux mois plus tard de 1,4 %. Après le mois d'octobre, les salaires des pro-

fesseurs auront donc été augmentés d'environ - 0,2 %. Espérons que ce tour de passe-passe sera salutaire pour les finances de l'État, car nous sommes sûrs qu'il ne contribuera pas à améliorer les relations entre les enseignants et leur administration (...).

André Sauvageon
Seignosse (Landes)

MÉMOIRE SCOUTE

Permettez-moi de vous faire part des commentaires que m'inspire l'article de Roland-Pierre Fadingaux intitulé « Les petits soldats du scoutisme » (Le Monde du 2 septembre).

Les idées qui imprègnent les « associations scouts des courants religieux et ultracatholiques » ne sont guère une nouveauté pour le mouvement des Scouts de France. Au début des années 60 (j'avais quinze ou seize ans), j'appartenais à une troupe de scouts marins bretons dont le but affiché était de devenir « troupe raid », c'est-à-dire troupe « d'élite » grâce à une idéologie en tous points semblable à celle révélée par le naufrage de cet état (...). Nous réclions la « prière du parachutiste » et lisons avec ferveur les aventures ambiguës du prince Eric dans la collection « Signe de piste ». Jusqu'à quel point ces idées étaient présentes dans le mouvement des Scouts de France, je l'ignore, toujours est-il que je ne me souviens pas avoir eu le sentiment d'être une exception (...).

Je suis donc un peu étonné lorsque Philippe Da Costa, commissaire des Scouts de France, veut dénoncer « un système qui n'a de scout que la façade ». Son mouvement a sans doute évolué, mais son passé est bien celui que j'ai connu (...). Revendiquer aujourd'hui un label de respectabilité, permettant de séparer le bon grain de l'ivraie, ne me paraît pas possible sans un examen impartial et courageux d'un héritage inacceptable.

Eric Paul
Nice (Alpes-Maritimes)

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75241 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'enfer est américain

DANS un célèbre discours des années 60, quand l'Amérique semblait vouloir se libérer de ses préjugés, le leader noir Martin Luther King confiait avoir fait un rêve. Vendredi 11 septembre 1998, les États-Unis et le monde entier avec eux ont fait un cauchemar. Aux quatre coins de notre univers transformé, par la magie d'Internet, en place publique planétaire, nous sommes tous devenus voyeurs par la volonté du Congrès américain.

Les procédures légales d'une démocratie dont la puissance sans contrepois prétend mener le monde ont enfanté d'un monstre. Un rapport qui se contente de décrire par le menu la vie intime d'un homme, Bill Clinton, et d'une femme, Monica Lewinsky, est ainsi devenu un document historique, puisqu'il peut entraîner la destitution du président des États-Unis. Son contenu est digne de ces procès-verbaux de l'Inquisition qu'écrivaient les médiévistes, où dévotions et hérétiques se voyaient traqués jusqu'au tréfonds de leur âme. Mais nous sommes, tels des historiens de l'immédiat, contraints de le lire pour, justement, prouver son ignominie.

En quatre ans d'enquête, au coût faramineux, le procureur Starr n'aura donc trouvé que cela : le mensonge piteux d'un séducteur. Et de cela il fait un crime d'État, plusieurs même, passibles, en théorie, d'un mois en an d'incarcération. Inquisiteur en effet, disposant de moyens pratiquement illimités, brandissant devant les témoins réticents l'arme du parjure comme ses prédéces-

seurs usaient de la question, il ne s'embarrasse guère de juridisme. Sans respect du contradictoire, il tient pour acquis, au-delà de relations sexuelles désormais avouées par Bill Clinton, la seule version de Monica Lewinsky sur leur contexte, leur déroulement et leur nature.

Car il y a plus. En quoi importe-t-il, dans un rapport censé prouver que le président a menti sous serment, de préciser qu'il a éjaculé ou non, que M^{lle} Lewinsky a atteint l'orgasme par deux fois ou, encore, qu'un cigare a été utilisé dans un jeu érotique ? Ces détails, qu'il faut bien avoir sous les yeux pour prendre la mesure de cet enfer, ne sont pas anecdotiques : ils disent la vérité du procureur Starr. Cet homme-là ne veut pas seulement en abattre un autre ; il appelle de ses vœux un terrifiant ordre moral où le sexe ne cesse de voisiner avec le péché, où la relation sexuelle, même entre adultes consentants, est toujours un effroi.

Ce nouveau macabre, qui remplace la peur panique du communisme par la frayeur de la sexualité, ne saurait être considéré comme une curiosité américaine, simplement exotique pour notre culture latine. L'effet d'entraînement qu'ont les États-Unis sur le monde entier en fait une menace pour nous aussi. Déjà, l'inquisiteur Starr est le produit d'une histoire qui le précède : la promotion en dogme politique de valeurs dites morales et familiales sur lesquelles même Bill Clinton avait fondé en partie son second mandat. S'il a politiquement péché, c'est en jouant ce jeu-là qui est aujourd'hui devenu son piège, et son drame.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Frenay, Pierre-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Reynaud
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fauriol
Rédacteurs en chef :
Alain Fauriol, Edwy Plenel (Éditeur en chef)
Laurent Gaudier (Supplément et culture générale) / Michel Lhéry (Culture)
Eric Le Boucher (International) / Patrick Jacquot (Finances) / Franck Nouzeau (Société) / Claire Baudin (Entreprises)
Jacques Baudou (Économie) / Jacques Sauvageon (Culture) / Christian Masson (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Ansel
Métier : Hubert, Solé
Directeur exécutif : Eric Plé / Directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Rodat / Directeur des relations internationales : Daniel Verzet /
Portefeuille audiovisuel : Bernard Le Gennec
Conseil de surveillance : Alain Rodat, président ; Michel Nécroux, vice-président
Autres directeurs : Hubert Brune-Béty (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1962), André Laurens (1962-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)
Le Monde est fondé par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1794.
Capital social : 161 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Brune-Béty, Société anonyme des héritiers du Monde.
Le Monde Imprimeur : Le Monde Imprimeur, Le Monde Imprimeur.
Le Monde Presse, Élisabeth Press, Le Monde Préimpression, Claude Bernard Participation.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le général de Gaulle acclamé à Nice

DE THIÈVOLE à Saint-Laurent-du-Var, par Cannes, Antibes, Cagnes, le général de Gaulle avait rendu hommage le matin aux morts des deux guerres et aux anciens combattants. Après la visite au cimetière de la 1^{re} DFL à l'Es-carène, le général arrive en uniforme à 18 heures place Masséna à Nice et gravit le podium.

A quelque huit mètres du sol, sa silhouette se détache soudain sur un immense drapeau à croix de Lorraine. Salut rituel des deux bras. Large sourire. Les premiers mots établissent un contact direct avec la foule : « On dit : il va pleuvoir... Et il ne pleut pas ! » Une clameur enthousiaste lui répond - en arrondissant un peu les chiffres, l'orateur évaluera tout à l'heure à 100 000 le nombre de ses auditeurs - et, comme on crie de toutes parts : « De Gaulle ou pour l' », il enchaîne : « Au pou-

voir ? Mais vous voyez bien que nous y allons ! » Rires et applaudissements redoublent. Le général de Gaulle est devenu un excellent orateur. Tour à tour ironique ou indigné, il parle de « ces combinaisons ministérielles qui se succèdent les unes aux autres ».

« Les partis, affirme-t-il, conduisent la France vers l'anarchie, la banqueroute et la servitude. Obtenir des élections générales : voilà l'obstacle qu'il faut encore franchir. Nous en appelons au suffrage universel, et nous nous chargeons du reste. Nous n'aurons pas besoin ensuite de ces combinaisons... » Sa conclusion est saluée de nombreuses acclamations, et, suivant le général, la foule entonne La Marseillaise.

René Puisseuseau
(14 septembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-29-64-36

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-68-08-78

La fin des grands hommes ?

Suite de la première page

Ce constat s'étend aux leaders des différentes formations politiques. Georges Marchais avait beau n'être qu'une pâle copie de Maurice Thorez, son actuel héritier paraît, comparé à lui, bien plus gentil... et aussi plutôt insignifiant. Quant à la droite, les divers prétendants à sa direction ne rassemblent que de bien médiocres audiences.

Le phénomène paraît décidément quasi universel. Seuls émergent encore des ténors : Saddam Hussein, Milosevic ou, dernier en date, Laurent-Désiré (sic) Kabila. Mais ce sont manifestement des survivants, aux prises chez eux avec des situations assez dramatiques pour qu'on puisse être sûr qu'ils ne l'emportent pas en paradis.

Comment expliquer cette déperdition universelle de la vie politique ? La politique est devenue dans bien des cas la dernière des métiers. « Autrefois dans nos familles, nous disaient il y a déjà bien longtemps une vieille et très riche Américaine, quand on avait un fils très

doué, on lui disait : « travaille, et tu seras président des États-Unis ». Aujourd'hui, on lui dit de ne pas se mettre dans la tête l'idée de le devenir ».

Certes, il y a toujours dans la dévotion du pouvoir quelque chose de fascinant. Mais ce pouvoir, quand on entre à la Maison Blanche, on ne l'exerce, au maximum, que pour huit ans, le plus souvent pour quatre. Et il est extraordinairement limité, surtout lorsque, comme c'est le cas pour Bill Clinton, on fait face à l'hostilité de la majorité du Congrès, pour ne pas parler de celle de Wall Street, qui a facilement le dernier mot dans les affaires du pays. « Les gens s'imaginent en général que je peux tout, a-t-il confié récemment au président du Brésil, et l'idée que je peux 50 %. En réalité, je peux agir sur 5 % de ce qui me passe sous les yeux ».

UN MONDE PLUS COMPLEXE

Déjà, Georges Pompidou disait, lorsqu'il était président, que le plus difficile pour lui était de se tenir informé. Or, le monde est aujourd'hui infiniment plus complexe que de son temps. Aux États-Unis, depuis le Watergate, le titulaire du poste de président est en proie à la permanente curiosité des médias et, au-

delà, d'une opinion qui ne lui fait grâce de rien, les Américains ayant un peu trop tendance, en l'occurrence, à ignorer le sage appel de l'évangile : « Que celui qui n'a jamais péché me jette la première pierre ». Imaginent-ils pouvoir troquer pour les diriger quelqu'un qui n'aurait jamais péché ? Ignorent-ils que qui veut faire l'ange est condamné à faire la bête, à défaut d'être dévoré par les bêtes féroces qui hantent, en Amérique et partout, la jungle humaine ? Si l'on tient compte des risques encourus, y compris celui, non négligeable, de se faire assassiner, l'obligation qu'on se trouve nécessairement quel que jour de faire tuer, le stress, pour ne pas parler de l'ennui mortel de certaines discussions obligatoires, c'est cher payer l'orgueil de présider quelque temps aux destinées du peuple actuellement réputé le plus puissant du monde.

Désormais, le pouvoir des États se heurte, à l'intérieur, à celui de toutes sortes de groupes plus ou moins organisés, et à l'extérieur, comme on le voit en ce moment, non seulement aux actions offensives d'autres États, mais aux difficultés que ceux-ci connaissent, ou à des mouvements de capitaux échappant totalement à leur contrôle. Les exemples de la Russie,

où il existe, en la personne du général Lebed, au moins un candidat « homme fort », de la Malaisie, de la Thaïlande, du Congo « démocratique » et de bien d'autres sont là pour montrer les risques qui existent à laisser se perpétuer une anarchie par essence contagieuse. Les grands chantres du libéralisme économique sont les premiers à reconnaître aujourd'hui que l'on ne peut se passer d'États qui assument leur rôle.

Point n'est besoin pour cela de leaders « charismatiques » : beaucoup de ceux que ce siècle a portés au pouvoir étaient en fin de compte des fous et des criminels. Nécessaire, en revanche, paraît une sorte de nouveau contrat social, définissant clairement, sur la base du fameux principe de subsidiarité, la répartition des pouvoirs entre les instances mondiales, régionales, nationales et infra-étatiques, et garantissant à ceux qui les exercent un minimum de tranquillité d'esprit. Il reste à l'Europe de l'Ouest à s'organiser pour résister aux tempêtes qui, venues de Russie et d'Asie, risquent de la balayer, sans que l'Amérique, moralement et politiquement affaiblie, puisse grand-chose pour les surmonter.

André Fontaine

AUTOMOBILE Jean-Martin Folz, successeur, depuis octobre 1997, de Jacques Calvet à la présidence du directoire de PSA, a reçu les syndicats, vendredi 11 septembre, pour entamer

des négociations sur l'emploi et l'organisation du travail. ● QUATRE THÈMES seront abordés : la durée du travail, sa répartition sur l'année, la gestion des fins de carrière, l'emploi

et la formation. PSA, tout en approuvant l'accord récemment signé dans la métallurgie et en critiquant les 35 heures, entame une démarche susceptible d'être appréciée par les

syndicats – les premières réactions le montrent – et par le ministère du travail. ● AU-DELÀ DE LA TACTIQUE, M. Folz entend réorganiser le travail dès 1999 pour résoudre des pro-

blèmes structurels qui nuisent à la compétitivité de PSA. ● DANS LES ENTREPRISES SIGNATAIRES d'un accord Aubry, le pragmatisme semble l'emporter sur l'enthousiasme.

PSA ouvre des négociations sur l'emploi et le temps de travail

Le constructeur automobile, qui se démarque du patronat de la métallurgie, souhaite aboutir, début 1999, à un accord qui accroisse sa compétitivité. Le rajeunissement de la pyramide des âges et l'annualisation seront au cœur de la discussion

JEAN-MARTIN FOLZ, président du directoire de PSA, reste hostile à la réduction du temps de travail qui « handicape » les entreprises. Mais puisqu'il « il y a une loi, il faut voir si on peut la transformer en quelque chose de non désastreux pour l'entreprise ».

Après avoir signé, au premier semestre, trois accords importants avec les syndicats, l'homme qui a succédé à Jacques Calvet le 1^{er} octobre 1997 estime que « le moment paraît venu pour trouver la voie d'un accord sur un grand nombre de questions touchant la réduction du temps de travail, l'organisation du travail et l'emploi ». C'est pourquoi M. Folz a reçu, vendredi 11 septembre, les syndicats pour « fixer le cadre économique, social et commercial » de négociations qui « dépassent largement le cadre de l'accord UIMM ». Le 28 juillet, le patronat de la métallurgie (UIMM) avait signé un accord avec trois syndicats (FO, CFTC, CGC) qui permettait de contourner la loi Aubry en compensant les 35 heures par un recours massif aux heures supplémentaires.

Pour M. Folz, « la recherche d'un accord sur la seule réduction du

temps de travail ne peut se traduire que par une dégradation des coûts de production et donc une augmentation des prix de vente, une baisse de volume et donc une diminution de l'emploi ». Aux syndicats, il a expliqué que le marché automobile français et européen ne connaîtrait pas de forte croissance dans les années à venir et que les exportations seraient « sans doute en voie de relative décroissance ». D'autre part, le prix des véhicules baisse et les gains de productivité d'environ 8 % par an « continueront d'être nécessaires ». Sur le plan social, la pyramide des âges reste défavorable et l'industrie automobile « n'est pas capable d'offrir aux salariés les plus âgés suffisamment de postes acceptables pour eux ». Enfin, il faut « nécessairement adapter la production à la demande, car les ventes de voitures ont un caractère saisonnier et les stocks ne constituent pas une solution ».

La direction et les syndicats de PSA se rencontreront chaque semaine à partir du 25 septembre pour négocier « la durée du temps de travail, la répartition du temps de travail sur la semaine, le mois,

l'année (en particulier les dates de congé), voire sur des durées plus longues, la gestion des fins de carrière, l'emploi, le temps partiel, l'embauche et la formation ». Un bilan sera fait en décembre. Le souhait de la direction est d'aboutir à un accord-cadre suffisamment tôt pour réorganiser la production au printemps.

Deux ans après l'envoi par M. Calvet et Louis Schweitzer, PDG de Renault, d'une lettre à Alain Juppé, alors premier ministre, lui demandant d'accorder 40 000 départs en préretraite en échange de l'embauche de 14 000 jeunes, M. Folz constate l'échec de cette initiative et se lance dans des négociations d'entreprise. Bien qu'il s'en défende, la tactique

n'est pas absente de sa démarche. Cette négociation lui permet de se démarquer, dans ce domaine comme dans d'autres, de son prédécesseur, de redorer le blason social de PSA alors que Renault souffre toujours de « l'effet Villeurbanne » et de montrer sa bonne volonté au ministère de l'emploi qui, à un moment ou à un autre, sera sollicité pour cofinancer les préretraites.

CHÔMAGE TECHNIQUE

Mais l'enjeu est trop considérable pour n'y voir qu'un « coup médiatique ». M. Folz est convaincu que l'industrie automobile ne peut pas continuer à être à la fois le secteur qui emploie le plus d'intermittents – près de 20 % des effectifs ouvriers

au printemps – et fait le plus appel au chômage technique – trente-huit jours chez Citroën et quarante-trois jours chez Peugeot en 1997. De même, la fermeture des usines en août constitue un handicap. Cette année, le constructeur reconnaît n'avoir pas pu honorer « quelques milliers de commandes » en raison de l'importance de la demande au premier semestre et d'un engorgement chez les fournisseurs et dans les usines qui, à l'exception de Sochaux, recourent massivement aux heures supplémentaires. C'est pourquoi un échec de cette négociation serait considéré par M. Folz « comme un échec personnel ».

Les syndicats ont apparemment accueilli avec satisfaction cette nouvelle politique sociale : tout en esti-

mant qu'« il ne saurait être question de prendre comme référence l'accord de la métallurgie », la CGT (environ 33 % des voix) a rappelé sa volonté « d'aboutir à un accord qui prenne en compte l'emploi, le départ à la retraite à 55 ans et une réduction du temps de travail à la semaine avec des journées de 7 heures ». La CFDT (10 %) « se félicite de l'ouverture des négociations » et a estimé que le président du groupe « prenait enfin les problèmes par le bon bout ». Faut-il y voir un signe ? Force ouvrière, deuxième syndicat chez PSA (27 % des voix) et principal signataire de l'accord UIMM, est resté silencieux à l'issue de la rencontre avec M. Folz.

Frédéric Lemaître

Les « pionniers » font preuve de peu d'enthousiasme

matome et Pechiney Rhénalu, les directions locales qui ont signé un accord sur l'emploi jugent le sujet bien trop politique pour s'exprimer. A Paris, la direction de Framatome décidera au quatrième semestre si elle se lance dans une

négociation nationale et celle de Pechiney reste silencieuse.

Les entreprises de taille plus modeste sont un peu plus bavardes. « Le passage aux 35 heures nous sera imposé, alors autant décaler le problème et profiter des aides. En janvier 2000, avec le bug informatique et le passage à l'euro, les entreprises auront déjà suffisamment de questions à traiter », M. Fauveau, PDG de la lunetterie Julien, qui emploie 137 personnes en Franche-Comté, se montre résolu, mais soucieux aussi du bien-être de ses salariés. Il vient de mettre en place un accord réduisant et annualisant le temps de travail, avec maintien des salaires et création de huit emplois. « Les salariés voudraient réduire le temps de travail et moi, je voulais moduler les horaires ». La conscience des « problèmes liés au chômage » l'a aussi encouragé : « Un patron doit avoir une ambition sociale. Je veux créer autant d'emplois qu'il m'est possible de le faire ».

Les dirigeants de Schappe Technique, une entreprise vosgienne de filature de 203 salariés, en pleine expansion, sont moins philanthropes. Ils reconnaissent qu'ils attachent peu d'importance aux négociations de branche et que « sans les aides, on n'aurait pas anticipé la loi ».

Chez Mécatronie (Puy-de-Dôme), une entreprise de mécanique générale de 150 personnes, le passage aux 35 heures en moyenne a eu lieu dans le cadre d'un plan social. « Il fallait remettre les salariés et limiter les pertes d'emplois », explique Daniel Sanguine, le PDG. L'annualisation a permis d'améliorer la productivité, en introduisant plus de flexibilité et en augmentant le taux d'utilisation du matériel. Au départ, le syndicat présent, la CGT, n'a pas soutenu le projet : « La première partie de la négociation a été très dure, avec une grève de dix jours ». C'est le personnel cadre qui pose le plus de problèmes : « Leur culture est complètement bouleversée ». Après l'accord signé avec la

CGT, M. Sanguine reconnaît que « sans la loi Aubry, nous aurions certainement fait quelque chose de moins bien ».

M. Pitault, dirigeant de Pitault Berry, une société de commerce de boissons en gros (30 salariés), est plus enthousiaste : « Avec plus de personnel permanent, mieux formé, nous sommes plus efficaces qu'avec des intermittents. C'est la première fois que nous passons les mois chauds, notre période de pointe, sans problème ».

BIEN-ÊTRE

A la Société des transports Poltevin, le passage aux 35 heures et la flexibilité du temps de travail améliorent considérablement le bien-être du personnel, dans une activité où les horaires quotidiens sont très décalés. « Nous avons mis en place des emplois du temps différenciés, au choix des employés », explique M. Pulchiron, PDG. Tous les salariés ne sont pas pour autant satisfaits : « Certains auraient au contraire préféré travailler plus pour gagner plus », reconnaît-il.

Alors qu'environ 250 entreprises ont, selon le ministère du travail, d'ores et déjà signé un accord Aubry, les négociations pourraient s'accroître. Beaucoup de chefs d'entreprise s'interrogent sur la stratégie à suivre. Il n'est pas impossible que le PDG de PSA vienne de lever un tabou et de montrer la voie. Martine Aubry recra aussi, indirectement, le soutien du Centre de jeunes dirigeants (CJD), mercredi 16 septembre, pour convaincre les petites entreprises de négocier les 35 heures. Le CJD va demander à 400 entreprises d'expérimenter rapidement leur mise en place pour dresser un premier bilan en juillet 1999. Une initiative qui, dans un premier temps, ne peut que satisfaire le ministre de l'emploi. Même si le CJD annonce déjà que certaines de ses conclusions risquent de ne pas plaire à l'administration du travail.

Véronique Dupont

OPA d'Havas en Espagne

LE GROUPE HAVAS a annoncé, vendredi 11 septembre, le lancement d'une offre publique d'achat amicale portant sur 100 % du capital de l'éditeur espagnol Anaya, pour une somme totale de 1,3 milliard de francs. L'opération se fait en accord avec l'actionnaire principal d'Anaya, German Sanchez Ruizperez. Premier éditeur scolaire en Espagne, Anaya a réalisé en 1997/98 un résultat d'exploitation de 107 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,3 milliard. Présent en Espagne avec Larousse, Havas a déjà repris, en association avec Bertelsmann, le groupe de presse médicale Doyma (Le Monde du 26 juin). Avec Anaya, la filiale de Vivendi (ex-Général des eaux) confirme sa volonté de se renforcer dans le secteur de l'éducation (Larousse, Nathan, Bordas).

DÉPÊCHE

■ ARTE : la succession du Français Jérôme Clément à la présidence de la chaîne franco-allemande pourrait être assurée pendant deux années par un directeur de la première chaîne allemande ARD et pendant deux autres années par un responsable de l'autre grande chaîne publique, la ZDF. Ce « compromis », qualifié à Strasbourg de « solution réaliste » par le vice-président d'Arte, Jörg Rüggeberg, pourrait être entériné lors du conseil d'administration d'Arte le 7 octobre. – (AFP.)

ACTIONNAIRES DE PARIBAS

4,23 milliards de francs de résultat net.
Progression de 25 %
du résultat hors activités cédées.

15 %
de rentabilité nette
sur fonds propres
en rythme annuel.

Fonds propres
part mère
56,7
milliards de francs

Ratio Cooke Tier One
8,1 %

Résultat par action
27,3 francs
sur 6 mois

Paribas,
la banque
leader
sur l'euro.

Résultat avant impôt et rentabilité par pôles

	1997	1998	différence
Banque d'Affaires	1 693	1 794	+ 27%
Gestion d'Actifs et Epargne	1 481	1 532	+ 3%
Services Financiers Spécialisés	904	1 017	+ 12%

Résultat net part du Groupe

	1997	1998	différence
Résultat hors activités cédées	1 167	1 406	+ 20%
Résultat total	1 122	1 373	+ 22%

Progression de 25 % des revenus et des résultats des 3 pôles d'activité

Au cours du premier semestre 1998, Paribas enregistre une forte progression de ses revenus (+ 25 %). Le résultat net s'élève à 4,23 milliards de francs. Il intègre une charge de 2 milliards de francs arrêtée au 31 août, destinée à couvrir les risques sur les engagements asiatiques et russes.

Banque d'Affaires : le résultat avant impôt progresse de 28 % grâce au développement des activités clientèles et à la bonne performance de Paribas Affaires Industrielles.

Gestion d'Actifs et Epargne : le résultat avant impôt est en hausse de 30 %, grâce à l'augmentation de la collecte et au développement international.

Services Financiers Spécialisés : le résultat avant impôt augmente de 16 % grâce à la progression des encours, au maintien des marges et à la signature d'accords de partenariats.

Paribas a les moyens de son ambition

La fusion de la Compagnie Financière de Paribas, de la Compagnie Bancaire et de la Banque Paribas en une seule entité « Paribas » est effective. Elle a permis de simplifier les structures, de dégager les économies prévues et d'accroître le développement international des filiales spécialisées.

La stratégie de Paribas a pour objectif de créer durablement de la valeur pour ses actionnaires, en se positionnant sur des activités et des marchés à fort potentiel de rentabilité et de croissance.

Cette stratégie, fondée sur la spécialisation et le partenariat, ainsi que la nouvelle structure de Paribas renforcent sa solidité financière, sa capacité de résistance aux aléas de la conjoncture et son potentiel de croissance.

PARIBAS

PARIBAS ACTIONNAIRES

3, rue d'Antin, 75002 Paris, n° vert : 0 800 05 17 88, 3616 code CMT (2,19 F la minute), Internet: <http://www.paribas.com>

La chute du dollar marque l'aggravation de la crise financière

Victime des nouveaux développements de l'affaire Lewinsky, le billet vert est tombé, cette semaine, jusqu'à 5,60 francs, sa plus faible valeur depuis seize mois. Les taux d'intérêt à long terme ont atteint des plus bas niveaux historiques

La crise financière a redoublé d'intensité, cette semaine, en raison de la détérioration du climat politique aux États-Unis, de l'aggravation de la situation au Japon et des tensions croissantes en Amérique latine. Les

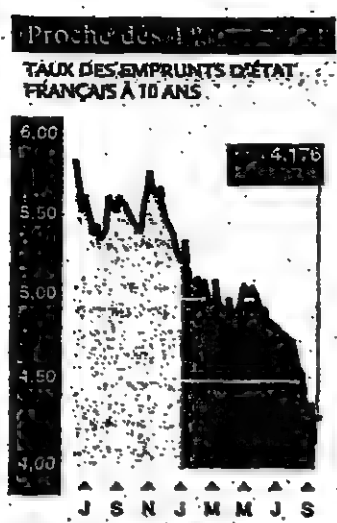
risques de destitution du président Bill Clinton inquiètent les opérateurs et pénalisent le dollar, tombé jeudi 10 septembre jusqu'à 5,60 francs, son cours le plus bas depuis seize mois. La veille, la Banque du Japon avait, à la

surprise générale, abaissé le taux de l'argent au jour le jour, ramené à 0,25 %. Au Brésil, la banque centrale a relevé ses taux directeurs pour riposter aux attaques spéculatives contre le réal. Profitant de l'appétit des opé-

rateurs pour les emprunts d'Etat, valeurs refuge, les taux d'intérêt à long terme sont descendus à des plus bas niveaux historiques dans les pays industrialisés (4,12 % en France).

IL Y A bientôt un an, la Bundesbank, suivie par la Banque de France, avait choisi de relever ses taux directeurs. Il s'agissait, selon l'Institut d'émission allemand, de prévenir l'apparition de tensions inflationnistes sur le Vieux Continent. De nombreux économistes avaient alors contesté le bien-fondé de cette décision, expliquant notamment que la crise asiatique qui se développait allait entraîner un repli des cours des matières premières et favoriser le recul de l'inflation dans les pays occidentaux. Au vu des statistiques publiées cette semaine, ces critiques n'étaient pas injustifiées : en Allemagne, les prix à la consommation ont reculé de 0,1 % en août (+0,8 % en glissement annuel) et en France, ils ont augmenté de 0,2 % en août, soit une progression de 0,7 % sur un an. Les banques centrales européennes sont-elles aujourd'hui en train de commettre une nouvelle erreur en choisissant de ne pas assouplir leur politique monétaire alors que la crise financière dans les pays émergents ne cesse de s'aggraver, que les banques du Vieux Continent essuient de lourdes pertes, notamment en Russie, que les Bourses chutent lourdement et que le dollar plonge ?

« Comme il est probable que l'Europe connaîtra un ralentissement économique aussi prononcé que les États-Unis, il serait logique, compte tenu d'un taux de chômage plus élevé, d'une inflation plus faible qu'aux



Depuis un an et le début de la crise asiatique, les rendements à long terme ont baissé de 1,8 % en France.

États-Unis et d'un excédent courant considérable, que la Banque centrale européenne se décide à baisser ses taux directeurs avant la Réserve fédérale américaine », estime Philippe Brossard, économiste à la Banque ABN AMRO, qui prône une baisse des taux de l'ordre de 1 % dans l'Eurozone. Ce scénario apparaît toutefois

peu probable. Les banquiers centraux européens mettent en avant plusieurs arguments pour justifier un statu quo monétaire, parmi lesquels la spectaculaire baisse des taux d'intérêt à long terme observée depuis un an. En France, les rendements à dix ans sont revenus de près de 6 % à 4,12 %, un plus bas niveau historique (3,96 % en Allemagne). Un tel mouvement représente en lui-même un assouplissement sensible des conditions de crédit.

L'accès de faiblesse du dollar (5,65 francs vendredi soir) ne serait pas davantage une source d'inquiétude dans la mesure où les devises européennes restent stables entre elles, ce qui ne pénalise pas les échanges commerciaux à l'intérieur de l'Union, majoritaires. De façon plus générale, la croissance européenne, aujourd'hui essentiellement tirée par la demande interne, stimulée par les gains de pouvoir d'achat que procure le recul des prix énergétiques, se trouverait largement à l'abri des chocs extérieurs et du ralentissement attendu de la croissance dans le monde. Enfin, la baisse programmée des taux avant le lancement de l'euro dans les pays où ils sont plus élevés (Portugal, Espagne, Italie, Irlande) va constituer au cours des prochains mois une détérioration monétaire pour l'Eurozone. Il se trouve même quelques « faucons » pour réclamer leur hausse. Dans un rapport, la Banque

de Finlande a mis mercredi en garde contre une convergence à « un trop bas niveau » des taux à l'intérieur de la zone euro et contre une politique monétaire « trop laxiste » de la BCE. Reimut Jochimsen, membre du conseil de la Bundesbank, a, pour sa part, estimé qu'un relèvement des taux dans certains pays de l'Union serait justifié et jugé qu'une baisse des taux en

M. Duisenberg réclame plus de rigueur budgétaire

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a estimé, vendredi 11 septembre, à l'issue d'un conseil des gouverneurs, que « l'environnement économique et financier de la zone euro (...) s'est clairement dégradé ». S'il est encore difficile de mesurer avec précision l'impact de la crise en Asie et en Russie, il est certain qu'elle pèsera sur l'économie mondiale, a-t-il ajouté.

M. Duisenberg a par ailleurs appelé à une plus grande rigueur budgétaire à l'intérieur de l'Eurozone. « Si les gouvernements s'en tiennent uniquement aux objectifs initiaux en matière de déficits pour 1999, la position structurelle des budgets dans de nombreux pays de la zone sera détériorée », a-t-il affirmé. Évoquant la chute du dollar, M. Duisenberg a jugé qu'elle n'était pas pour l'instant un sujet de préoccupation pour la BCE mais le deviendrait si elle se poursuivait.

Irlande, en Espagne et au Portugal serait un facteur d'instabilité.

Au Japon, le débat monétaire est en partie clos. La banque centrale nipponne a annoncé, mercredi, à la surprise générale, une baisse du taux de l'argent au jour le jour, ramené au niveau historiquement bas de 0,25 %. Officiellement destinée à éviter que le Japon entre dans une

Aux États-Unis, les chances d'assister à une baisse des taux de la Réserve fédérale varient en fonction des mouvements à Wall Street et du rythme de fuite des capitaux hors du Brésil. Plus l'indice Dow Jones cèdera du terrain et plus la crise s'aggraverait en Amérique latine, partenaire commercial et financier important de Washington, plus la Réserve fédérale sera incitée à assouplir sa politique monétaire lors de son conseil du 29 septembre.

Rien ne va plus au Brésil, où la banque centrale a choisi de relever, jeudi, de 29 % à 49,75 %, son principal taux directeur, afin de riposter aux attaques spéculatives contre le réal. La banque américaine Merrill Lynch, qui a ramené ses prévisions de croissance pour l'Amérique latine en 1999 de 3,5 % à 2 %, estime que « si le réal craque, une récession au Brésil et dans la région s'en suivra ».

Les développements de l'affaire Lewinsky, qui ont largement contribué au plongeon du dollar et des Bourses mondiales cette semaine, entrèrent aussi en ligne de compte dans les prochaines décisions de la Fed. La pression des marchés financiers pour que M. Clinton démissionne risque à cet égard de se révéler plus forte que la pression morale de ses amis démocrates. L'avenir politique du locataire de la Maison Blanche dépendra pour partie de l'évolution de l'indice Dow Jones au cours des prochaines semaines. Si ce dernier continue à chuter, la position de M. Clinton, qui sera alors confronté au mécontentement des dizaines de millions d'Américains déçus d'un portefeuille d'actions, deviendra intenable.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Carole Petit

Marché international des capitaux : une ambiance détestable

L'AMBIANCE est devenue détestable. Vendredi 11 septembre, les quelques signes encourageants du milieu de la semaine avaient tous disparu. On avait un moment constaté une certaine réanimation du marché, faisant espérer une reprise de l'activité primaire ces prochaines semaines. A la veille du week-end, il n'était plus question de nouvelles émissions en dehors du cercle étroit des valeurs gouvernementales des principaux États occidentaux, et des autres titres bénéficiant de garanties ou de privilèges particuliers. Il faut dire que les opérateurs ont été brusquement confrontés à des rumeurs mettant en cause certains des plus grands noms de la finance internationale. On a parlé de faillites. Des démentis ont été immédiatement apportés, notamment de la part de Lehman Brothers.

Il est très rare que des établissements aussi respectés soient mentionnés de cette façon et les rumeurs ont encore aggravé les craintes liées aux crises financières de l'Asie et de la Russie ainsi qu'à la situation en Amérique latine. La recherche de la plus grande qualité possible a fait s'envoler encore les cours des fonds d'États des pays les plus sûrs, poussant leur rendement toujours plus bas. Les obligations du gouvernement allemand de dix ans de durée (qui viendront à échéance en juillet 2008) ne rapportaient plus que 3,98 % vendredi soir et celles du gouvernement français (d'avril 2008), 4,17 %.

L'écart entre les deux s'est un peu creusé depuis la veille, pas suffisamment toutefois pour en tirer des conclusions définitives pour

le futur marché de l'euro. Pour l'heure, l'Allemagne a l'avantage. Les raisons sont multiples, d'ordre historique aussi bien que technique, ce second aspect concernant la fiscalité (les obligations de dix ans sont munies de coupons d'intérêt plus bas que ceux de leurs homologues français, ce qui est un atout dans la perspective d'un mode d'imposition à la source qui serait le même dans toute l'Union européenne) et également la liquidité des titres. Ce dernier élément est sans doute le plus important des deux. Il dépend du fonctionnement des marchés à terme ainsi que du volume des emprunts en circulation. Quelques difficultés récentes sont apparues à ce sujet et les responsables de la dette allemande, conscients de la situation, se montrent soucieux de répondre aux besoins du marché. On manque visiblement de titres allemands à dix ans. Les spécialistes prévoient que tout sera mis en œuvre pour satisfaire la demande. Cela pourrait conduire à doubler bientôt le volume du dernier emprunt gouvernemental pour le porter à 30 milliards de deutschemarks.

Si tout se passe comme prévu et que l'Allemagne concentre ses efforts sur quelques grandes transactions à taux fixe de type classique, la France n'aura pas à redouter de concurrence sur le plan des obligations indexées sur l'inflation. La première émission du genre devrait avoir lieu ce mercredi 15 septembre. Cette affaire promet d'être bien accueillie par de nombreuses compagnies d'assurances et de caisses de retraite. La diminution des rendements des obligations à

revenu fixe et l'annonce d'une faible montée de 0,7 % de l'indice des prix en un an devraient permettre de l'assortir de conditions plus basses que celles envisagées il y a une semaine seulement. On tablait alors sur un taux d'intérêt réel situé entre 3,10 % et 2,90 %.

Pour ce qui est des pays dont le crédit est discuté, le Brésil est celui qui fait le plus parler de lui pour l'instant. Ses difficultés budgétaires inquiètent et il lui faut faire face à de très lourdes échéances le mois prochain. Les fonds étrangers n'ont pas fini de le désertier et le Brésil risque d'épuiser ses réserves de devises à vouloir défendre sa monnaie. Les problèmes dans lesquels il se débat viennent d'ailleurs de conduire à une perte sèche pour les investisseurs qui, voici deux ans, s'étaient laissés éblouir par l'attrait d'un taux inhabituellement élevé. Une banque américaine, Merrill Lynch, avait alors transformé les obligations en dollars à revenu variable pour les proposer par l'intermédiaire d'une société constituée à cet effet, sous l'aspect de titres en deutschemarks à taux fixe de 12,75 % l'an jusqu'en 2009. Le haut rendement s'expliquait par le risque pris par les souscripteurs. L'émetteur s'était laissé la possibilité de dénoncer l'opération sans rembourser le capital si la valeur des titres en dollars, sur laquelle elle était conduite, tombait en-dessous de certains seuils. C'est ce qui vient de se produire. La transaction portait sur 105 milliards de marks.

Déroutés, les marchés sont devenus très volatils

L'ÉVOLUTION de la sphère financière semble déconnectée de la réalité macro-économique et n'est plus dictée que par des considérations politiques et émotives. De plus, à la vacance du pouvoir en Russie - dont le pays vient de sortir en se dotant d'un premier ministre - répond la faiblesse du président des États-Unis, menacé d'une procédure de destitution par le rapport du procureur Starr.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir se succéder des séances contradictoires. Fermée lundi 7 septembre en raison du Labor Day, la Bourse de New York a débuté la semaine, mardi, sur une hausse spectaculaire de 4,98 %, sa plus forte progression de l'année. Cet accès d'optimisme a été déclenché par les propos du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Maniant, comme à son habitude, le chaud et le froid, ce dernier a déclaré « qu'il n'était pas concevable que les États-

Unis puissent rester une oasis de prospérité sans être affectés par un monde qui subit de plus en plus de tensions ». Après ce constat sévère, il a ajouté que la préoccupation n'était pas le retour de l'inflation, ouvrant ainsi la porte à une anticipation de baisse des taux directeurs américains. Mais, très vite, les investisseurs ont estimé que ce qu'ils percevaient comme un changement d'orientation de la politique monétaire américaine était dicté plus par des considérations de marché que par des considérations macro-économiques.

Ce sentiment a été renforcé, le lendemain, par la baisse surprise du taux au jour le jour de la Banque du Japon de 0,5 % à 0,25 %. Cette décision a été interprétée comme le geste désespéré d'une banque centrale qui craint l'effondrement possible d'un système financier asphyxié par les créances douteuses et incapable de réinjecter des liquidités dans une écono-

mie minée par le doute. Découragés par ce geste et inquiets du blocage politique sur le dossier de la restructuration des banques, les investisseurs ont marqué une nouvelle fois leur défiance à l'égard du marché boursier. L'indice Nikkei a reculé de 0,89 % sur la semaine, pour terminer sous la barre de 14 000 points.

ACTION

Mais c'est le brusque accès de faiblesse du billet vert qui a accéléré la débâcle des Bourses occidentales. En une semaine, le billet vert a perdu 20 centimes pour se négocier à 5,60 francs. Depuis le début de la crise financière en Asie, le dollar avait assuré un rôle de valeur refuge. Et le maintien d'une parité relativement stable avec les devises européennes (autour de 1,80 mark et de 6 francs) préservait la fiction que les économies de pays occidentaux pourraient être épargnées par la chute brutale des

Économies de pays émergents

La Bourse américaine, affolée par la litanie des pertes des banques sur les marchés émergents (Merrill Lynch a perdu 135 millions de dollars entre juillet et août, Salomon Smith Barney a avoué une perte de 150 millions, la Chase Manhattan Corp a perdu 200 millions, la Barclays bank devrait passer une charge de 418 millions et le Crédit Suisse First Boston a perdu 250 millions) a brusquement abandonné 1,94 %, mercredi 9 septembre, puis 3,17 % le lendemain. Ce brusque repli a totalement annulé le gain enregistré en début de semaine. La nervosité ambiante a temporairement été dissipée, vendredi, par les déclarations plus optimistes de l'actuel, le géant des semi-conducteurs, qui a estimé que ses ventes pour le trimestre devraient être supérieures de 10 % aux prévisions. Le même jour, American Express a confirmé ses prévisions de croissance béné-

ficière à long terme de 12 % à 15 %, en dépit de la crise financière. Finalement, vendredi, New York a terminé en hausse de 2,36 %.

Sur les marchés européens, la Bourse de Paris a abandonné 3,04 % durant cette semaine agitée. C'est la huitième semaine consécutive de baisse à Paris. Si certains commencent à parler d'un véritable marché baissier, les conjoncturistes de la Caisse des Dépôts tablent toujours sur un net rebond de l'indice à un horizon de six mois. Les valeurs bancaires ont été les vedettes involontaires de cette semaine. La publication des résultats semestriels de la Société générale et de la BNP ont déclenché une tempête sur ces deux titres. Malgré une provision de 6 milliards de francs pour couvrir ses opérations sur les pays émergents, la Société générale a publié un résultat net record de 4,1 milliards. Mais la réaction des investisseurs a été très négative, avec un recul de

15,5 % du titre en une semaine. Pour la BNP, la sanction a été aussi sévère (-8,9 %) en dépit d'un bénéfice semestriel de 3,8 milliards de francs en hausse de 26 %. Les investisseurs, échaudés par les provisions annoncées, nourrissent des craintes sur la situation des autres établissements.

Malgré une séance légèrement positive (+0,22 %) vendredi 11 septembre, la Bourse de Francfort a abandonné 2,26 % sur l'ensemble de la semaine. Là encore, la forte implication des banques allemandes dans la dette de la Russie (30 milliards de dollars) fait craindre une vague de provisions. Mais les investisseurs sont également préoccupés par l'imminence des élections législatives. Le chancelier Kohl, qui n'a pas réussi à ramener le nombre des chômeurs sous la barre des 4 millions, semble mal placé pour l'emporter.

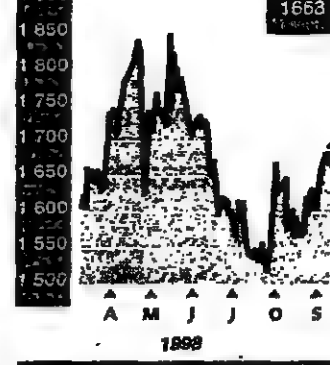
Enguerrand Renault

MATIÈRES PREMIÈRES

Incertitudes sur le café

COURS DU ROBUSTA

en livres par tonne



ALORS QU'IL Y A encore à peine quatre mois les professionnels témoignaient de leur inquiétude devant le glissement des cours de café sur les marchés mondiaux, ils se montrent désormais désabusés par leur effondrement. A New York, l'arabica se traitait, en fin de semaine, à 113 cents la livre pour l'échéance de décembre (le contrat de référence s'affichait à 184 cents en mai dernier) et le robusta terminait à Londres à 1672 dollars par tonne (1 852 dollars en mai). Sur la place américaine, les prix ont souffert, particulièrement de la spéculation, vieux serpent de mer, ainsi que de prises de bénéfices et de vente de producteurs.

Le marché a également été rassasié de café brésilien, dont les exportations en juillet - 1 822 millions de sacs de 60 kilos - ont augmenté de plus de 55 % par rapport au même mois de 1997, selon les statistiques de l'Organisation internationale du café (ICO). Depuis le début de la saison en cours, le Brésil aura vendu à l'extérieur plus de 12 millions de sacs. Ces résultats rendent la Fédération brésilienne des exportateurs de café (FEBEC) très optimiste, lui permettant d'espérer fournir 25 % du marché mondial cette année. Au total, le Brésil pense que, sur les douze mois de 1998, il aura exporté 16,3 millions de sacs.

En revanche, pour le café soluble, les données récentes n'invitent pas à la béatitude car les Brésiliens sont pris à la gorge par la crise grave que traverse la Russie. Pour le premier semestre de l'année, ils lui ont vendu 5 000 tonnes de moins qu'au cours des six premiers mois de 1997 avec 18 700 tonnes. Sachant que ce pays représente 53 % du chiffre d'affaires sur le café lyophilisé, les autorités du Brésil doivent adapter d'urgence leur stratégie commerciale à cette nouvelle donne. L'annonce, de source officielle brésilienne, d'une récolte 1988-1999 moins abondante que prévu - entre 28 et 30,5 millions - sera peut-être un des seuls éléments propres à endiguer la chute de l'arabica. A l'ICO, on reste très mesuré : le directeur général table sur une offre excédentaire pour la première fois depuis 1993.

SCIENCES Un demi-siècle après la découverte de la pénicilline et des premières substances antibiotiques, les médecins sont confrontés à l'émergence de bactéries résistantes

à ces molécules censées les combattre. ● ORIGINE probable de ce phénomène : la surconsommation animale et humaine d'antibiotiques - 10 000 tonnes en 1997 dans l'Union

européenne, Suisse comprise - qui favorise à la longue l'émergence de souches pathogènes mutantes. ● LA SITUATION est préoccupante. Mais à en croire les experts de médecine hu-

maine et vétérinaire récemment réunis à Copenhague, elle n'est pas encore désespérée. ● UNE ACTION efficace s'impose, qui pourrait passer par une formation accrue des mé-

decins et par une réduction du remboursement de certains de ces produits. Mais il faudrait aussi en savoir plus sur la nature et les volumes commerciaux de ces substances.

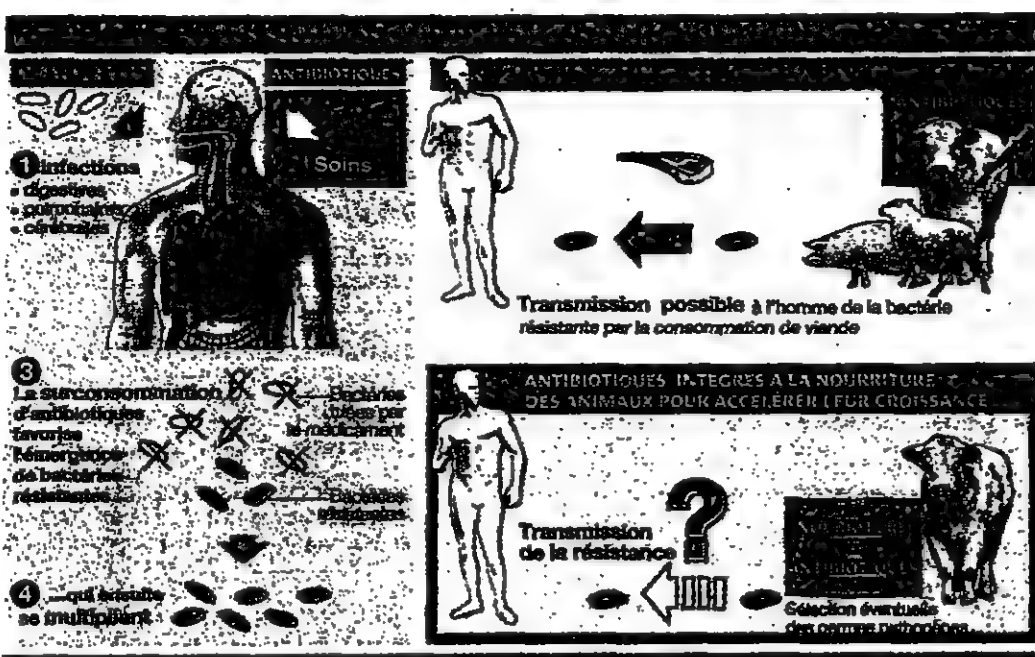
Les bactéries résistent de plus en plus aux antibiotiques

La consommation, souvent irrationnelle, de ces médicaments menace l'un des principaux acquis thérapeutiques de la médecine moderne. Une mobilisation internationale est à l'étude pour lutter contre cette habitude aux conséquences inquiétantes

COPENHAGUE
de notre envoyé spécial
La résistance croissante de multiples bactéries aux antibiotiques, qui, hier encore, pouvaient les détruire, est devenue une urgence sanitaire de dimension planétaire. Si rien n'est rapidement mis en œuvre pour lutter contre un tel phénomène, des maladies infectieuses, aujourd'hui aisément curables, seront à nouveau, dans quelques années, mortelles.

Un demi-siècle après la découverte de la pénicilline et des premières substances antibiotiques, tel est l'inquiétant bilan dressé à l'occasion d'une rencontre sur « la menace microbienne », organisée à Copenhague, du 7 au 10 septembre. Ces journées, lancées par le gouvernement danois, avec le soutien de la Commission européenne et à laquelle participait une forte délégation française, réunissaient, pour la première fois, les représentants des multiples secteurs professionnels et industriels concernés par ce problème. Elles ont permis de définir un premier programme des actions devant être développées pour réduire au plus vite les risques.

La découverte des antibiotiques et le développement continu de cette branche essentielle de la pharmacopée constituent l'un des acquis thérapeutiques majeurs de la médecine moderne. Les antibiotiques permettent en effet de vaincre des infections bactériennes (ces médicaments ne sont pas actifs contre les infections virales), neurologiques, pulmonaires ou encore digestives, toujours mortelles par le passé. Mais ces succès indiscutables sont menacés par l'émergence sans cesse croissante de bactéries pathogènes résistantes. Si la biologie moléculaire a permis ces dernières années de mieux saisir la nature et l'intimité des différents méca-



nismes à l'origine de cette résistance, force est de constater que rien ou presque n'a encore été mis en chantier pour réduire la fréquence et l'intensité d'un tel phénomène.

PRISE DE CONSCIENCE
Pour la grande majorité des experts de médecine humaine et vétérinaire présents à Copenhague, la situation, si elle est grave, n'est pas encore désespérée. Tous reconnaissent cependant qu'il est grand temps d'entreprendre des actions concrètes. « Après une dizaine d'années d'atermoiements, nous assistons, pour la première fois, à l'émergence d'une prise de conscience et à l'organisation de débats, parfois houleux, entre les représentants des différentes professions concernées, explique le docteur Jacques Drucker, directeur

du Réseau national de santé publique français. Et si des travaux restent encore à mener concernant les mécanismes bactériens à l'origine des résistances aux antibiotiques, il est clair que nous en savons assez aujourd'hui pour agir. »

Tout indique que le phénomène de résistance, chez l'homme, la conséquence de la surconsommation de médicaments antibiotiques, et surtout d'antibiotiques à large spectre d'action qui, augmentant la pression de sélection, favorise l'émergence et le développement de germes qui échappent aux médicaments jusqu'alors capables de les détruire. Toutes les bactéries sont concernées, les résistances apparaissant plus particulièrement chez les staphylocoques et les entérocoques (chez les malades hospitalisés) et chez les pneumocoques, les salmonelles

et le bacille tuberculeux (en médecine ambulatoire).

« On a pendant longtemps postulé que l'industrie pharmaceutique parviendrait à mettre au point de nouvelles molécules qui pourraient remplacer celles devenues inefficaces. Mais force est de reconnaître que, aujourd'hui, le génie infectieux des micro-organismes pathogènes est supérieur à la créativité pharmaceutique, fait valoir le docteur Drucker. Rien ne permet encore d'affirmer que la résistance est un problème majeur en termes de mortalité, mais c'est dès maintenant qu'il faut agir afin d'éviter de manière plus cohérente, ce qui suppose de parvenir à une réduction des prescriptions, à ne plus traiter qu'à bon escient. »

Les chiffres donnés à Copenhague par les industriels de la pharmacie indiquent que les pays

de l'Union européenne et la Suisse ont, en 1997, consommé un peu plus de 10 000 tonnes d'antibiotiques. Les prescriptions en médecine humaine représentent 52 % du total, les prescriptions vétérinaires 33 %, les 15 % restant correspondant à l'incorporation de ces molécules dans des produits alimentaires destinés aux animaux d'élevage afin d'accélérer leur croissance, une pratique qui soulève aujourd'hui de nombreuses controverses (voir ci-dessous). La réunion de Copenhague a souligné la nécessité d'organiser, à l'échelon national et international, une surveillance détaillée du phénomène de la résistance des bactéries qui ne se limite pas aux seuls hôpitaux.

SURPRENANTES DIFFÉRENCES

Les quelques données comparatives existant dans ce domaine permettent d'ailleurs de mettre en lumière de surprenantes différences entre les pays de l'Europe du Nord et ceux du Sud. Ainsi, une étude présentée à Copenhague concernant la fréquence des infections à staphylocoques multirésistants établit que ces germes ne sont pratiquement jamais retrouvés au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas (moins de 1,5 % des cas), contrairement à l'Italie (34,4 %), la France (33,6 %), la Belgique (25,1 %) et l'Autriche (21,6 %). En outre, ce taux dépasse les 40 % aux États-Unis, en Pologne, en Malaisie et en Grèce.

Une action efficace s'impose sans aucun doute d'en savoir beaucoup plus sur la nature et les volumes du commerce des antibiotiques, données qui, concurrence oblige, demeurent jusqu'à présent jalousement gardées par l'industrie pharmaceutique. Comment, en effet, s'opposer à l'émergence des résistances si l'on ne sait pas quels antibiotiques sont utilisés et dans

Ne plus rembourser pour moins consommer

Parallèlement à l'étude en France pour parvenir à une réduction de la consommation des médicaments antibiotiques figure l'amélioration de la formation initiale et continue des médecins, dont les informations émanent encore trop souvent de l'industrie. On pourrait également jouer sur la prise en charge par les organismes de couverture sociale. Les représentants du gouvernement danois ont ainsi expliqué à Copenhague que, entre autres mesures, ils avaient réduit les taux de remboursement de certains antibiotiques, ce qui a conduit à une réduction de 10 % de la consommation totale. Le déremboursement complet de la tétracycline ayant, quant à lui, conduit à une baisse de 30 % des prescriptions.

quelles indications ? En France, les quelques informations disponibles laissent penser que 80 % des antibiotiques sont prescrits par des médecins de ville et, deux fois sur trois, pour lutter contre des infections respiratoires. Selon certaines indications, ces prescriptions ne seraient pas justifiées dans 30 % à 40 % des cas. L'un des progrès majeurs pourrait être dans le domaine la mise à la disposition des médecins prescripteurs d'outils qui permettraient d'affiner le diagnostic et, notamment, de faire rapidement la part entre une infection virale (pour laquelle une antibiothérapie n'est pas justifiée) et une infection bactérienne.

Jean-Yves Nau

L'usage de médicaments dans l'alimentation des animaux d'élevage critiqué

COPENHAGUE
de notre envoyé spécial
C'est sans doute parce qu'ils raisonnent volontiers en termes de « troupeau » que les vétérinaires sont souvent plus sensibles que les médecins aux questions relatives à la santé publique et qu'ils disposent d'outils de surveillance qui restent encore à mettre en place en médecine humaine. C'est ainsi, par exemple, que la France dispose depuis près de vingt ans, grâce aux travaux de Jean-Louis Martel, directeur du laboratoire de pathologie bovine du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (Cneva), d'un registre national des résistances aux antibiotiques utilisés, à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, chez les animaux d'élevage. En particulier chez les bovins.

On observe toutefois, en marge de cette utilisation et des modifications de prescriptions auxquelles elle donne lieu, le développement

d'une importante polémique de dimension internationale concernant l'usage de médicaments antibiotiques incorporés aux aliments donnés aux animaux et utilisés, non pour les soigner, mais pour obtenir une amélioration de leur croissance. Ces additifs alimentaires d'un genre un peu particulier sont utilisés depuis plus de trente ans sur des bases physiologiques plus ou moins bien établies. Les partisans de cette pratique expliquent que l'incorporation d'antibiotiques dans les rations alimentaires animales permet d'obtenir une « régulation de la flore bactérienne des animaux » et ainsi « de se rapprocher des performances maximales permises par le potentiel génétique des animaux ».

MANIÈRE DE PRÉVENIR

En d'autres termes, une telle pratique serait, selon ces partisans, totalement différente du recours chez l'animal aux hormones an-

abolisantes qui « présentent le risque d'amener les performances de l'animal au-delà de son potentiel génétique ». La réunion de Copenhague a permis de rappeler que l'on ne disposait pas encore de la preuve scientifique et définitive de la transmission chez l'homme d'une infection résistante aux antibiotiques résultant de la consommation d'une viande d'un animal d'élevage ayant été nourri de la sorte. Pour autant, plusieurs experts ont expliqué que dans ce domaine, il importait, sans même tenir compte des convictions écologiques, de faire jouer au plus vite le « principe de précaution ».

Cette question a d'ores et déjà dépassé le cadre des réunions scientifiques pour alimenter un contentieux commercial et diplomatique grandissant au sein de l'Union européenne. Les enjeux économiques apparaissent en effet considérables, toute forme de régulation dans ce domaine risquant

de perturber les équilibres et les échanges commerciaux. Certains pays d'Europe du Nord, la Suède et le Danemark notamment ont puis - ou s'apprêtent à prendre - des mesures d'interdiction. L'arrêt de l'incorporation des antibiotiques dans l'alimentation animale n'est possible dans l'Union européenne que dès lors que la Commission de Bruxelles a accordé une dérogation. Elle risque fort, dans le contexte actuel de la réduction de la consommation des viandes animales qui a suivi la crise de la « vache folle », de bouleverser les règles de la concurrence en favorisant les achats de produits alimentaires présentés comme plus « naturels » car débarrassés d'un apport chimique que rien, hormis la compétition économique et la quête d'une rentabilité maximale des élevages, ne justifie.

J.-Y. N.

La détermination du sexe d'un enfant avant sa conception serait devenue possible

C'EST PEUT-ÊTRE une réalisation technique de nature à modifier la face du monde du moins certains des équilibres naturels de la population humaine : un groupe de chercheurs de la firme américaine Genetics and IVF Institute de Fairfax (Virginie) révèle dans *Human Reproduction* avoir mis au point une méthode fiable permettant avec une grande efficacité de déterminer le sexe d'un enfant avant la conception de ce dernier. Selon les premiers résultats qu'elle vient de rendre publics, cette équipe annonce avoir, grâce à cette technique, pu concevoir puis faire naître après implantation *in vitro* de l'embryon ainsi conçu 13 bébés de sexe féminin sur 14 grossesses destinées à « produire » des filles.

Pour développer cette technique, les chercheurs américains ont exploité un fait bien connu des biologistes : les spermatozoïdes porteurs d'un chromosome Y (ceux qui après fécondation de l'ovule constitueront un embryon mâle) sont dotés d'une quantité d'ADN (molécule support du patrimoine génétique) moindre - de 2,8 % - que les spermatozoïdes porteurs d'un chromosome X. Ils ont ainsi cherché à exploiter cette différence structurelle.

Dans un premier temps, ils plongent les quelques dizaines de millions de spermatozoïdes présents au sein d'un éjaculat dans une solution qui, d'une certaine manière, rend fluorescents certains des éléments constitutifs de l'ADN. Cette manipulation n'altère pas

la structure de ce dernier, pas plus que l'intégrité et la viabilité de ces cellules germinales. Les spermatozoïdes passent ensuite sous un flux laser qui, à partir de la détection de la luminosité de chacun d'entre eux, effectue un tri entre les « Y » et les « X ». Ils peuvent ainsi être séparés et classés à partir de leur matériel génétique. La conception est ensuite réalisée par une insémination artificielle ou par fécondation *in vitro* à partir d'une solution « concentrée » en spermatozoïdes de tel ou tel type.

Depuis plusieurs décennies, de très nombreux chercheurs ont annoncé avoir mis au point des techniques visant au même objectif sans que les faits leur donnent par la suite raison. L'annonce de

l'équipe américaine doit toutefois être prise très au sérieux. Elle affirme avoir testé avec succès sa méthode sur des animaux (avec une efficacité de 92,9 %) et a pu convaincre une revue scientifique prestigieuse de publier ses résultats, ce qui est en soi un gage de crédibilité. Les considérables enjeux, éthiques et démographiques notamment, doivent donc de ce fait être analysés. La Société américaine pour la médecine reproductive a le jour même estimé « extrêmement problématique l'utilisation d'une sélection sexuelle pour réaliser "un équilibre familial" ou d'autres objectifs qui ne sont nullement liés à une maladie ».

J.-Y. N.

Pluies de glaçons contre nuages de moustiques

UNE MÉTHODE d'épandage originale, brevetée en Allemagne, devrait faire son apparition en France dès la prochaine campagne de lutte antimoustiques : le langage, par hélicoptères, de glaçons bourrés d'insecticide biologique (*Le Monde* du 10 septembre). L'utilisation du BTI (*Bacillus thuringiensis israelensis*) pour éradiquer les moustiques n'est pas nouvelle. Injéré par les larves, l'insecticide fabrique à partir des toxines sécrétées par ce bacille tue les bestioles par éclatement des intestins... à condition bien sûr de se trouver à portée de bouche. « Il faut que le produit arrive à la surface des eaux stagnantes, où se développent les larves de moustiques, pour être mangé et donc être efficace », précise Françoise Pürsch, ingénieur employée par le Sivom de Lauterbourg (Bas-Rhin), qui utilise le BTI depuis 1984 dans sa lutte contre les insectes piqueurs.

La plus grande partie du traitement se fait simplement à pied, armé d'un pulvérisateur. Mais certaines zones trop vastes ou à la végétation trop dense demeurent inaccessibles à l'homme. D'où le choix d'un traitement aérien. Et, pour éviter que le BTI ne s'arrête en chemin sur le feuillage avant même d'atteindre sa cible, on mélange l'insecticide à du sable qui traverse ainsi la végétation, puis tombe au fond des eaux. Le glaçon, lui, non seulement va échapper au piège de la canopée pour s'enfoncer dans l'eau, mais remonter ensuite à la surface et libérer l'insecticide en fondant. Un procédé astucieux qui risque de faire perdre aux moustiques leur sang-froid.

« Il est faux de dire que c'est LA solution miracle », tempère cependant Didier Amadou, directeur de l'IED Méditerranée (Entente inter-

départementale pour la démonstration). « La méthode paraît intéressante, mais elle n'est pas encore opérationnelle. » Lors d'une première démonstration, en effet, réalisée la semaine dernière par la société d'hélicoptères Air Action - qui exploitera cette technique en exclusivité en France, en Belgique et au Luxembourg - les glaçons ne se sont pas révélés très dociles. « La nacelle hélicoptère, qui doit être continuellement réfrigérée pour rester un demi-degré au-dessous de zéro, était à la température ambiante », raconte Francis Hamhart, responsable régional de la société. « Les glaçons se sont collés entre eux ».

25 KILOS PAR HECTARE

Quelques améliorations sont déjà envisagées, comme remplacer les glaçons rectangulaires par d'autres de forme cylindrique. Malgré ces imperfections et une lourde logistique à mettre en place (camions et nacelles isothermes pour véhiculer les glaçons importés d'Allemagne, etc.), le Sivom de Lauterbourg prévoit déjà de faire appel à cette technique dès la prochaine saison antimoustiques et l'IED Rhône-Alpes de « faire un essai ». A raison de 25 kg de glaçons à l'hectare (soit environ 10 kg quand les glaçons seront cylindriques), les premiers largages devraient être effectués au printemps 1999, quand les piteux favoriseraient l'éclosion des œufs pondus par les moustiques sur le sol. Les larves ne vivant pas longtemps, il faudra alors traiter les zones concernées en moins de quatre ou cinq jours, soit, par hélicoptère, environ 50 ha dans le Bas-Rhin, et de 600 à 800 ha en Rhône-Alpes.

Rafaële Brillaud

MOTS CROISÉS



CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 SEPTEMBRE 1998

MUSIQUE Le 14 septembre, Philips met en vente les vingt premiers volumes d'une collection que l'éditeur néerlandais consacre aux grands pianistes du XX^e siècle.

● CETTE ENCYCLOPÉDIE sonore, qui réunira des enregistrements de soixante-douze interprètes d'hier et d'aujourd'hui, totalisera cent albums de deux disques compacts.

● LE PRODUCTEUR Tom Deacon a réussi à convaincre vingt-sept éditeurs discographiques et sociétés de radiodiffusion de céder les droits de leurs artistes. ● MALGRÉ quelques

oubliés difficilement explicables, cette édition est un événement sans précédent, car son directeur artistique a su choisir des interprétations qui signent chaque pianiste. Parmi

les vingt premiers musiciens, certains sont connus des mélomanes, d'autres sont des légendes dont le nom ne résonnait plus depuis longtemps à l'oreille du vaste public.

Soixante-douze pianistes du siècle réunis sous les mêmes couleurs

Philips lance les vingt premiers volumes d'une édition monumentale, en cent doubles disques compacts, puisant dans le catalogue de vingt-sept éditeurs. Si certains choix sont contestables, cette série destinée au grand public a l'immense mérite de révéler d'éblouissantes raretés

LE 14 SEPTEMBRE, Philips publie les premiers volumes d'une édition intitulée *Grands Pianistes du XX^e siècle*. Cent albums de deux disques compacts que l'éditeur néerlandais a consacré à soixante-douze pianistes. Cette publication s'étalera jusqu'à fin décembre 1999. Elle commence par une série de vingt albums qui feront le bonheur des profanes et des connaisseurs : des interprétations renommées y côtoient quelques raretés jamais rééditées depuis quarante ans - les Brahms enregistrés par Wilhelm Kempff au début des années 50 pour Decca, par exemple -, des disques de pianistes légendaires du passé jusque-là vendus dans des collections plutôt underground - le fantastique récital de Josef Lhevine - et le disque de transcriptions du jeune Mikhail Pletnev.

Des petits albums cartonnés joliment présentés et soigneusement fabriqués - on échappe avec bonheur au plastique des boîtiers ordinaires - donnent à l'ensemble un attrait d'autant plus indéniable que les enregistrements originaux ont été remastérisés en numérique par les ingénieurs de Deutsche Grammophon avec un soin exemplaire. Chaque album de deux CD est vendu séparément 140 F (prix maximum), un prix certes très attractif, mais l'amateur qui voudrait acheter

cette première livraison de vingt volumes devra déboursier au total 2 800 F - moins à la fin et dans quelques grandes surfaces. Il sera certes possible d'acheter ces achats sur plusieurs mois : la direction commerciale de Philips a assuré au Monde qu'il sera possible d'acquiescer chaque album jusqu'au cours de l'année 2000.

AUCUN JAZZMAN

Grands Pianistes du XX^e siècle : l'absence de l'article défini le rendrait absurde. Tom Deacon, le directeur artistique concepteur et réalisateur de ce projet monumental qui a mobilisé pour la première fois, semble-t-il dans l'histoire du disque, vingt-sept éditeurs et sociétés de radiodiffusion qui ont accepté de céder leurs bandes. On ne peut cependant s'empêcher d'émettre quelques regrets. Il paraît difficile d'accepter l'idée qu'Ingrid Haebler, André Previn, Andras Schiff et Mitsuko Uchida (des pianistes aux couleurs de PolyGram à travers Philips, Deutsche Grammophon et Decca...) figurent dans cette collection, quand des pianistes autrement « grands » que ces quatre-là ont été écartés : Simon Barère, Lazar Berman, Aldo Ciccolini, Youri Egorov, Annie Fischer, Rudolf Firkušný, Mieczysław Horoszkowski, Marcelle Meyer, Yves Nat, Guiomar Novas, Vlado Perlemuter, Deszö Ranki, Rosita Renard, Gidon Siskind, Eliso Virsaladze, Christian Zacharias - la liste reste ouverte. Manquent aussi les pianistes de jazz les plus importants de ce siècle : Bill Evans, Erroll Garner, Thelonious Monk, Bud Powell, Art Tatum et Martial Solal (liste bénie par notre collaborateur Francis Manneville) qu'aucun amateur de musique et de piano ne saurait méconnaître, puisque ces artistes mêmes n'ignorent rien de Chopin, de Liszt, de Debussy, de Ravel et de Satie.

Excellent connaisseur des catalogues des éditeurs grands et petits, grand collectionneur lui-même, Deacon se sera parfois trop laissé guider par ses goûts. En l'occurrence, ses rejets et certains de ses choix obéissent un peu le caractère encyclopédique et supra-malsons de disques de son propos. Questionné sur ce sujet, Deacon répond : « J'ai assumé le choix de tous les pianistes présents dans la collection, y compris ceux dont vous regrettez la présence. Il est vrai que certains grands artistes manquent, qui auraient pu y figurer, mais cet ensemble doit être vendu dans le monde entier et certains noms ne sont pas assez connus. » Cette profession de foi



Clara Haskil avec son chat Jérôme, à la fin des années 50.

n'est pas convaincante. Car Deacon a retenu - à juste titre - quelques pianistes aussi peu célèbres que le duo russe Lyubov Bruck et Mark Taimanov (totalment inconnus au

bataillon), le Tchèque Ivan Moravec (né en 1930, son jeu est presque aussi chatié que celui de Michelangeli), l'Américaine Rosalyn Tureck (née en 1914, elle aura été l'inspi-

trice de Glenn Gould, qu'elle égale et surpasse à bien des égards). Il aura en aussi le courage de retenir les enregistrements de jeunesse d'Alexis Weissenberg, dont l'épous-

toifiante beauté fait oublier tant d'interprétations ultérieures qui ont nui à la réputation de cet artiste singulier. Et si Ivo Pogorelich n'est pas dans la collection, c'est parce que le pianiste yougoslave aurait fait des manières.

La « défense » de Deacon devient floue quand il pratique le paradoxe. Il avoue ne pas avoir retenu la Brésilienne Guiomar Novas parce « ses disques ont été réalisés dans des conditions qui ne lui permettaient pas d'égaliser ce qu'elle était au concert ». C'est vrai pour certains d'entre eux, comme c'est vrai de la majeure partie de ceux de Clara Haskil retenus ici. Mais les moins réussis des disques de l'une des artistes les plus inoubliables de ce siècle sont porteurs de plus de beautés que ceux d'Ignacy Paderewski et de Leopold Godowsky, qui figurent dans cette série dans un second temps.

UNE SONNIE POUR LE PROFANE

Le premier, par ailleurs chef de l'Etat polonais, enregistré trop tard, ne fait qu'évoquer le souvenir de l'interprète grandiose et célèbre, sans qu'il fut. Le second, phénoménal virtuosisme, n'a jamais été aussi phénoménal que lorsqu'il jouait dans un salon, pour quelques amis : le public des salles de concert l'appréciait autant que le studio : ses interprétations dévotionnelles d'œuvres seront que les fanatiques. Quand aux meilleurs disques de Novas (*Romances sans paroles*, de Mendelssohn, *Quatrième Concerto*, avec Klempner, et *Sonate « Les Adieux »*, de Beethoven), *Pupilles*, *Etudes symphoniques* et *Schistes d'enfants*, de Schumann, *Sonate funèbre*, *Préludes* op. 28, de Chopin, réédité Decca, Liszt, Chopin chez Decca, réédité *The Lady of Singing Line*, 78-tours, Columbia et RCA). Ils ont depuis longtemps assuré à cet artiste une place de choix parmi les « grands pianistes du XX^e siècle ». D'ailleurs nombreux sont les vivants réunis dans cette collection qui la vénèrent... pour ses disques.

Reste que le travail de recherche des documents, que le choix des interprétations auront été réalisés avec une pertinence que les quelques erreurs de perspectives relevées ne peuvent pas faire oublier. L'amateur qui voudrait se faire une idée du jeu de piano au XX^e siècle, de son évolution, qui voudrait vérifier si la notion d'écoles et de traditions est une idée reçue ou une réalité, ou qui voudrait simplement écouter de la bonne musique et du beau piano fera ses délices de la totalité des disques publiés ce mois-ci.

Alain Lompech

De Geza Anda

à Krystian Zimerman

● Les grands disparus. Geza Anda (1921-1976), Claudio Arrau (1903-1991), Wilhelm Backhaus (1884-1969), Jorge Bolet (1914-1990), Robert Casadesu (1899-1972), Shura Cherkassky (1911-1996), Alfred Cortot (1877-1963), Clifford Curzon (1907-1982), György Cziffra (1921-1994), Edwin Fischer (1886-1960), Samson François (1924-1970), Ignaz Friedman (1882-1948), Walter Gieseking (1895-1956), Emil Gilels (1916-1985), Gregory Ginsburg (1904-1961), Leopold Godowsky (1870-1938), Glenn Gould (1932-1982), Clara Haskil (1895-1960), Myra Hess (1890-1965), Josef Hofmann (1876-1957), Vladimir Horowitz (1903-1989), William Kapell (1922-1953), Julius Katchen (1926-1969), Wilhelm Kempff (1895-1991), Josef (1874-1944) et Rhosina Lhevine (1880-1976), Dinu Lipatti (1917-1950), Nidia Magaloff (1912-1992), Arturo Benedetti Michelangeli (1920-1995), Benno Moiseewitsch (1890-1963), John Ogdon (1937-1989), Ignacy Paderewski (1860-1941), Serge Rachmaninov (1873-1943), Sviatoslav Richter (1915-1997), Arthur Schnabel (1882-1951), Rudolf Serkin (1903-1991), Vladimir Sofronitzky (1901-1961), Solomon (1902-1988), Maria Yudina (1899-1970).

● Les grands vivants. Martha Argerich (1941), Vladimir Ashkenazy (1937), Daniel Barenboim (1942), Alfred Brendel (1931), duo Lyubov Bruck (1926-1996) et Mark Taimanov (1926), Leon Fleisher (1928), Nelson Freire (1944), Andreï Gavrilov (1953), Friedrich Gulda (1930), Ingrid Haebler (1929), Byron Janis (1928), Evgeny Kissin (1971), Zoltan Kocsis (1952), Stephen Kovacevich (1940), Alicia de Larrocha (1923), Radu Lupu (1945), Ivan Moravec (1930), Murray Perahia (1947), Maria Joao Pires (1944), Mikhail Pletnev (1957), Maurizio Pollini (1942), André Previn (1929), Andras Schiff (1953), Rosalyn Tureck (1914), Mitsuko Uchida (1948), Van Cliburn (1934), André Watts (1946), Alexis Weissenberg (1929), Earl Wild (1915), Krystian Zimerman (1956).

LES VINGT premiers volumes de la collection « Grands Pianistes du XX^e siècle » sont consacrés à Martha Argerich, Claudio Arrau, Wilhelm Backhaus, Alfred Brendel, Emil Gilels, Clara Haskil, Vladimir Horowitz, Stephen Kovacevich, Alicia de Larrocha, Josef et Rhosina Lhevine, Dinu Lipatti, Arturo Benedetti Michelangeli, Murray Perahia, Mikhail Pletnev, Maurizio Pollini, Serge Rachmaninov, Sviatoslav Richter et Arthur Rubinstein. Vingt et un pianistes que l'on découvre ou retrouve avec bonheur dans quelques-unes de leurs interprétations les plus remarquables.

Quel point commun entre le grand classique Pollini, la diva-atrice Argerich, la jubilatoire Larrocha, le diable Horowitz, le cartésien Brendel, le mélancolique Haskil, le magicien Pletnev... le sévère Richter, le sévère Backhaus et le sévère Rachmaninov ? Aucun, si ce n'est qu'ils ont ce petit quelque chose d'unique qui les distingue de leurs confrères.

Les mélomanes pourront acheter chacun de ces disques sans crainte, et il n'est peut-être pas utile aujourd'hui de les détailler tous car la majorité propose des artistes fré-

quemment édités sur disque. Cinq d'entre eux doivent l'être : ils proposent des trésors méconnus. ● Julius Katchen. Né en 1926, cet Américain mort à Paris, où il vivait, en 1969, a connu des débuts éclatants, après la guerre : sept concerts et récitals en onze jours, à Paris ! Pianiste à la virtuosité sensationnelle, Katchen était un artiste à la vaste culture. Son jeu, d'une honnêteté exemplaire, est d'une profondeur musicale qui se présente le plus simplement du monde. Les interprétations réunies par Tom Deacon illustrent l'étendue des dons de l'artiste. Sa *Sonate en fa mineur* de Brahms (enregistré de 1949, jamais réédité), son *Isamey* de Balakirev sont à thé-

oriser. ● 2 CD Philips 456 856-2. *Œuvres de Balakirev, Brahms, Chopin, Franck, Liszt, Mendelssohn et Rorem.*

● Wilhelm Kempff. Né en 1895, mort en 1991, ce pianiste allemand fut l'un des artistes les plus aimés du public français. Son jeu inspiré, d'une clarté non surpassée dans la musique contrapuntique, sa sonorité chantante (proche de celle d'Alfred Cortot) sa présence poétique ont été préservés dans la quasi-totalité de ses disques d'après-

guerre. Excellente idée que d'avoir publié un ensemble Brahms, enregistré pour Decca au tout début des années 50 et jamais réédité. Ce sont pourtant des interprétations chéries par Alfred Brendel, qui les a lui-même choisies pour cette édition.

● 2 CD Philips 456 862-2. *Ballades, Pièces op. 76, 116, 117, 118 et 119 de Brahms, Arabesque et Kreisleriana de Schumann.*

● Josef et Rhosina Lhevine. Formé au conservatoire de Moscou dans la même classe que Serge Rachmaninov, Josef Lhevine (1874-1944) fut l'un des pianistes les plus élégants, les plus nobles, les plus accomplis de tous les temps. Le Lubitsch du piano a très peu enregistré, mais chacun de ses 78-tours enregistrés de 1920 à 1939 sert à conserver. Ses quelques études de Chopin, sa *Polonaise « héroïque »*, sa *Toccata* de Schumann, ses virtuosités *Arabesques sur le Beau Danube bleu* d'Adolf Schütz-Evler, sa *Nuit de printemps* de Schumann-Liszt (Marguerite Monnot a plagé cette mélodie pour composer *L'Hymne à l'amour* que chantait Piaf) se devaient d'être diffusées à grande échelle. La femme de Josef, Rhosina (1880-1976), longtemps

professeur à la Juilliard School de New York, a enregistré avec son mari *Fêtes de Debussy* à deux pianos. Leur interprétation est d'une perfection rythmique et plastique envoutante. ● 1 CD Lhevine a enregistré le *Concerto KV 467 de Mozart* et le *Premier* de Chopin, au début des années 60. A quatre-vingts ans passés, son goût, son chic incroyable et sa sonorité raffinée étaient toujours au rendez-vous. Voilà comment on apprenait à jouer du piano à Moscou il y a plus d'un siècle. Tout l'héritage de ces légendes est là réuni.

● 2 CD Philips 456 889-2. *Œuvres de Chopin, Debussy, Mozart, Rachmaninov, Schumann, Schumann-Liszt, Schumann-Tausig, Strauss-Schulz-Evler et Tchaïkovski.*

● Serge Rachmaninov. Pianiste modèle de cinq générations de confrères, Rachmaninov (1873-1943), chef d'orchestre et compositeur, ne s'est pourtant lancé dans la carrière que poussé par des exigences alimentaires : le piano était le moyen le plus rapide pour subvenir aux besoins de sa famille après son départ de Russie, en 1917. Dans le texte qui accompagne cet album, Michael Steinberg parle de la « noblesse d'esprit et d'âme » de

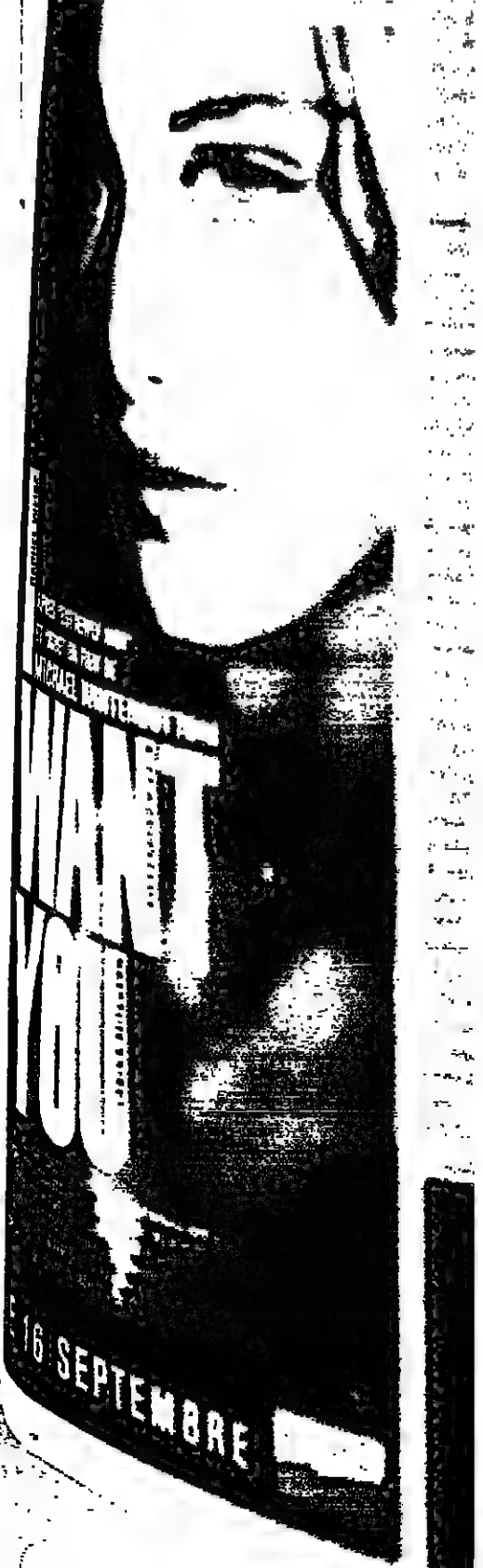
cet artiste. On ne saurait mieux dire, sinon que Rachmaninov semble réunir dans son jeu toutes les qualités réparties chez ses collègues. Vitalité rythmique, grandeur, profondeur, chic, simplicité se conjuguent chez lui avec une austérité amable qui le fait aller au cœur de la musique. Difficilement égalable dans sa propre musique, il est un interprète d'élection de Chopin, de Schumann.

● 2 CD Philips 456 943-2. *Œuvres de Rachmaninov, Beethoven, Chopin, Schumann, Kreisler, Mendelssohn.*

● Mikhail Pletnev. Le petit jeune de la bande est né en 1957. Peu connu en France, ce pianiste, admiré en Russie, où il vit, est également un chef d'orchestre respecté. Chez lui dans le grand répertoire - il excelle dans Haydn et Prokofiev -, il a réalisé des transcriptions fascinantes de la *Suite op. 71a de La Belle au bois dormant* de Tchaïkovsky. Il les joue avec une aisance, un charme et un fini pianistiques dignes du souvenir de Josef Lhevine et des versions originales. Assurément l'un des grands pianistes du XX^e siècle.

● 2 CD Philips 456 943-2. *Œuvres de Tchaïkovski dont le Deuxième Concerto.*

La peinture physique
mentale de Com



La peinture physique, rustique et brutale de Constant Permeke

A l'Hôtel de Ville, une rétrospective permet de redécouvrir l'artiste belge

Une rétrospective est consacrée à l'Hôtel de Ville de Paris à Constant Permeke (1886-1952). Ce peintre belge, qui eut son heure de gloire dans

l'entre-deux-guerres, a été quelque peu oublié en France. En cherchant à réunir expressionnisme et cubisme, il tenta de renouveler le réalisme rus-

tique et réussit à provoquer d'étranges décalages chronologiques. S'il ne peut être considéré comme un novateur, il excella dans la satire.

PERMEKE. Salle Saint-Jean, Hôtel de Ville de Paris, 5, rue de Louvois, Paris 3^e. Du mardi au dimanche de 11 heures à 19 heures. Tél. : 01-42-76-51-53. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Révé à Ostende, admiré à Bruxelles, Constant Permeke ne jouit plus en France que d'une réputation assez modeste - ce qui suffirait à justifier qu'une rétrospective lui soit aujourd'hui, à nouveau, consacrée à Paris. Il y exposa jadis, au temps de sa plus grande gloire, dans l'entre-deux-guerres. Il passait alors pour l'archétype du peintre rustique et moderne à la fois, renouvelant les sujets paysans et ouvriers par une alliance d'expressionnisme et de géométrie loutainement cubiste. Les amateurs de typologies géographiques et psychologiques dans le genre d'Elie Faure ou de René Huyghe faisaient de lui l'incarnation des caractères supposément nordiques : la robustesse, le refus des afférences, une simplicité qui irait à l'occasion jusqu'à la brutalité.

L'apparence semble leur donner raison. Un peu trop même - et ce trop introduit le soupçon. Et si Permeke avait joué de ces stéréotypes jusqu'à les systématiser, sciemment ? Et s'il avait fait du « nordique » sa marque de fabrique ? Les tableaux et les dessins réunis à l'Hôtel de Ville ne sont ni simples ni brutaux : ils affectent de l'être, parce que leur auteur développe une rhétorique de l'élémentaire. Soit *La Truie*, de 1929, huile sur toile de grand format, motif du répertoire paysan. L'animal est au centre, des gorettes attachées à ses mamelles. Par derrière s'aperçoivent une grange, des saules, un balai qui pourrait être une béche. Le talent de Permeke tient à sa science de l'esquisse et de l'achevé. Des bêtes, il ne

montre que des formes grossières, des arbres que quelques traits, de la ferme que des pans de mur, tout cela dans un luminaire jaunissant. Il n'entre dans aucun détail et laisse très visibles les coups de brosse et les raiages, les empâtements et les effacements, tous les gestes d'une peinture physique. Ainsi le motif et la manière s'accroissent-ils. Il en est de même dans la plupart des toiles, jusqu'aux plus tardives - l'artiste mourut en 1952.

LES OCRE ET LE NOIR

Permeke a découvert cette alliance et son efficacité peu après la première guerre mondiale. Né à Auvvers en 1886, fils de peintre, il avait jusqu'alors parcouru le champ des influences à la mode, un peu de symbolisme, un peu d'impressionnisme, beaucoup de Van Gogh. A partir de 1919, il se range du côté de ceux qui veulent marier l'expressionnisme et le cubisme, constructeurs de figures monumentales, peintres des ocres et du noir. Il y a là ses compatriotes De Smet et Van der Bergh, mais aussi, à courte distance, Le Fau-

connier, Gromaire, La Patellière - et jusqu'à Vlaminck, qui devient son ami. Dès la *Femme de pêcheur*, en 1920, les composantes essentielles du style sont en place : des figures peu nombreuses au premier plan, vues de très près, et, loin derrière, un décor - ou rien. Le dessin cherche la synthèse en traçant des contours rigides. Le fond est brun ou gris, comme il l'était dans les tableaux des cubistes parisiens vers 1914.

Résultat : d'étranges décalages chronologiques. Le *Siffleur* de 1927 doit sa réussite au réemploi de procédés venus des Picasso peints à la Rue des Bois dix-neuf ans auparavant. Quant aux marines de la même période, on admirait sans réserve leurs humides et tempêtes si ne venaient en mémoire les nefs et les dieux tels que les a peints Nolde. Rouault n'est pas loin non plus. Cette généralité si peu masquée empêche de voir en Permeke le primitif que célèbre la légende ou de le tenir pour un novateur irrésistiblement audacieux. Elle n'empêche pas d'apprécier avec quelle dextérité il use du rudimen-

taire. Les *Vêpres*, Les *Epoux*, Les *Trois paysannes* attirent le regard, scènes de genre réhaussées de grotesque et de comique. La dévotion colossale des *Vêpres* invoque son dieu, un moulin à café à la main, un chien dans ses jupes.

Peu doué pour l'élégie, le sentimental ou l'érotique - en dépit de ses tentatives dans ces genres délicats -, Permeke excelle dans la satire. Quand il se souvient qu'il est le contemporain et le compatriote d'Enfer, quand il ne se sent pas, il dessine une humanité monstrueuse très convaincante. Un couple se tient par le bras, ce qui n'empêche que se resserrent l'ennui de l'homme et sa mélancolie, la méfiance et l'aiseur de la femme. Un mendiant passe, pieds nus, la paume tendue, l'œil sans illusion. Un modèle pose, lamentable, gênée, une main sur les seins, l'autre sur les fesses. Il n'y a plus d'effets de style, rien d'une rhétorique, mais la volonté de construire la figure et de la lier d'une présence irréfutable.

Philippe Dagen

Le Festival de Montréal scrute le territoire de l'enfance

MONTREAL

de notre envoyé spécial
Victime du cinéma mondial, festival compétitif, marché international, hommage aux stars, Montréal a toujours voulu jouer toutes ces cartes à la fois. Un pari engagé par Serge Losique et Danièle Cauchard. Le marché n'est plus ce qu'il était et le festival (27 août-7 septembre), coincé entre ceux de Cannes, Locarno et Venise, n'a pas dépassé un bon niveau.

Qu'il s'agisse de la compétition ou d'autres sections parallèles, on était frappé par l'importance prise par les personnages d'enfants.

Jeune garçon indien, initié par son père au métier de dompteur d'éléphants (*Hathi*), une production canadienne réalisée par le Français Philippe Gaudier, ou chinois, piégé avec son père par une légende villageoise (*Le Ouzisme*, film décevant de Dai Sijie, qui n'a pas retrouvé l'inspiration de *Chine, ma douleur*) ; une fille japonaise est martyrisée par sa mère dans un mélodrame qui aurait gagné à être ressassé (*Donnez-moi l'amour*, de Hideyuki Hirayama), une autre, chinoise, découvre la passion de la danse dans son village (*L'Oiseau de soleil*, de Wang Xueqi), une autre encore, suisse, est épargnée par de mystérieux ravisseurs (*Pleine Lune*, un essai peu convaincant d'exploration de l'irrationnel signé Fredi Murer, celui-là même qui avait réalisé *L'Anne sacré*, une œuvre d'une rare sensibilité tournée il y a plus de dix ans).

FUITE DU TEMPS

Pourtant, c'est bien la qualité d'un regard jeté sur ce territoire de l'enfance qui est à l'origine des trois films les plus réussis de la compétition. Territoire d'abord austère et tragique d'un village de la Castille des années 50, où le jeune Nino vit seul avec son père au fond d'une grotte : dans *Les Rats*, Antonio Gimenez-Rico trace tendrement le portrait d'un enfant pour qui la nature n'a pas de secret mais qui restera impuissant à empêcher la violence des hommes. Autriche, pauvreté encore, dans un village chinois où vivent le jeune Shiva, sa sœur et son père : dans *A l'école avec un papa sur le dos*, Zhon Youchao filme l'apprentissage de la vie par le jeune garçon, symbole de la naissance des élites de la nouvelle Chine. Histoire de formation, en Amérique latine, racontée par le réalisateur argentin Eduardo Mignogna : dans *Le Phare*, des portraits croisés, attachants, où l'on voit une fille passer à l'âge de la jeune fille en la seule compagnie d'une grande sœur qui remplace comme elle peut les parents disparus dans un accident de la route.

Dans les récentes productions de cinéastes coréens mis à l'honneur (dix films, dont un en compétition), on retrouve aussi parfois

Les films primés

Le jury, présidé par la comédienne québécoise Monique Mercure, a décerné les prix suivants. Grand prix des Amériques : ex aequo, *La Carrière*, de Marlon Hässel (Belgique-France), et *Pleine lune*, de Fredi Murer (Suisse-Allemagne). Grand prix spécial du jury : *L'Oiseau de soleil*, de Wang Xueqi (Chine). Prix de la mise en scène : 2^e secondes, de Manon Briand (Canada). Prix d'interprétation féminine : Ingrid Rubio dans *Le Phare*, d'Eduardo Mignogna (Argentine-Espagne). Prix d'interprétation masculine : Hugo Weaving dans *L'Interview*, de Craig Monahan (Australie). Prix du meilleur scénario : Rafa Russo pour *L'Homme avec la pluie dans ses chaussures*, de Maria Ripoll (Espagne - Grande-Bretagne). Meilleure contribution artistique : Takashi Kato, compositeur de la musique de *La Carrière*. Prix de la critique internationale (Fripesd) : *Donnez-moi l'amour*, de Hideyuki Hirayama (Japon).

La Chute. Délaissant les rivages de la poésie et de la musique, il aborde l'univers de la prostitution à travers le destin d'une jeune fille de dix-sept ans. Le sentiment de la fuite du temps, le regret des occasions manquées, les difficultés d'échapper à un milieu plus que toléré par les autorités, la dureté et la violence d'un monde que le cinéaste filme dans des couleurs d'une intense froideur, tout concourt, là aussi, à éclairer certaines zones d'ombre de la Corée.

Autre secret enfoui dans la mémoire bonteuse, la pratique de la surfusion des femmes « jugées impropres à la reproduction ». Sur ce thème qui ne concerne évidemment pas que le Canada, Francis Damberger, originaire de l'Alberta, a réalisé un film pudique et poignant, *Le Coeur du soleil*. Une bonne surprise dans une sélection canadienne assez terne.

Jean-Louis Mingalon

SORTIR

PARIS

L. Subramanian, K. Gopinath, K. Yoganja
Le cycle Cordes parallèles organisé à la Maison de la radio veut faire éclater les barrières de genre. Des violonistes de tous les pays, de toutes les cultures, tsigane, nordique, américaine, de toutes les tendances, jazz, classique, traditionnelle (Jean-François Vrod le 13, à 12 heures) se croisent dans la maison ronde. L. Subramanian est le violoniste le plus connu de la musique classique indienne. De New York à Paris, il travaille les structures des ragas, cherche l'émotion pure, le sentiment religieux.

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. 14^e Rue, le 13, à 22 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 50 F.

RAMONVILLE

11^e Festival de théâtre de rue Four sa onzième édition, le Festival de Ramonville accueille quatorze compagnies. A cette occasion, les espaces publics sont détournés pour devenir des lieux de représentations. Le public pourra découvrir des spectacles itinérants : les Grooms ; des marionnettes : le Massala-Théâtre ; du cirque contemporain : Vis à Vis ; ainsi que divers genres musicaux avec les concerts de Gwana-Diffusion et Tarace Boulba. Après son passage à Aurillac, la compagnie Ilotopie présentera son *Théâtre des commodités* ; les Australiens 5 Angry Men, accueillis pour la première fois en France, feront

sonner les cloches ; Rike et Rascal de Métalvoicé (deux ex-Tambours du Bronx) présenteront leur dernière création.

Festival de Ramonville (Haute-Coronne), place Jean-Jaures. Le 12, de 15 heures à 2 heures du matin. Tél. : 05-61-73-89-03.

ARCACHON

Festival du cinéma des mondes latins
Quatorze films seront présentés lors de cette 20^e édition présidée par Jean-Loup Hubert, dont huit en compétition : *Superlove*, de Jean-Claude Janer, Prison à domicile, de Christophe Jacrot, Chacun pour soi, de Bruno Bontzolakis, Laisse un peu d'amour, de Zaida Ghorab-Volta, Hygiène de l'assassin, de François Ruggieri, Une vie de prince, de Daniel Cohen, Le Cantique de la racaille, de Vincent Ravalec, et Nous mourons ensemble, de Robert Enrico. Les six films hors compétition, parmi lesquels *La Classe de neige*, de Claude Miller (en ouverture), *Terminus Paradis*, de Lucian Pintilie, *Inquidude*, de Manolo de Oliveira, *Place Vendôme*, de Nicole Garcia, et *L'Ecole de la chair*, de Benoît Jacquot (en clôture) sont associés à l'hommage rendu à leurs distributeurs. Ces derniers sont présents et internationaux (Warner, AMLF) ou indépendants et français (Pyramide, Rezo, Gemini). Trois expositions de photographies et des rencontres complètent cette programmation. Du 14 au 20 septembre. Tél. : 05-57-52-98-66.

(Publicité)

à l'Opéra Comique
du 19 septembre au 12 novembre

les Démons
Dostoevski
traduction A. Markovitch

un spectacle de
Roger Planchon

Location 01 42 44 45 46

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Bob Marley de Stefan Paul (Allemagne, 1 h 20).
Le Comptoir de Sophie Tatischeff (France, 1 h 33).
Le Cycliste de Mohsen Makhmalbaf (Iran, 1 h 15).
Dormez, je le veux ! d'Irene Jouanne (France, 1 h 38).
Laureol de Roger Planchon (France, 2 h 05).
Le Neveu d'Eugène Brédy (Irlande, 1 h 40).
Le Silence de Mohsen Makhmalbaf (Iran, 1 h 20).
Super 8 1/2, une biographie éditée de Bruce LaBruce (Allemagne, 1 h 39).
Les Taudis de Beverly Hills de Tamara Jenkins (Etats-Unis, 1 h 31).
Tokyo Eyes de Jean-Pierre Limosin (France-Japon, 1 h 30).
Voleur de Vie d'Yves Angelo (France, 1 h 45).
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 - LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

La Captive aux yeux clairs de Howard Hawks. Américain, 1952, noir et blanc (2 h 05).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Les Sept Samouraïs d'Akira Kurosawa. Japonais, 1954, noir et blanc (3 h 30).
Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40).
Mick Quai-de-Seine, 19^e (01-40-30-30-31).

VERNISSAGES

Balthazar Burkhardt
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 11^e, 1^{er} arrondissement. Du 12 septembre au 21 novembre.
Ian Davenport
Galerie Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, 3^e, 1^{er} arrondissement. Du 12 septembre au 21 novembre.
Homo Zappiens Zappiens
La Ferme du huisson, Centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Du 12 septembre au 30 octobre. Du 14 heures à 18 heures ; les soirs de spectacle jusqu'à 20 h 30. Fermé lundi. Du 13 septembre au 30 octobre. Entrée libre.

Claude Léveque
Galerie du Jour Agnès B, 44, rue Quincampoix, 4^e, 1^{er} arrondissement. Du 12 septembre au 31 octobre.

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures ; le mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
L'Atelier de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Marie-Françoise Epin, Wojtek Pszonniak, Monique Maucclair, Marie-Christine Orry, Nicole Dubois, Claire Baudouin, Sylviane Goudal, Daniel Langlet, Pierre-Sébastien Montagnier, Pascal Nawojski et en alternance Julien Gutteriez, Nathanaël Sarrault et William Toulou.
Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, 17^e, 1^{er} arrondissement. Le 12, à 17 heures et 21 heures ; le 13, à 15 heures. Tél. : 01-43-87-23-23. De 100 F à 220 F.
Pour un oui ou pour un non de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Veronique Alain, Jean-Damien Barbin, Nicolas Bonnefoy et Hugues Quester.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brun, 20^e, 1^{er} arrondissement. A partir du 10 septembre. Le 12, à 21 heures ; le 13, à 16 heures. Tél. : 01-42-52-52. 110 F et 180 F.
La Visite d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Daniel Roussel, avec Rufus, Tom Novembre, Markita Boies et Jérôme Frey.
Théâtre Margity (Salle Popesco), carré Margity, 8^e, 1^{er} arrondissement. Du 12 septembre au 13 octobre. Le 12, à 21 heures ; le 13, à 15 h 30. Tél. : 01-42-25-20-74. 180 F et 250 F.
Ismail in Egypt de Haendel, Anne Dawson, Jeannette Wilson-Bast (soprano), Rachid Ben Abdelham (alto), Holger Marks (ténor), Maarten Koningsberger, François Bazzola (basse), Les Arts Florissants, William Christie (direction).
Polisy (78). Théâtre, place de la République. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-39-79-03-03. 180 F et 220 F.
Paco Sery Group
Au dur des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}, 1^{er} arrondissement. Le 12 et 13, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Manuel Rocheman Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}, 1^{er} arrondissement. Le 12, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

APRÈS "BUTTERFLY KISS" ET "JUDE" UN FILM DE MICHAEL WINTERBOTTOM

WANT YOU

LE 16 SEPTEMBRE

Europe 2

CONSTANT PERMEKE

LE 16 SEPTEMBRE

SAMEDI 12 SEPTEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

23.15 **Raffes sur la ville** ■
Pierre Chenal (France, 1957,
N, 80 min.) Cinétoile

0.35 **Ninotchka** ■
Ernst Lubitsch (États-Unis, 1939,
N, v.o., 105 min.) Cinétoile

2.00 **Août** ■
Henri Hérib (France, 1991,
90 min.) Cinéstar 1

2.20 **La Taverne de l'indianisme** ■
John Ford (États-Unis, 1939,
110 min.) Cinétoile

3.00 **L'Homme aux cols d'or** ■
Edward Dmytryk (États-Unis, 1959,
N, 120 min.) Cinétoile

4.10 **La Pluie sur la montagne** ■
King Hu (Hongkong, 1978,
N, v.o., 120 min.) Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

16.10 **Le Monde des idées**.
Thème : Vie privée, vie publique. LCI

MAGAZINES

19.00 **Histoire parallèle**. Semaine
du 12 septembre 1998. Eto-Ouest :
la mobilisation de la jeunesse.
Avec Dominique Desanti. Arte

19.40 **Le Bazar de CinéCinéma**.
Avec Lucille Masson. CinéCinéma

20.00 **Thalassa**.
Des indiens sous la mer. TV 3

20.45 **Le Magazine de l'Histoire**.
Invités : Jean Lacouture,
Jean-Jacques Becker, Catherine
Clément, Christian Pétross. Histoire

20.50 **Le Club**. Andréanne. CinéClassics

21.00 **Faut pas rêver**. Macha Meril. TV 5

21.35 **Metropolis**. Enki Bilal,
Richard Bessely, Céline et le Voyage.
Céline Montori. Arte

22.50 **T'es pas une idée ?**
Avec Jacques Azoulay. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

17.25 **Abbey Lincoln**.
Un rêve de tortue. Paris Première

18.00 **Godzilla et autres**
monstres du cinéma. CinéCinéma

18.05 **Trois petites sœurs**.
1991. Carl B. Wadsworth. Odysée

18.30 **La III^e République**.
(1870-1879). Histoire

18.30 **Les Châli prestigieuses d'Italie**.
(1912-1913). Odysée

18.35 **La Force céleste du kriss**.
Planète

19.00 **Si Dieu veut**. Odysée

19.30 **Palettes : Gustave Courbet**.
Un enterrement à Orans. Histoire

19.55 **CIA (25)**. Odysée

20.35 **La Quête du Graal**.
Planète

20.45 **L'Aventure humaine**. Les Tchis,
le retour des chevaux mongols. Arte

20.45 **Sur les traces**
d'une collection perdue. Odysée

20.50 **Antarctica**. (1/3). TMC

THÉÂTRE

23.10 **Tout baigne !**
Pascal Ebbs, Roland Marchion, Bob
Marley, Marie-Laurence Massot, Thierry
Nicolas et Aude Thirion. Mise en
scène Pascal Ebbs. France 2

0.20 **Il ne faut jurer de rien**.
Alfred de Musset. Mise en scène
Jean-Claude Brialy. France 3

20.55 **Le Rêve d'Esther**.
Jacques Chesquière (1/2). France 3

20.55 **Nord et Sud II**.
Richard T. Heffron (1 et 2/3). TMC

22.20 **Le Dernier Mot**.
Gilles Adrien. Festival

22.35 **Les Amnésies**.
Un air de liberté (1967-1968).
Eric Barlier. Arte

22.40 **Les Misérables**.
Robert Hossein (2/3). TMC

20.15 **The Rutles**.
All You Need is Cash. (v.o.). Arte

20.30 **Les Rois maudits**. (1/6). Festival

20.35 **McCallum**. Sacrifice. Canal +

20.40 **Derrick**. Le visage derrière
la vitre. La clé. RTL 9

20.45 **Sépiole**. Le savant. Série Club

20.45 **New York Undercover**. Témoin à
charge. Après Shaloup. 13^{ème} Rue

20.50 **Le Caméléon**. Nouvelle donne. M 6

21.00 **Cop Rock**.
Espionnage. Canal Jimmy

21.05 **The Scandal**. (v.o.). M 6

22.30 **Oranges d'été**. (3/3). TV 5

22.40 **Profil**.
Pour un instant de gloire. M 6

22.45 **Stargate**.
Les douces robes. TSR

23.50 **Amor immortel**.
L'arme imaginaire. Canal Jimmy

0.55 **Millennium**.
Amor immortel. France 2

1.00 **American Gothic**.
La pays des ombres. 13^{ème} Rue

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

THÉÂTRE

23.10 **Tout baigne !**
Pascal Ebbs, Roland Marchion, Bob
Marley, Marie-Laurence Massot, Thierry
Nicolas et Aude Thirion. Mise en
scène Pascal Ebbs. France 2

0.20 **Il ne faut jurer de rien**.
Alfred de Musset. Mise en scène
Jean-Claude Brialy. France 3

20.55 **Le Rêve d'Esther**.
Jacques Chesquière (1/2). France 3

20.55 **Nord et Sud II**.
Richard T. Heffron (1 et 2/3). TMC

22.20 **Le Dernier Mot**.
Gilles Adrien. Festival

22.35 **Les Amnésies**.
Un air de liberté (1967-1968).
Eric Barlier. Arte

22.40 **Les Misérables**.
Robert Hossein (2/3). TMC

20.15 **The Rutles**.
All You Need is Cash. (v.o.). Arte

20.30 **Les Rois maudits**. (1/6). Festival

20.35 **McCallum**. Sacrifice. Canal +

20.40 **Derrick**. Le visage derrière
la vitre. La clé. RTL 9

20.45 **Sépiole**. Le savant. Série Club

20.45 **New York Undercover**. Témoin à
charge. Après Shaloup. 13^{ème} Rue

20.50 **Le Caméléon**. Nouvelle donne. M 6

21.00 **Cop Rock**.
Espionnage. Canal Jimmy

21.05 **The Scandal**. (v.o.). M 6

22.30 **Oranges d'été**. (3/3). TV 5

22.40 **Profil**.
Pour un instant de gloire. M 6

22.45 **Stargate**.
Les douces robes. TSR

23.50 **Amor immortel**.
L'arme imaginaire. Canal Jimmy

0.55 **Millennium**.
Amor immortel. France 2

1.00 **American Gothic**.
La pays des ombres. 13^{ème} Rue

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

0.15 **Metello**.
Mauro Bolognini (Italie, 1970,
N, v.o., 115 min.). France 3

2.30 **Le Chant du Missouri**.
Winifred Munnell (États-Unis, 1944,
110 min.). Cinétoile

22.00 **Tennis**. US Open.
Finale messieurs. Canal +

22.30 **Golf**. PGA Tour. US Senior. All Sport

22.35 **Madame Butterfly**.
Frida Mendel (France, 1995,
130 min.). Cinéstar 1

23.45 **Le Profond Dérivé des dieux**.
Shohei Imamura (Japon, 1968,
N, v.o., 165 min.). Cinétoile

0.00 **La Rose**.
Abel Gance (France, 1923,
N, v.o., 125 min.). Ciné Classics

Le général Zeroual crée la surprise en annonçant une présidentielle avant février 1999 en Algérie

Le chef de l'état, qui ne se représentera pas lors du prochain scrutin, ouvre le jeu politique en direction des partis

LE PRÉSIDENT Lamine Zeroual a pris tout le monde de court en annonçant lors d'une allocution radiotélévisée, vendredi 11 septembre en fin de journée, la tenue d'une élection présidentielle anticipée avant la fin du mois de février 1999. Aucune date précise n'a été donnée. Le chef de l'état a indiqué qu'il ne se représenterait pas afin, a-t-il dit, de « concrétiser le principe de l'alternance ». Élu pour cinq ans en novembre 1995, avec plus de 60 % des suffrages, lors du premier scrutin présidentiel pluraliste qu'a connu l'Algérie depuis son indépendance, le président Zeroual, un général à la retraite âgé de cinquante-six ans, n'aurait dû achever son mandat qu'en novembre 2000.

Dans son intervention de plus d'une demi-heure, faite en direct avant le journal télévisé de 20 heures, le chef de l'état n'a pas véritablement expliqué pourquoi il abrégeait son mandat de vingt et un mois. En revanche, il a justifié sa décision d'organiser des élections anticipées par la nécessité d'entrer dans « une ère nouvelle » en matière de pratique démocratique. Lamine Zeroual a précisé que les partis politiques algériens seront

consultés « incessamment » sur les modalités de mise en œuvre des élections et qu'il assumerait toutes ses prérogatives présidentielles jusqu'à l'élection de son successeur. L'essentiel du discours du chef de l'état a été consacré à défendre son bilan. Après cinq années de réformes structurelles et de lutte contre le « terrorisme », a-t-il estimé, l'Algérie aborde une ère nouvelle « de démocratie et de renforcement de l'état de droit ». À la période au cours de laquelle il a dirigé le pays, le président Zeroual a opposé la précédente au cours de laquelle, selon lui, l'Algérie a failli être la victime d'une « pseudo-démocratie » et d'une « anarchie organisée ». Il a insisté sur l'impératif de « tirer les enseignements » de la crise afin d'éviter au pays de revivre les affres de la « tragédie nationale » (près de 75 000 morts selon le département d'État américain).

Vendredi après-midi, une fois connue l'imminence d'une intervention présidentielle, nombreux étaient ceux qui parlaient sur un changement de gouvernement. Personne ne pensait que l'ex-général Zeroual allait annoncer une élection présidentielle anticipée qui ressemblerait fort à une démission. Des raisons de santé expliquent-elles le geste du président ? Hospitalisé en urgence en mars dans une clinique suisse pour une lésion vasculaire, Lamine Zeroual a subi un pontage sur une artère de la jambe droite. Mais après une convalescence de vingt et un jours, il a repris ses activités. En juin, une commission médicale a diagnostiqué une « évolution favorable » tout en recommandant un « suivi régulier ».

CRISE AU SEIN DU POUVOIR Le départ anticipé du président algérien s'explique probablement par des raisons politiques. Chef de l'état, élu par une large majorité de ses concitoyens, doté par la Constitution de pouvoirs quasi illimités, Lamine Zeroual n'est pas le maître du pays malgré les apparences. Le pouvoir est d'essence collégiale. Il est exercé par une poignée de militaires - dont certains sont à la retraite - parmi lesquels le président Zeroual n'est qu'une sorte de *primus inter pares*. Dénudé de charisme, taciturne et maîtrisant mal l'arabe classique (d'où des interventions laborieuses

à la télévision), il a été porté à la tête du pays par ses pairs en 1994, un peu par hasard, avant de se faire élire, l'année suivante, sur le thème de la restauration de la paix. Lamine Zeroual a perdu, au fil des années, le soutien des autres clans de l'armée qui depuis des mois cherchaient à s'en débarrasser. Une grande partie du contentieux s'est cristallisé, pour autant qu'on puisse le savoir, sur la personnalité du plus proche des conseillers du président, le général-major Mohamed Betchine. Homme fort de la présidence, ami intime de longue date du chef de l'état, le général Betchine, par son affaiblissement débridé, a réussi à dresser contre lui une grande partie des responsables militaires qui ont demandé - en vain - à Lamine Zeroual de s'en séparer. Une campagne de presse a suivi entre partisans et adversaires du général Betchine, défenseur d'une Algérie islamique-populiste face à une hiérarchie militaire éradicatrice et laïque.

L'annonce d'élections présidentielles anticipées vient confirmer que la crise au sein du pouvoir était réelle et sérieuse. Il y a quelques semaines, des rumeurs circulaient dans les milieux politiques, selon lesquelles le président Zeroual, refusant de n'être qu'un président fantôme, avait rédigé une lettre de démission qu'il aurait finalement accepté de retirer à la demande son premier ministre, Ahmed Ouyahia. En appelant à de nouvelles élections tout en démissionnant, le président Zeroual donne l'impression de vouloir réouvrir le jeu politique en direction des partis, plutôt que de se soumettre à ses adversaires. La prochaine élection sera-t-elle « propre » pour autant ? Le pays reste confronté à une violence qui a fait vingt-deux morts, dont quatre militaires, au cours de la semaine qui vient de s'écouler ; l'état a remis de l'ordre dans ses finances mais la crise économique et sociale est d'une ampleur inégalée avec plus du tiers de la population active à la recherche d'un emploi ; dans ces conditions, on voit mal l'armée se désintéresser du prochain scrutin. Le successeur de Lamine Zeroual se sera peut-être pas un militaire mais il devra forcément être adoubé par eux avant de l'être par les électeurs.

COMMENTAIRE

L'AVEU D'ÉCHEC

Le président Chadli, général lui aussi, n'avait pas terminé son mandat présidentiel. Il avait été poussé vers la sortie par ses pairs en janvier 1992. Lamine Zeroual connaît un sort voisin. Certes, la décision de quitter la scène et de ne pas se représenter aux élections présidentielles anticipées ne lui a pas été imposée. Elle résulte cependant comme une mise à l'écart déguisée souhaitée par les mêmes acteurs que du temps de Chadli.

Constitution sur mesure, l'armée reste détentrice du pouvoir réel. En 1995, lors des élections présidentielles, les Algériens ont voté en masse pour le candidat Zeroual. En promettant le retour à la paix civile, l'homme avait su toucher les cœurs et faire oublier qu'il était avant tout le représentant de la hiérarchie militaire. Le président Zeroual a renié les promesses du candidat. Le chef de l'état s'est efforcé de venir à bout par les seules armes des groupes armés islamistes. Il n'a que partiellement réussi. Le Front islamique du salut (FIS) et sa branche armée observent une trêve, mais des groupes qui n'obéissent qu'à eux-mêmes continuent à terroriser la population.

Sur le plan économique, le président Zeroual ne peut se prévaloir d'un bilan plus brillant. Avec l'aide des bailleurs de fonds internationaux - et le soutien de la France -, l'état a remis de l'ordre dans ses finances. Mais aucune action volontariste n'a été menée pour relancer l'économie et améliorer les conditions de vie d'une population abandonnée à elle-même, sinon aux islamistes.

A la tête de l'état depuis 1995

- 1994 - 25 janvier : la conférence nationale de « consensus » propose le général Lamine Zeroual comme candidat unique au poste de chef de l'état.
- 31 janvier : Lamine Zeroual prête serment et met fin au mandat du Haut Comité d'état (HCE). Il est aussi ministre de la défense.
- 29 octobre : Lamine Zeroual dresse un constat d'échec de sa politique de dialogue avec les islamistes.
- 1995 - 16 novembre : Lamine Zeroual remporte l'élection présidentielle de la première tour du scrutin, avec 61,01 % des suffrages exprimés.
- 27 novembre : Lamine Zeroual prête serment et s'engage « à poursuivre la lutte contre les résidus de la violence terroriste ».

1996 - 5 mai : Lamine Zeroual annonce des législatives pour 1997.

14 septembre : La Conférence de l'entente nationale donne carte blanche à Lamine Zeroual pour parachever son projet de « démocratie dirigée ».

1997 - 18 mai : Lamine Zeroual dissout le Conseil national de transition (Parlement désigné).

23 octobre : Le Rassemblement national démocratique de Lamine Zeroual remporte les élections municipales, enlevant plus de 55 % des assemblées communales.

25 décembre : Le RND remporte 80 des 96 sièges à pourvoir, lors des élections sénatoriales.

DÉPÊCHES

■ PRESSE : l'association Reporters sans frontières (RSF) « s'inquiète » de la condamnation, pour recel de violation du secret de l'instruction, des journalistes Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, auteurs d'un livre intitulé *Les Ombres du président*, consacré à l'affaire des écoutes téléphoniques de l'Élysée (Le Monde du 12 septembre). Dans un communiqué, l'association estime que cette condamnation « porte préjudice au droit d'information et d'être informé ».

■ MUSIQUE : Johnny Hallyday a donné, vendredi 11 septembre, le dernier des trois concerts prévus au Stade de France. Devant 70 000 personnes, et sous la pluie, il a réitéré, dans un jeu d'acteur, avoir chanté en playback. Le *Parisien* avait en effet rapporté les propos d'un technicien affirmant que le chanteur avait été préenregistré. Johnny Hallyday a regretté que « la presse sérieuse, nationale » prenne le chemin de la presse à scandale.

Aux Mutuelles du Mans, le président contesté se retire

APRÈS deux semaines de crise, les Mutuelles du Mans Assurances (MMA) ont vécu, vendredi 11 septembre, une étape cruciale. Jean-Claude Jolain, président de la société d'assurances du Mans, « reprend sa liberté », a indiqué un communiqué des MMA. Formule choisie pour annoncer sa démission, après douze années de présidence. Proche de Jacques Chirac, il avait été nommé en 1986 par celui-ci, alors premier ministre, à la présidence des MMA. Il était jusque-là directeur des finances de la ville de Paris.

M. Jolain avait annoncé, vendredi 4 septembre, qu'il remettait ses fonctions à la disposition des conseils d'administration des deux sociétés vie et dommages qui composent le groupe, à l'issue d'une réunion houleuse au siège de l'assureur, devant près de deux mille salariés en colère. Contesté et désavoué à tous les niveaux par les salariés, les syndicats et l'entourage, pour son immobilisme et sa stratégie, M. Jolain part pour « débloquer la situation de l'entreprise », explique son entourage. Mais sa démission était « la seule issue viable », souligne son cadre.

« Vous n'avez plus votre place aux Mutuelles du Mans Assurances », lançait, jeudi, un tract syndical. Nombre de salariés lui reprochaient son « parachutage », son « parisianisme » - il était peu présent au Mans. La crise couvait depuis de longs mois. M. Jolain avait tenté de reprendre en mains son groupe après le revirement du directeur général, Raymond Fekik, le 1^{er} septembre. Celui-ci avait signé quelques jours auparavant, avec vingt-huit membres de la direction, une lettre demandant au PDG de quitter son poste.

« SOULÈVEMENT » Une commission, composée de six administrateurs, dirigée par Georges Doltau - administrateur depuis douze ans et industriel à la retraite -, a été désignée par les conseils d'administration afin de rechercher un nouveau PDG « en dehors de l'entreprise d'ici à la fin du mois de septembre ». Le nouveau dirigeant devra être « reconnu dans le monde de l'assurance pour sa compétence professionnelle, son sens du dialogue avec le personnel (...), son souci de développer la distribution par le canal des agents généraux et son attachement à l'économie sociale et à l'esprit mutualiste », souligne le communiqué. M. Jolain restera en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

L'annonce de ce départ a suscité « un certain soulagement parmi le personnel », souligne la CFDT. « C'est une grande victoire obtenue par l'unité et la détermination du personnel. C'est une première étape, de nombreux problèmes demeurent. Nous devons rester vigilants et mobilisés », affirme, vendredi, dans un communiqué commun, la CFDT, la CGT et FO.

Il s'agit désormais de redresser cette entreprise qui connaît une érosion de son chiffre d'affaires (-0,8 % en 1997). Diabète assureur français, les MMA emploient 5 000 salariés (dont 3 600 au Mans) pour un chiffre d'affaires de 25,8 milliards de francs en 1997. Le groupe souffre de frais de gestion et de distribution très élevés. Les « prédateurs » - Azur-GMF serait très intéressé - ne manquent pas autour de cet assureur fragilisé, au moment où le secteur de l'assurance est en pleine recomposition.

VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF

Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.

Mr Baignoire® 03.88.66.02.86

2 nouveaux copieurs personnels Canon Chez Duriez

Sans entretien. Compact et léger. Tout papier. Canon FC 200 avec alimentation feuille à feuille 2 400 F TTC; FC 220 avec alimentation automatique 50 feuilles 3 490 F TTC.

Duriez, 3 rue La Botte Paris 8e 112 bd St-Germain Paris 6e

LE MONDE SEPTEMBRE 1998

diplomatique

ALGÉRIE

L'information asservie par Marc Marginedas

L'économie menacée par la mafia politico-financière par Fayçal Karabadjji

Une population à la dérive par Djillali Hadjadj

■ TERRORISME : Guerres saintes, par Alain Gresh.

■ ALLEMAGNE : Elections sur fond d'immobilisme, par Christian Semmler - Pourquoi l'extrême droite perce (C. S.).

■ BOSNIE : A l'heure du « ni guerre ni paix », par Thomas Hofmang - L'impossible retour des réfugiés (T. H.).

■ CHYPRE : Otage de l'affrontement entre Athènes et Ankara, par Niels Kadritzke - Rêve d'Europe dans le nord de l'île (N. K.).

■ AFRIQUE : Le Burkina Faso fait reculer l'excision, par Joëlle Stolz.

■ CORÉE DU NORD : Derrière la façade du régime de Pyongyang, par Selig S. Harrison.

■ LITTÉRATURE : La résistance de George Orwell, par Nicolas Truong.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

La France au rapport

Un problème, un rapport c'est aussi la « méthode Jospin »

Immigration, famille, villes, lycées, emploi...

Le Monde daté 15

lundi 14 septembre

هكذا من الامل

28 / LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 SEPTEMBRE 1998

(Publicité)

Grand Bonheur



Grande Télévision

"Gérard Depardieu... il fait de la télé comme il fait son vin : avec quelques concessions, mais sans rien sacrifier de l'essentiel."

LE MONDE

"...les moyens sont dantesques : un budget de 100 millions de francs, 80 décors, 3 500 figurants. Evidemment, la réalisatrice est de choc...le casting est généreux...mais surtout le feuilleton met en vedette Gérard Depardieu soi-même, qui pour la première fois impose méchamment sa présence à la télé."

LIBERATION

"Même les puristes applaudiront cette adaptation du célèbre roman d'Alexandre Dumas"

TELE 7 JOURS

"Quatre volets de cent minutes, parfaitement adaptés au petit écran...Prétexte à se replonger avec bonheur dans les délices oubliés de la télévision populaire de papa..."

TELERAMA

"Une chaîne capable d'offrir un spectacle populaire d'une telle qualité à l'heure de plus grande écoute est une chaîne qui respecte son public, le tire vers le haut. Sans doute jamais si haut. Bravo."

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Grand Merci

... à toute l'équipe de Monte Cristo
d'avoir offert à 11,6 millions de téléspectateurs tant d'émotions.
TF1 est heureux de vous inviter à trois épisodes supplémentaires
les lundis 14, 21 et 28 septembre.

TF1

Photo TF1 / Dominique Mesnard

Le Monde

TELEVISION

TELEVISION

Retour

à Carpentras

Les dix ans

de « Palettes

ACTUALITE

Bruno Maugué

sur TF1

la situation